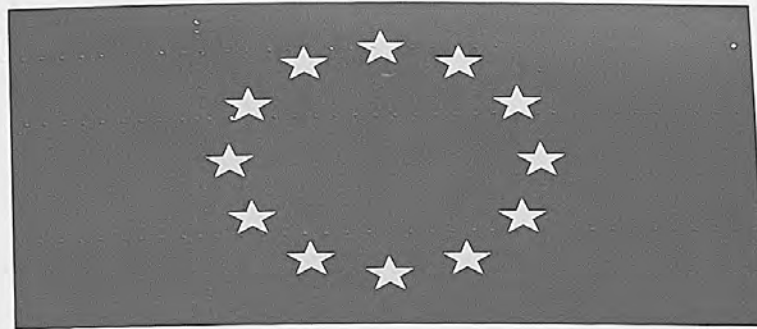


d'Lëtzebuerger **Land**



Ω 5 Ω

Am Ende war das Wort

Das Erzbistum hat sich nach über 170 Jahren von Saint-Paul Luxembourg getrennt. Über eine Scheidung mit Anlauf

Testen wie noch nie auf der Welt

Beim Umgang mit dem Coronavirus lässt die Regierung sich von der Wissenschaft helfen und ist bereit, viel Geld auszugeben

Fierté nationale

Embarquement pour le cargocentre où LuxairCargo et Cargolux font face au contexte particulier de la lutte contre la pandémie de Covid-19, pour la plus grande satisfaction du ministre Bausch

Photos : Sven Becker

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#18 67. Jahrgang 1. Mai 2020



4,00€



Les *scissor lifts* chargent et déchargent les Boeing de Cargolux lundi sur le tarmac du Findel. Le « Schenck », monumental robot sur roues, stocke en ses entrailles les biens récupérés sur la rampe puis les dépose dans l'entrepôt. Jean-Paul Gigueux, directeur de LuxairCargo (photo en haut à gauche page 3), souligne et explique le travail de fourmi effectué par ses équipes en cette période de crise sanitaire, entre le ventre de l'avion cargo et le gigantesque hangar installé en bordure d'autoroute

Fierté nationale

Pierre Sorlut

Miroir magique Les reportages de *TV5 Monde* ou de *TF1* tournés ces derniers jours au Grand-Duché enorgueillissent ses habitants. Aux yeux des Français, le Luxembourg organise admirablement sa sortie de confinement après avoir brillamment contenu la pandémie et la létalité du Covid-19. La distribution de masques pensée par le gouvernement puis mise en musique par l'armée, les communes et les organisations professionnelles apparaît dans l'Hexagone voisin et dans le monde francophone comme la preuve qu'il était possible de bien faire. Gilles Roth, bourgmestre (CSV) de Mamer, explique aux journalistes que c'est avant tout une histoire d'argent : « Une toute modeste différence avec beaucoup de communes françaises est que nous disposons des moyens financiers pour assurer ça ». « Entre 300 et 500 000 euros » pour les mois prochains, assène l'édile. Mais le fric ne suffit pas seul à assurer la profusion en masques. Ce nouvel indicateur de richesse en ces temps troublés tient aussi à un engagement public résolu et bien senti dans un cargocenter qui, dans la crise sanitaire, écrit les plus belles lettres de son histoire.

« Fliger mat 8 Milliounen Masken aus Zhengzhou (sic) gelant, esou RTL-Informationen ». *RTL.lu* pousse l'information sur les *smartphones* de ses abonnés à l'heure de la sieste dominicale. Le ministre des Transports vient de publier sur Instagram des photos de lui devant « City of Clervaux », l'avion

de Cargolux qui a acheminé le matériel médical depuis la Chine jusqu'au tarmac du Findel. Lundi, les employés de LuxairCargo déballent la marchandise. Les palettes en aluminium débarquées la veille de l'aéronef sont démontées et réparties sur des palettes en bois. Dans un ballet maîtrisé, les chariots élévateurs répartissent les caisses de carton dorénavant entourées de cellophane. Des cartons de masques, couverts d'inscriptions en chinois partent vers Lodz en Pologne. Dans cet entrepôt de 85 500 mètres car-

Le nombre de masques à disposition devient un indicateur de richesse et un motif de satisfaction

rés (une quinzaine de terrains de football), les travailleurs de l'ombre assurent la continuité des opérations. Elles avaient été mises en question, raconte Jean-Paul Gigueux, à la fermeture des écoles militaires. « Une partie de notre staff a quitté le travail », explique le patron de LuxairCargo, entité de la compagnie aérienne qui décharge et charge l'intégralité du contenu des avions qui posent leurs roues au Findel. 300 des 1 300 employés de la branche ont posé des congés spéciaux. « Et le temps que nous reconstituions nos effectifs, l'activité ne s'est pas calmée. » CFL Multimodal, Luxport (Merttert), l'agence WSA de l'armée américaine (sponsorisée par le Luxembourg), le transporteur Wallenborn et l'armée nationale ont mis des troupes à disposition. « Les gens de la rampe », ceux qui travaillent au transit passager, ont rejoint la cause quand les vols civils ont cessé le 23 mars. « Les renforts des entreprises extérieures ont été arrêtés. Aujourd'hui, on fait face à l'activité », explique le Français de 49 ans.

Mystérieux volume Quelle est-elle ? Le directeur de LuxairCargo maintient le mystère sur les chiffres (pas d'indicateur en temps réel), mais parle d'un volume « soutenu ». Le matériel médical afflue, principalement de Chine, pour être redistribué sur le Vieux Continent. La société a déchargé 893 000 tonnes de marchandise en 2019, année baissière. Il devrait évoluer dans les mêmes eaux en 2020. Sur le

tarmac lundi midi, six avions de Cargolux occupent la moitié des emplacements disponibles. Les élévateurs en ciseaux de LuxairCargo vident et chargent les ventres des avions. « City of Vianden » décolle pour Zhengzhou avec une escale à Novossibirsk à l'aller et au retour. « City of Bertrange » vogue vers New York avec un *stopover* à Bangor, dans le Maine. Les pilotes ne sont pas autorisés à sortir de l'aéroport en Chine pas plus qu'à New York et Atlanta. Les restrictions internationales compliquent la vie des équipages et de la cellule logistique. Il n'empêche. « Nous avons transporté tous les besoins en matériel médical pour les résidents luxembourgeois », se félicite le patron de Cargolux, Richard Forson dans un entretien au *Land* mardi. 768 tonnes, informe le ministère des Transports le même jour par voie de communiqué. « Ce chiffre équivaut à dix avions-cargo de type Boeing 747 », ceux qu'opère justement la compagnie nationale de fret. Le chiffre tombe rond. C'est aussi, en millions d'euros, le montant cumulé (sept plus trois) des deux marchés attribués par l'État à la société de fret dont il est actionnaire majoritaire, comme il apparaît sur le très officiel site des marchés publics européens *Tenders Electronic Daily*. Soit vingt pour cent des dépenses en matériel de santé depuis la crise du Covid-19. Elle s'élève à cinquante millions d'euros selon les calculs réalisés par le média en ligne *Reporter* la semaine passée. N'est pas considéré dans les dix millions le démé-

nagement de l'hôpital de l'Otan déplacé depuis la périphérie de Bari à Strassen. Celui-ci a coûté très précisément 807 692,31 euros. Le coût du transport de l'ensemble du matériel médical rapporté au nombre de tonnes transportées mènerait à un prix de treize euros le kilogramme, soit un coût bien supérieur à la moyenne du marché pour un vol Chine-Europe, établie autour de 8,8 dollars par kg ce mardi selon un rapport spécialisé. Mais le poids indiqué (*actual weight*) n'est pas le poids volumétrique (*chargeable weight*) utilisé à propos (pour que les cargaisons volumineuses ne ruinent pas les compagnies aériennes de fret). Celui-ci est bien supérieur en l'espèce puisqu'il s'agit pour l'essentiel de masques et de blouses, un chargement léger et encombrant. De plus, la somme de dix millions d'euros publiés constitue, explique-t-on, un crédit de service à prester par Cargolux pour le compte de l'État. Le transporteur aérien, selon sa direction, reste à la disposition du Luxembourg.

Le sens de la fête En cette année de cinquantenaire de la compagnie aérienne (qu'elle n'arrive d'ailleurs pas à célébrer à cause de la crise du Covid-19 et de la paralysie des vols passagers), le Luxembourg peut se satisfaire d'avoir investi et soutenu cet acteur majeur du fret aérien international. La société a enchaîné les déficits au sortir de la dernière crise financière de 2008 et l'État a mis la main à la poche pour son

Le cargocenter, pièce maîtresse de la lutte contre la pandémie de Covid-19, et ses entreprises font le bonheur du gouvernement et rassurent sur l'investissement consenti pendant des décennies



développement commercial. Depuis le mois de mars, le maintien au sol des compagnies aériennes telles qu’Air France-KLM, Lufthansa ou British Airways, restreignent les capacités de transport de marchandises dans les soutes (*belly*). Les capacités sont reportées sur les protagonistes du *full freight*, des entreprises comme Cargolux dont la seule vocation est de transporter du fret, normalement à haute valeur ajoutée. Aujourd’hui, selon les sites spécialisés, les capacités cargo entre l’Asie et l’Europe sont saturées. Aucun espace de chargement aérien n’est disponible d’ici la fin mai. Si bien que les prix atteignent des records historiques. Quatre fois leur niveau du début d’année. Pour ce qui est de la relation contractuelle entre l’État et Cargolux, Richard Forson préfère en taire les termes. Celui qui est arrivé en 2012 (quand Qatar Airways est entré, très temporairement, au capital de la compagnie) assure cependant « qu’on est loin des prix (*yield*, ndlr) vus sur le marché actuellement ». L’intéressé a fait de cette mission « une question humanitaire ». Le ministre de tutelle, François Bausch (Déi Gréng), abonde : « Cargolux a essayé de ne pas exagérer quand même ».

La nature des mouvements de marchandises a évolué. Les flux de matériel de santé ont pris le pas sur les autres biens de consommation. Le Findel est devenu un hub européen pour assurer l’approvisionnement de la région en la matière. François Bausch s’emballe volontiers sur cette « performance de la plateforme logistique » locale. Le ministre vert, contacté par téléphone mardi, se dit « très fier », notamment parce

que « des grands pays européens ont du mal à s’approvisionner et nous, nous, construisons un pont aérien avec la Chine et le reste du monde pour se procurer le matériel médical ». La toile logistique tissée pendant des décennies a été déployée, notamment pour acheminer l’hôpital de campagne des Pouilles jusqu’au CHL. Mais ce sont surtout les relations avec la Chine qui ont payé. La présence de l’actionnaire HNCA, groupe d’investissement dans l’aviation de la province du Henan, dans le capital de Cargolux a conféré une fluidité certaine dans les échanges avec le Grand-Duché. La Chine a par exemple aidé dans l’attribution de créneaux aériens.

Train manqué Rencontré mardi après-midi au « Lorang », le désuet quartier général de Cargolux (qui, sans la crise, aurait été délaissé pour le siège flambant neuf adjacent au centre de maintenance de l’autre côté de la piste), Richard Forson indique que Cargolux a joué « un rôle vital ». « L’Europe et les États-Unis (les deux plus grosses destinations de la compagnie de fret ces temps-ci, ndlr) ont été surpris par la crise sanitaire. Elle était vue comme un problème chinois et d’un coup tout le monde s’est mis à acheter du matériel qui, ironiquement, était conçu en Chine », analyse le CEO. Il estime à « plusieurs milliers » de tonnes de marchandises médicales redistribuées sur le Vieux Continent. Ce que François Bausch traduit par « l’occasion d’entretenir de bonnes relations avec les pays européens ». Le ministre écologiste indique en outre avoir travaillé à l’acheminement d’un train de marchandises de-

puis le centre logistique de Zhengzhou (province du Hénan) jusqu’au *hub* de Bettembourg. Un mode de transport plus logique, plus économique et donc plus écologique pour ce type de cargaison. « Un train était prêt à partir. J’ai essayé de contacter mon homologue allemand pour le charger, mais nous n’avons pas réussi à le convaincre », affirme François Bausch. Le ministre précise cependant que le projet tient encore la route, maintenant que les États agissent moins dans l’urgence sanitaire. Pour l’heure, l’entrepôt de CFL Multimodal au hub méridional stocke les millions de masques.

Le gros des affaires transite par le cargocenter. Les caisses s’amoncellent ces dernières semaines parfois « jusqu’au plafond », affirme le ministre Bausch, avant de filer sur les routes. La complémentarité entre les acteurs opère. Cargolux est de loin le principal opérateur. Derrière, les China Airlines (Taïwan), Silk Way (Azerbaïdjan), Qatar Airways ou encore Atlas Air (États-Unis), aussi des *pure players* du fret. Contrairement aux autres centres logistiques aéroportuaires, un seul agent, en l’espèce LuxairCargo, effectue le *handling*. Pour cause, les infrastructures appartiennent à LuxairCargo. On y retrouve notamment la pièce maîtresse, le Schenck, un gigantesque robot sur roues qui fait le lien entre le tarmac (la rampe) et l’intérieur du site. Son gigantesque bras mécanique récupère d’un côté, stocke dans l’un de ses 1 600 emplacements, et redépose le moment venu l’objet (majoritairement une palette de matériel de protection sanitaire aujourd’hui,

L’approvisionnement en matériel sanitaire, entre « mission humanitaire » et monnaie diplomatique

mais un hélicoptère ou une formule un en temps normal) du côté de l’entrepôt. En forme de « L », celui-ci se divise en deux zones au centre desquelles trône la croix de *splitting* sur laquelle roulent les marchandises. À l’import, on accueille la cargaison des avions pour les charger sur les camions quelques heures plus tard. À l’export, on fait l’inverse.

Amazon Air Les investissements consentis dans le passé, comme le pharmacentre en 2013, confèrent au centre logistique certains avantages concurrentiels. Et c’est bien dans cette direction que ses protagonistes se dirigent. La crise fait que « ça tourne plus fort que d’habitude (...) et bouge les lignes », pour reprendre les termes de Jean-Paul Gigueux.

On frôle la saturation. Mais LuxairCargo et Cargolux se gardent bien d’ouvrir les vannes. Tous, capitalistiquement liés à l’État, misent sur la recherche de qualité, ainsi que sur la durabilité du modèle d’affaires. L’innovation technologique en matière de décarbonisation du fret aérien, résolument destiné aux biens de haute-valeur et aux périssables, guidera le choix de renouvellement de la flotte de Cargolux (aujourd’hui trente avions dont une partie arrive en fin de cycle). Les réflexions ont été entamées à ce sujet. La digitalisation permettrait, elle, explique François Bausch, d’intégrer davantage les interventions des différents opérateurs dans la logique de la *single window for logistics*. De ce point de vue, l’arrivée d’Amazon Air en Europe n’effraie pas les différents intervenants luxembourgeois, même si, selon nos informations, le groupe américain tente de piocher dans leurs staffs pour se développer régionalement, entre Leipzig (hub opérationnel) et Luxembourg (siège européen). Interrogé à ce sujet, Richard Forson indique que le leader mondial du e-commerce est davantage vu comme un distributeur régional et donc qu’il ne concurrence pas le modèle de distribution, en vrac depuis des destinations plus lointaines, de Cargolux. Tels sont les défis à venir, mais ce mercredi, les actionnaires réunis en assemblée générale, s’entendent sur un fait : la compagnie digère la crise du Covid-19. Le cargocenter montre lui son adaptation pour assurer une certaine autonomie et marge de manœuvre logistique à un petit pays enclavé. Voilà qui rassure et satisfait dans un contexte d’incertitude.



Leitartikel

Ein Heim ist kein Gefängnis

Ines Kurschat

Es war die von vielen ersehnte Nachricht, die Familienministerin Corinne Cahen am Dienstag mitteilte: Angehörige können ihre im Alten- oder Pflegeheim lebenden Lieben unter bestimmten Auflagen wieder besuchen. Das heißt mit Schutzmaske und Zwei-Meter-Sicherheitsabstand. Die Familienministerin, aus dessen Budget über Konventionen das Gros der Heime im Land subventioniert wird, hat den Trägern empfohlen, familiäre Zusammenkünfte im Rahmen der sanitären Auflagen zuzulassen. Besonders im Falle eines nahenden Todes.

Doch die Einschätzung, ob die Rahmenbedingungen erfüllt sind oder nicht, hat Cahen nach wie vor den Trägern überlassen. Im Klartext: Die Heimleitung entscheidet darüber, ob Oma ihren Enkel noch vor ihrem Tod sieht oder nicht. Ob jemand ihrer Mutter oder ihrem Vater, dem Bruder oder der Schwester auf eigenes Risiko die Hand hält und sie tröstet, wenn sich diese in den letzten Stunden des Lebens Beistand wünscht. Cahen wird in ihrer Position von Marc Fischbach, Präsident des Dachverbands der Pflegeheimdienstleister Copas, unterstützt.

Beide liegen falsch. Allein aus moralischen Gründen ist schwer zu vermitteln, warum Heimbewohner, die dies wünschen, nicht in ihrem Zimmer Besuch empfangen können. Was ist das Risiko? Ja, alte Menschen haben oftmals Vorerkrankungen wie Diabetes, sind gebrechlich und können daher nach einer Infektion schwerer erkranken, ja, sie haben

eine höhere Wahrscheinlichkeit, an Covid-19 zu sterben. Und ja, darum gehören sie und andere Heimsinsassen besonders vor Ansteckung geschützt.

Doch ist es ihnen zuzumuten, ihren Lebensabend ohne Beistand allein in ihrem Zimmer zu verbringen, weil draußen ein Virus grassiert und sie zur Risikogruppe zählen? Dass demente Leute diese Wahl schwieriger treffen können, ist nachvollziehbar. Aber Erwachsenen, die noch Herr oder Herrin ihrer Sinne sind, diese Abwägung abzunehmen, offenbart einen überholten paternalistischen Blick auf Pflegebedürftige, der symptomatisch ist für das Wohlstandsverständnis der vergangenen Jahrzehnte und teilweise bis heute anhält. Zum Leben gehört, wählen zu können. Und Gefahren abzuwägen und bewusst einzugehen. Sogar, wenn sie dabei den eigenen Tod in Kauf nehmen.

Alte und Pflegebedürftige in ihren letzten Stunden abzuschotten, ist aber nicht nur aus moralischen Gründen bedenklich. Sondern auch aus rechtlichen. Die Würde des Menschen ist unantastbar. Wie ist es mit ihrer Würde zu vereinbaren, wenn Pflegebedürftige nicht einmal in der Schlussphase ihres Lebens entscheiden können, mit wem sie den Moment des letzten Atemzuges teilen wollen? Wenn andere das für sie beschließen? Viele können die zwangsweise Einsamkeit schon jetzt, nach sechs Wochen *Lockdown*, psychisch kaum mehr verkraften, werden depressiv, apathisch oder aggressiv. Kein Video, kein Anruf ersetzt den direkten zwischenmenschlichen Kontakt.

Und wie ungerecht und ungleich ist es, wenn die einen Angehörigen ihre Oma oder den Opa nicht sehen können, weil sie oder er zufällig in einem Altersheim wohnt oder in eine Klinik eingeliefert wurde, die keinen Besuch erlaubt? Während andere schon seit zwei Wochen ihre im Heim Lebenden persönlich treffen und sich austauschen können.

Statt Heimträgern diese Entscheidungskompetenz zuzuschieben, täte die liberale Ministerin besser daran, das Recht auf einen würdigen Abschied verbindlich für alle zu regeln. Oder muss erst jemand vor Gericht ziehen? Nicht das Personal oder den Raum für einen angemessenen Schutz vor Ansteckung zu haben, kann in Pandemiezeiten ohnehin kaum als triftiges Argument gelten: Die Kliniken sind längst auf Covid-19 eingestellt. Heimeinrichtungen sehen heute schon Isolierungen und erhöhte Schutzvorkehrungen für den Ernstfall vor, sollte jemand Covid-19-positiv sein. Das Pflegepersonal ist im Umgang mit Ansteckungsgefahren geschult. Es trägt Plastikbluse, Gesichtsmaske und Brille und hält weitere Schutzmaßnahmen parat.

Heime sind keine Gefängnisse, hat der einstige Justizminister Marc Fischbach während der Pressekonferenz mit Corinne Cahen betont. Eben weil sie keine Gefängnisse sind, müssen BewohnerInnen und BesucherInnen ihr Grundrecht wahrnehmen und frei wählen können, was ihnen wichtiger ist: der intime Moment im geteilten Abschied oder der Schutz vor einer möglicherweise tödlich verlaufenden Krankheit.

Liest man die Regeln, die sich verschiedene Schulen für die Wiedereröffnung gegeben haben, wähnt man sich in Lernanstalten des 19. Jahrhunderts: Ja nicht zur gleichen Zeit durch das Schultor treten, direkt in den Klassensaal gehen, vor und nach der Schule nicht in Gruppen zusammenstehen, sondern einer hinter den anderen her schreitend zügig zum Bus gehen, kein Körperkontakt und stets zwei Meter Sicherheitsabstand wahren. Der obligatorische Mundschutz im Gebäude (nicht in der Klasse) sowie die Aufforderung, regelmäßig die Hände zu waschen, zeigen: Die strikten Vorgaben dienen dem Schutz vor Ansteckung und nicht der Gängelung. Trotzdem: Schön wird dieser Schulstart nicht. [ik](#)

Sven Becker



blog

Personalien

Gesellschaft

Bildung

Mobilität

Gesundheit

Gesundheit

Yuriko Backes

wird Marschallin am großherzoglichen Hof und löst damit den Juristen und früheren CSV-Politiker, Lucien Weiler, ab. Die 50-Jährige ist die erste Frau, die dieses Amt bekleidet und blickt bereits auf eine diplomatische, um nicht zu sagen, staatstragende, Karriere zurück. Sie war Botschafterin in Tokio und Beraterin des damaligen Staatsministers Jean-Claude Juncker sowie von Premier Xavier Bettel, bevor sie an die Spitze der Luxemburger Vertretung der Europäischen Kommission wechselte. Mit ihr dreht sich das Personalkarussell am Hof weiter; Backes wird eine Schlüsselrolle einnehmen, wenn es heißt, die im Waringo-Bericht empfohlenen Reformen am Hof anzugehen. [ik](#)

Pierre Weicherding,

Allgemeinmediziner und bis vor kurzem Leiter der Sanitätsinspektion, wurde mit sofortiger Wirkung von der Epidemiologin Laetitia Huiart in seinem Amt abgelöst und betreut nun für das Außenministerium Asylbewerber medizinisch, teilte *Radio 100,7* vergangene Woche mit. Der Wechsel ist deshalb überraschend, weil er mitten in der Coronakrise kommt und die Sanitätsinspektion derzeit mit den Kontrollvisiten im Heimsektor und mit dem *Tracing* von Covid-Fällen voll gefordert ist. Allerdings soll es zwischen Weicherding und Jean-Claude Schmit, Leiter des Gesundheitsamts, schon länger Unstimmigkeiten gegeben haben, so *100,7*. [ik](#)

Tripartite zur Krisenhilfe



Angesichts der bereits eingetretenen und noch kommenden wirtschaftlichen und sozialen Folgen des *Lockdown* wegen des Coronavirus fordert der OGBL Premier Xavier Bettel auf, die Tripartite zusammenzurufen, um gemeinsam über eine Exitstrategie zu diskutieren, die nicht nur die Wirtschaft wieder ankurbelt, sondern auch sozioökonomische Härten abfedert. Die Tripartite soll im Zuge ihrer Arbeiten Wirtschaftsminister Franz Fayot (LSAP) und Arbeitsminister Dan Kersch (LSAP) anhören und auch auf die Situation von Risikogruppen unter den Erwerbstätigen eingehen. Wegen dem Coronavirus wird die 1. Mai-Feier zum Internationalen Tag der Arbeit auch nicht wie die letzten Jahre in der Abtei Neimënster mit Musik und Reden begangen; diesmal lädt die Gewerkschaft (Foto: Patrick Galbats) ein, sich mit ihr um 10 Uhr auf *Facebook* und im OGBL-*Youtube*-Kanal zu treffen. Der LCGB lädt seine Anhänger um 11 Uhr auf seine *Facebook*-Seite ein. [ik](#)

Eltern gegen Meisch

Fast 6 300 Unterschriften (Stand: Mittwochmorgen) zählt die Petition von Lidia Maria Cabral Garcias, die darin fordert, zum Schutz der Kinder vor dem Coronavirus die Schulen erst im September wieder zu öffnen. Damit erfüllt sie die Mindestanzahl von 4 500 Unterschriften und muss im Parlament angehört werden. Bloß wann? Die Frist der Petition beträgt gewöhnlich sechs Wochen – und geht es nach der Regierung sollen die ersten Jugendlichen bereits am kommenden Montag wieder die Schulbank drücken. Ein Termin stehe bisher noch nicht fest. [ik](#)

Lehrer und Schüler gegen Meisch

Die Gewerkschaft der Sekundarschullehrer Feduse ist wütend und wirft Erziehungsminister Claude Meisch (DP) einen „großen Vertrauensbruch“ vor. Statt mit ihr die Modalitäten der Schulöffnungen zu bereden, hätte sie über Umwege erfahren, dass das Schuljahr bis zum 17. Juli andauern soll. Die Lehrergewerkschaften SNE, SEW und Feduse sowie die Schülerkonferenz Cnel sind zudem weiter skeptisch, dass die Sicherheitsmaßnahmen, um das Ansteckungsrisiko mit Covid-19 klein zu halten, insbesondere von Grundschulern eingehalten werden können. Für die Schüler der Abschlussklassen fordern sie, die für den 4. Mai geplante Rückkehr in den Unterricht nur auf freiwilliger Basis stattfinden zu lassen. [ik](#)

Doheem bliwwen

Wie die Coronavirus-*Lockdowns* auf der ganzen Welt dazu führen, dass die Leute bestimmte Orte weniger aufsuchen, andere mehr, hilft der Internetkonzern Google mit seinem *Covid-19 Community Mobility Report* einzuschätzen. Der Bericht wird regelmäßig aktualisiert, umfasst quasi jedes Land der Welt und wird aus Handy-Daten erstellt, deren Nutzer ein Google-Konto führen. Der jüngste Bericht reicht bis zum 17. April. Ihm zufolge wurden in Luxemburg Restaurants, Cafés, Museen und Kinos – was Google unter „Retail and recreation“ zusammenfasst – ab Ende März und bis Mitte April kaum überraschend zu 81 Prozent weniger häufig aufgesucht als im „Baseline-Zeitraum“ um den 6. März, als es noch keine Einschränkungen gab. Lebensmittelläden und Apotheken wurden aber ebenfalls weniger frequentiert (-20%), Parks auch (-21%). An den Arbeitsplatz wurde sich zu 71 Prozent weniger beigegeben, und an „Transit stations“, womit vor allem Umsteigeorte für den öffentlichen Transport gemeint sind, nahm der Betrieb um 71 Prozent ab. Dagegen hielten die angepeilten Personen sich um 37 Prozent mehr zuhause auf. Am Ende des Berichts versichert Google, „these reports are powered by the same world-class anonymization technology that we use in our products every day and that keep your activity data private and secure“. [pf](#)

Fast normal zum Arzt

Kommenden Montag (4. Mai) werden die Covid-Einschränkungen im Gesundheitswesen zu einem guten Teil aufgehoben. Niedergelassene Ärzte können wieder ihre Praxen voll betreiben, Patienten allerdings nur an telefonisch vereinbarten Terminen empfangen und müssen sie am Eingang zur Praxis auf Covid-Symptome prüfen. Die Termine sollen so eingerichtet werden, dass in den Wartezimmern ein Zwei-Meter-Abstand eingehalten werden kann. Freiberufliche Gesundheitsberufliche wie Physiotherapeuten, Psychotherapeuten, Krankenpfleger und Hebammen können unter diesen Maßgaben ebenfalls wieder praktizieren. Die vier Centres de soins avancées bleiben bestehen, sind ab Montag aber Covid-Verdächtigen vorbehalten. Für die zahnärztliche Versorgung gilt vorerst weiterhin nur der Notdienst. In den Krankenhäusern werden jene nicht-dringenden Aktivitäten, die verschoben worden waren, um Kapazitäten für Corona-Patienten freizumachen, nach und nach wieder aufgenommen. Die Trennung der Patientenflüsse in Covid und Nicht-Covid bleibt in allen vier Spitalgruppen bestehen. [pf](#)

Nachtrag

Im Leitartikel „Welcher Vorsprung“ hätte es richtig heißen müssen: Auch Kinder und Erwachsene mit Vorerkrankungen gilt es von Covid-19 abzusichern, da sie eine Ansteckung mit dem Virus womöglich (nicht wahrscheinlich!) nicht überleben würden. Das Krankheitsbild insbesondere bei an Covid-19 erkrankten Kindern mit Vorerkrankungen, wie Diabetes oder Krebs, bleibt unübersichtlich: Die meisten Studien haben zu kleine Fallzahlen, um signifikante Aussagen treffen zu können. In der Regel verläuft die Krankheit wohl bei Kindern milder, aber es hat schon Todesfälle gegeben; dies meistens bei Kindern mit bestimmten Vorerkrankungen, wie etwa Krebs oder Diabetes. Untersuchungen zur Frage, welche Ansteckungsgefahr von Kindern (Foto: Martin Linster) ausgeht, sind in den Ergebnissen bisher ebenfalls uneindeutig. [ik](#)



Das Erzbistum hat sich nach über 170 Jahren von Saint-Paul Luxembourg getrennt. Über eine Scheidung mit Anlauf

Am Ende war das Wort

Pol Schock

Trio Als Paul Peckels und Jean-Lou Siweck 2013 die Führung bei Saint-Paul Luxembourg übernahmen, war beiden klar, was auf sie zukommen würde. Saint-Paul hatte zwar gerade schmerzhaft Sozialpläne hinter sich und seine Belegschaft von rund 1 000 Mitarbeitern auf rund 300 wegrationalisiert. Aber der Kampf gegen die Medienkrise war noch nicht gewonnen. Im Gegenteil: Das Haus stand erst am Anfang eines digitalen Transformationsprozesses gegen den Auflagenrückgang und Leserschwund. Und Direktor Peckels und Chefredakteur Siweck waren sich nicht sicher, ob dieser große Sprung nach vorne mit dem Erzbistum gelingen könnte. Ob der erzkonservative Aktionär nicht am Ende bei dieser notwendigen Kulturrevolution im Weg stehen würde. Erny Gillen teilte ihre Bedenken. Der Generalvikar hatte 2012 den Präsidentenposten von Saint-Paul nach 25 Jahren vom Geistlichen Mathias Schiltz übernommen. Und zu seinen ersten tiefgreifenden Entscheidungen gehörte die Einstellung von Peckels und Siweck.

Also begann man an der Spitze von Saint-Paul nach Alternativen zu suchen. Den Markt zu sondieren, vorzufühlen, wer als potenzieller Käufer oder Partner in Frage kommen könnte. Das Haus ging 2014 eine Kooperation mit der *Neuen Zürcher Zeitung* ein. Gillen suchte Kontakte zur katholischen *Rheinischen Post*. Und es gab 2013 eine Reise nach Antwerpen zu einem belgischen Medienkonzern mit dem schlichten Namen: Mediahuis. „Wir haben Gert Ysebaert 2013 zum ersten Mal getroffen“, sagt Paul Peckels im Gespräch mit dem *Land*. Ysebaert ist bis heute der CEO von Mediahuis. Seine Gruppe war 2013 aus einer Fusion von Corelio und Concentra hervorgegangen. Es ist das zweitgrößte Medienhaus in Belgien hinter der Persgroep, mit einer rechtskatholischen Tradition, einem breiten Portfolio und den Flaggschiffen *De Standaard* und *Het Nieuwsblad*.

Dabei handelte es sich um alte Bekannte. Denn Saint-Paul hatte schon einmal mit dem belgischen Medienhaus kooperiert. In den 1990er-Jahren kam es bei der belgischen Tageszeitung *L'Avenir* zu einem Machtkampf zwischen dem Bistum von Namur und der Redaktion. Es ging um die politische Richtung bzw. die redaktionelle Unabhängigkeit. Bischof André Leonard musste nach langem Konflikt einsehen, dass er die Zeitung nicht mehr als politisches Sprachrohr instrumentalisieren konnte und gab sich 1999 geschlagen. Das Bistum verkaufte die Mehrheit seiner Anteile an VUM (Vlaamse Uitgeversmaatschappij), dem heutigen Mediahuis, und rund einen Drittel an Saint-Paul. Über fünf Jahre gab es eine Zusammenarbeit zwischen beiden Medienhäusern, bis Saint-Paul sich 2004 aus dem belgischen Markt zurückzog.

Triumvirat Doch trotz erster Kontaktaufnahme 2013 war es noch ein langer Weg bis zur Übernahme, die am vergangenen Freitag unterzeichnet wurde. Das lag weniger an Mediahuis, die seit 2013 sehr aggressiv in die Niederlande (*De Telegraaf*, *NRC Handelsblad*) sowie auf die irische Insel (*Irish In-*

„Wir hätten das Wort als Milchkuh betrachten können und es noch auf Jahre hinweg bis zum letzten Tropfen melken können“, sagt Kardinal Hollerich

dependent, *Sunday Independent*) expandieren und schon länger ein Auge auf den luxemburger Markt geworfen haben, wie Pressechefin An Steylemans auf Nachfrage bestätigt. Sondern es lag vielmehr am Erzbistum Luxemburg. Der Eigentümer von Saint-Paul rang in den vergangenen Jahren mit einer Entscheidung über die Zukunft des Medienhauses, zu dem neben dem *Luxemburger Wort* auch *Télécran*, *Contacto*, *Radio Latina* und *Luxembourg Times* gehören. Das Bistum stand vor der Frage, worin eigentlich die *Raison d'être* des Hauses liegt. Sollte die größte Tageszeitung Luxemburgs als Sprachrohr für die politischen und ideologischen Interessen des Bistums und der C-Gruppe dienen? Oder soll es ein profitables Unternehmen sein, das dank unabhängigem Journalismus die Interessen seiner Leserschaft bedient?

Über Jahrzehnte konnte das Bistum diese Frage umgehen – gingen wirtschaftlicher Utilitarismus und politisch-religiöse Botschaft im C-Staat nahezu Hand in Hand. Das *Luxemburger Wort* war ein Kind der Revolution von 1848 und wurde durch das Bestreben des ultramontanen apostolischen Vikars Johannes Theodor Laurent gegründet. Es sollte für den Klerus ein politisches Instrument sein im Kampf gegen die liberalen Notabeln im Großherzogtum. In Anlehnung an das berühmte Bonmot von Clausewitz lässt sich die Zeitung als Fortsetzung des politischen Katholizismus mit anderen Mitteln bezeichnen. Doch das *Wort* fand in der erzkatholischen luxemburger Bevölkerung des 19. Jahrhunderts auch treue Abnehmer. Nur wenige Jahre nach der Gründung war es mit rund 3 000 Abonnements im Jahre 1870 bereits zur auflagenstärksten Zeitung des Landes geworden und lieferte sich harte Kämpfe mit liberaleren Zeitungen, die es alle für sich entscheiden konnte. Im 20. Jahrhundert wurde das *Wort* Teil des Triumvirats aus Bistum, Partei und Zeitung – ein katholisches Machtgeflecht, das durch die Gewerkschaften LCGB, CGFP, Pfadfinder, Caritas und andere Vereine ergänzt wurde und über 100 Jahre den luxemburger Staat kontrollierte.

Erst am Ende des 20. Jahrhunderts beginnt das Geschäft zu stocken. Nach Jahren der Expansion gehen die Zahlen bei einer Maximalauflage von 87

000 gedruckten Ausgaben im Jahre 1998 langsam zurück. Saint-Paul macht weiterhin Gewinne, verschläft jedoch wie der Rest der luxemburgischen Presselandschaft den Medienwandel. Aber seit dieser Zeit drängt sich die Frage nach dem Sinn des Medienhauses auf. Soll das *Wort* ein kritisches journalistisches Produkt sein oder doch lediglich ein Kommunikationsorgan der Mächtigen? Es beginnt ein langanhaltender Prozess, bei dem das Pendel hin und her schwingt. Noch 2013 zitierte der damalige Premierminister Jean-Claude Juncker die Chefredaktion mitten im Geheimdienstskandal zu sich ins Büro, um die Redakteure wegen mangelnder Unterstützung anzuraunen. Nach den Wahlen von 2018 stellte Parteipräsident Marc Spautz ebenfalls enttäuscht fest, dass das *Wort* nicht die erwünschte politische Rückendeckung gab.

Und auch das Bistum zeigte sich wankelmütig und änderte immer wieder seinen Kurs in Bezug auf das *Wort*. Auf Reform folgte Reaktion, folgte Reform, folgte Reaktion. Vom einstigen Reformer-Trio Gillen, Peckels und Siweck blieb nach 2017 nur noch Peckels übrig. Zwischenzeitlich sollte der CSV-Politiker Luc Frieden nach einer Phase der Liberalisierung das *Wort* wieder enger an die politisch-religiösen Interessen des Eigentümers und der Anzeigenkunden führen. Gleichzeitig erhielt Frieden jedoch den Auftrag, einen Käufer für Saint-Paul zu suchen, wie Kardinal Jean-Claude Hollerich dem *Land* bestätigt. Und auch Friedens Nachfolger François Pauly erhielt die klare Mission vom Bistum, einen neuen Aktionär zu finden. 2018 sollen sich die Gespräche laut Direktor Peckels konkretisiert haben.

Milchkuh Saint-Paul erwirtschaftet dabei seit einigen Jahren wieder ordentliche Gewinne, die zwischen einer und zwei Millionen Euro liegen. Der Betrieb ist saniert, Beteiligungen sind abgeschrieben, Personalkosten werden seit Jahren gesenkt, die Schulden sind mit vier Millionen Euro relativ gering und das *Wort* steht mit rund 50 000 Abonnenten im Jahr 2019 weiterhin als unangefochtener Marktführer im Print da. Warum also nun doch ein Verkauf?

„Wir hätten das *Wort* als Milchkuh betrachten können und es noch auf Jahre hinweg bis zum letzten Tropfen melken können“, sagt auch Kardinal Hollerich. Tatsächlich hat sich das Erzbistum ordentlich bei seinem Medienhaus bedient. Über die Beteiligungsgesellschaft Lafayette SA hat es mindestens 15 Millionen Euro aus Saint-Paul herausgezogen, wie sich aus den Bilanzen entnehmen lässt. Zudem sind die Immobilien in Gasperich, die ursprünglich noch im Besitz des Unternehmens waren, im Jahr 2009 der Lafayette SA (also dem Bistum) überschrieben worden. Das Bistum vermietet seither die Immobilien an sein Medienhaus für einen jährlichen Betrag in Millionenhöhe, der sich nicht genau beziffern lässt.

Aber vor dem Medienunternehmen stehen wichtige strategische Investitionen, die das Bistum nicht

tätigen kann und will. Zudem sieht der Kardinal keinen Nutzen mehr darin, ein Medienhaus zu besitzen. „Die Kirche hat keine Zeitung und keine Partei“, fasst der Kardinal den Säkularisierungsprozess der vergangenen Jahre zusammen. Aber es ginge beim Verkauf von Saint-Paul Luxembourg nicht nur um wirtschaftliche Rendite. Es hätte die Möglichkeit gegeben, durch einen anderen Käufer einen deutlich höheren Kaufpreis zu erzielen. Der Kardinal wollte dem traditionsreichen Medienunternehmen aber eine Zukunft ermöglichen und nicht für die Zerstörung der ältesten Zeitung des Landes verantwortlich sein, die mit all ihren Höhen und Tiefen Teil der Identität Luxemburgs sei.

Und mit Mediahuis scheint das Bistum tatsächlich einen Partner gefunden zu haben, der es ernst meint. Für einen Preis, der dem Vernehmen nach im niedrigen Millionenbereich liegen soll, hat Mediahuis alle Anteile von Saint-Paul Luxembourg übernommen. Im Gegenzug erhielt Lafayette SA geringe Anteile unter fünf Prozent vom Mutterhaus und sicherte sich vertraglich zu, dass die Rubrik *Glaube und Leben* sowie religiöse Feste weiterhin

Bestandteil der Zeitung bleiben. Direktion und Chefredaktion können weiterhin im Amt bleiben, es wird (vorerst) keine Entlassungen geben. François Pauly bleibt Verwaltungsratspräsident, Marc Wagener Mitglied im Verwaltungsrat. Die neuen Mediahuis-Vertreter im Verwaltungsrat sind Bruno de Cartier (Vizepräsident), Gert Ysebaert, Kristiaan De Beukelaer und Koen Verwee.

Mediahuis genießt ein hohes Ansehen in Belgien. Karin Raeymaeckers, Professorin für journalistische Studien an der Universität Gent, spricht von einem „Prestigeunternehmen“. „Sie kopieren eigentlich seit Jahren die Strategie des Konkurrenten der Persgroep und setzen auf hochwertige Inhalte und Innovation.“ Mediahuis expandiere sehr schnell, ziele aber anders als Hedgefonds nicht darauf, Kapital aus den Gesellschaften zu ziehen, sondern setze auf langfristige Gewinne. „Sie glauben wirklich daran, mit journalistischen Medien und unabhängigen Redaktionen Gewinn zu machen“, so Raeymaeckers. Das Erzbistum hat demnach mit seiner letzten Entscheidung als Besitzer von Saint-Paul eine Antwort auf die lang verdrängte Frage gegeben: Journalismus vor Interessen.

Zufallsgespräch mit dem Mann in der Eisenbahn

Und morgen der Sozialismus

Romain Hilgert

Zur Zeit des Ersten Weltkriegs rätselte die Arbeiterbewegung, ob eine Revolution den Sozialismus in Luxemburg durchsetze oder ob er mit Hilfe des allgemeinen Wahlrechts den Urnen entsteige. Nach dem Koalitionsabkommen mit der DP versprach der damalige LSAP-Generalsekretär Robert Goebbels am 16. Juni 1974 „A mar de Sozialismus!“. Zur gleichen Zeit schrieb Parteihistoriker Ben Fayot an der *Geschichte des Sozialismus in Luxemburg*, und am 16. November 1978 ließ Goebbels mit den Worten Mao Zedongs im *Tageblatt*-Leitartikel „Hundert Blumen“ blühen.

Das war jedes Mal falscher Alarm. Bringt nun das Coronavirus den Sozialismus? Durch ein großherzogliches Reglement vom 18. März führte die liberale Koalition die Planwirtschaft ein. Sie verfügte bis hin zu Zeitungskiosken und Totengräbern, welche Betriebe arbeiten und welche schließen mussten. Derzeit plant sie, in welcher Reihenfolge und unter welchen Bedingungen Betriebe wieder öffnen dürfen. Zu den als lebenswichtig erachteten Branchen gehören sowieso solche unter staatlicher Kontrolle, wie Energie, Wasser, öffentlicher Transport, Post und Gesundheit.

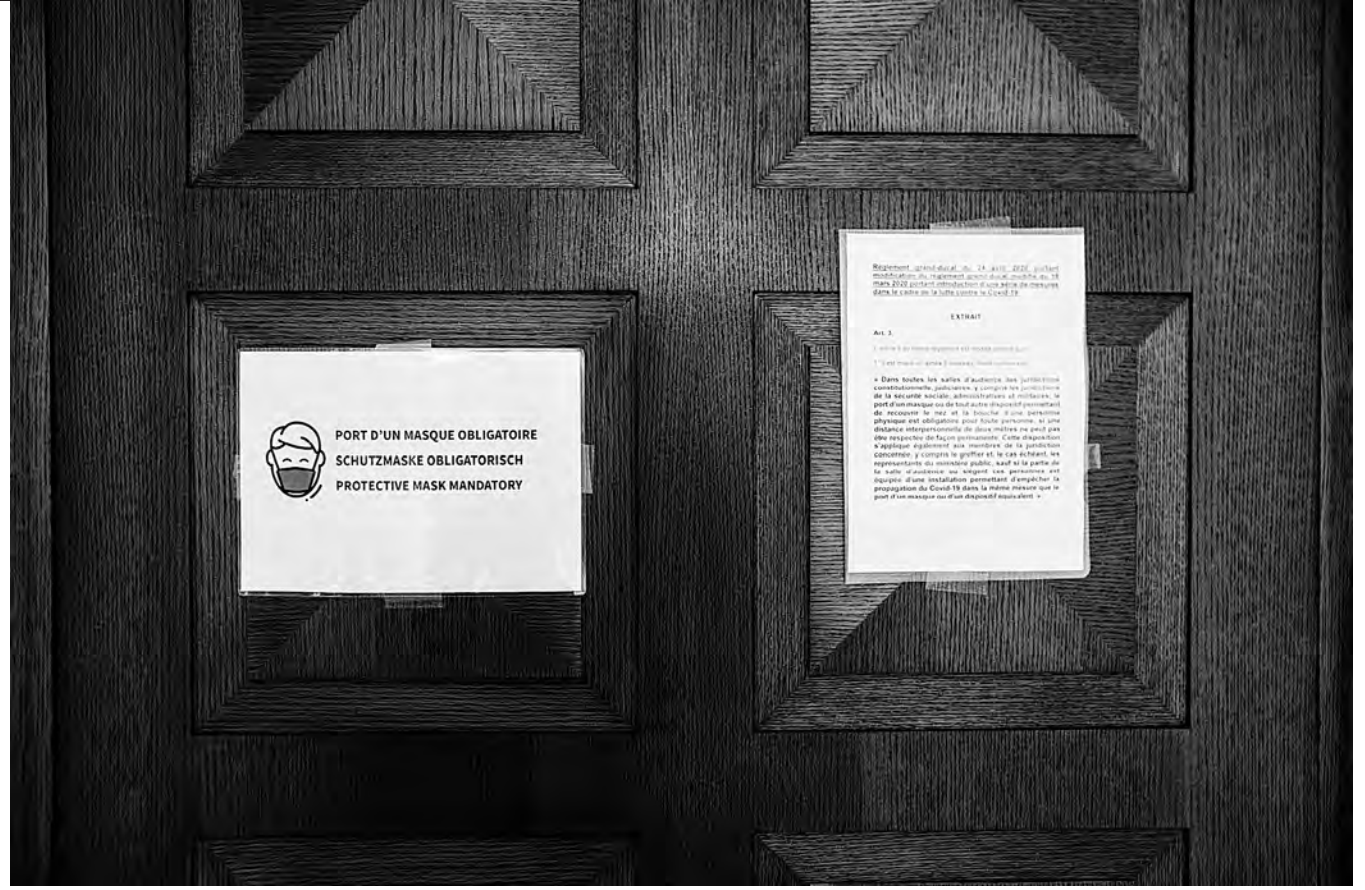
Bei landesweit 450 000 Beschäftigten hat der Staat die Löhne von 200 000 Beschäftigten als Kurzarbeit und von 25 000 aus Familiengründen übernommen, so dass einschließlich der 90 000 im öffentlichen Dienst 70 Prozent der Erwerbstätigen auf der staatlichen Gehaltsliste stehen. 10 000 Unternehmen jeder Größe erhalten Kapital von der öffentlichen Hand, sei es geschenkt oder mit Staatsgarantie geliehen. Hält die Krise länger an, dürften als strategisch erachtete Unternehmen teilverstaatlicht oder verstaatlicht werden, wie zehn Jahre zuvor schon Interbank und Generalbank.

In Richtung Sozialismus oder zumindest Staatskapitalismus ist das schon ein weiter Weg. Aber Bettels, Bauschs und Kersch's Corona-Sozialismus scheint es nicht besser zu ergehen als Lenins: Unter dem Druck der Krise wird er zum autoritären Kriegssozialismus tragisch verformt: Wie nicht einmal in den finstersten Zeiten der Sowjetunion ist die ganze Bevölkerung unter Hausarrest gestellt, seit dieser Woche ist das Tragen von Masken vorgeschrieben, und mittels eines Handy-Programms könnten bald alle auf Schritt und Tritt überwacht werden. Während die Armee Arbeit von Zivilisten übernimmt, sind, wie seinerzeit in Albanien, sogar die Gottesdienste verboten.

Aber das war wieder falscher Alarm. Am Ende sollen wieder nur die Kosten vergesellschaftet werden. Wie das geht, erprobten CSV, LSAP und DP erfolgreich in der Stahlkrise 1982 und in der Bankenkrise 2007. DP-Präsidentin Corinne Cahen erklärte vorige Woche dem *Lëtzebuurger Land*, dass das Koalitionsabkommen umgeschrieben werden soll. Dann heißt das Sparprogramm nicht mehr *Zukunftspak*, sondern *Coronapak*. Die Solidaritätssteuer könnte wieder erhöht werden, die Haushaltsausgleichssteuer wurde 2017 sicherheitshalber nicht abgeschafft, sondern bloß gestoppt. Mit Übergangsbestimmungen können die bei liberalen Hausfrauenehen entstehenden Kosten für die Abschaffung der Steuerklassen auf die Zeit nach den Wahlen 2023 aufgeschoben werden. Dann war erneut Essig mit dem Sozialismus.



In der Rue des Bruyères in Howald entsteht der neue Sitz von Saint-Paul Luxembourg. Das Gebäude (Besitzer Lafayette und Soludec) soll 2021 fertig sein



Sicherheitsmaßnahmen im Justizpalast, um die Ansteckungsgefahr zu mindern

Die Justiz musste wegen Covid-19 auf Notbetrieb umschalten. Insbesondere bei den Strafprozessen sind größere Verspätungen wahrscheinlich

Von wegen Dornröschenschlaf

Ines Kurschat

Wegen versuchtem schwerem Diebstahl wurde am Dienstag ein Mann im hauptstädtischen Justizpalast einem Strafrichter vorgeführt, dies unter verschärften Sicherheitsmaßnahmen. Aber nicht, weil er so gefährlich gewesen wäre, sondern in erster Linie, weil auch die Justiz mit erhöhten Schutzmaßnahmen auf die Coronakrise reagiert. Wer das Justizgebäude betritt muss, wie in den Geschäften, eine Schutzmaske vor dem Gesicht tragen und sich vorher die Hände desinfizieren. Ansonsten ist ein Sicherheitsabstand von anderthalb Metern vorgeschrieben.

Manche Säle haben sie schon, andere sollen mit provisorischem Plexiglas ausgerüstet werden, bevor die Justiz ab 4. Mai langsam wieder auf Normalbetrieb umschaltet – „um Verhandlungen sicher abzuhalten zu“, wie Martine Solovieff dem *Land* auf Nachfrage mitteilte. Die Justiz werde auch im Krisenmodus den „service public“ sicherstellen, hatte die Generalstaatsanwältin zu Beginn des *Lockdown* Mitte März im Rahmen einer gemeinsamen Pressekonferenz mit Polizeiminister François Bausch (Grüne) angekündigt und die Gerichte haben, im eingeschränkten Maße, Wort gehalten. Sofern es das Virus erlaubt hat.

Die ersten Vorkehrungen gegen Covid-19 traf die Steuerungsgruppe, bestehend aus den Vorsitzenden aller Gerichtsbarkeiten, eine Woche vor dem *Lockdown*. Schutzmasken wurden bestellt, trafen aber aufgrund der allgemeinen Verknappung und der Priorität für Gesundheitsberufe erst am 10. April ein. „Da hatten wir uns schon Masken gekauft“, so Martine Solovieff, die die „außergewöhnliche Solidarität“ unterstreicht, mit der MitarbeiterInnen den Notbetrieb angegangen seien. Rund ein Drittel arbeitete übergangsweise im *Homeoffice* und versuchte, Aktenstudium mit dem *Homeschooling* der Kinder zu verbinden, andere blieben auf dem Heilig-Geist-Plateau vor Ort. Wo es ging, wurden Dienste online abgewickelt, etwa in der Antragstelle für polizeiliche Führungszeugnisse. Schriftliche Prozeduren „liefen normal weiter“, so Solovieff.

Insgesamt rund 2 500 Entscheidungen haben alle Gerichtsbarkeiten zusammengekommen seit dem 16. März getroffen, rund 4 270 neue Affären sind bei der Staatsanwaltschaft eingegangen und rund 7 930 Bescheide haben die drei Friedensgerichte

Trotz Krisenmodus fanden Verhöre durch Staatsanwaltschaft und Untersuchungsrichter statt, zur Not in Plastikschutzanzug und mit Schutzmaske

auf den Weg gebracht, darunter Strafanordnungen, aber auch Geldstrafen oder Pfändungen, so eine hauseigene Statistik der Justiz vom 24. April. Das liest sich erstmal gut. Die Berufungsinstanzen haben mit am häufigsten getagt und geurteilt.

Dennoch ist die Justiz weit entfernt von einem Normalbetrieb wie vor der Pandemie. Martine Solovieff hatte angekündigt, Gerichtsverfahren, die die Anwesenheit von vielen Personen erforderten, so lange auszusetzen, bis die Regierung die Ausgangsbeschränkungen zurücknehmen würde. Davon waren vor allem Strafverfahren betroffen. Insgesamt fielen dort 122 Sitzungen aus, bei den Friedensgerichten waren es 183. „Die größten Verzögerungen dürften wir im Bereich der Strafjustiz und bei den Friedensgerichten anstauen“, befürchtet Solovieff. Um den Zeitverlust einigermaßen wieder aufzuholen und sicherzustellen, dass Prozesse rechtzeitig stattfinden können, ohne dass Verjährung droht, werden die Gerichte diesen Sommer ausnahmsweise bis 3. August arbeiten, und nicht wie sonst bis Mitte Juli.

Eine Ausnahme von der Zwangspause bilden die Strafverfahren, die Tatverdächtige betreffen, die derzeit in Untersuchungshaft sind. Sie sind vorrangig zu behandeln. Denn eine Haft ist ein tiefer Eingriff in die Freiheit des Einzelnen, und da die Un-

schuldsummutung bis zur Urteilsverkündung gilt, müssen Betroffene zügig vor Gericht gestellt werden. Musste dieser Tage trotzdem ein Prozess abgesagt werden, „dann hat entweder der Anwalt auf die Verhandlung verzichtet, es konnten Experten aus dem Ausland nicht anreisen oder es wären insgesamt zu viele Personen im Saal gewesen“, erklärt Solovieff.

Laut Philippe Penning, Präsident der Strafverteidigervereinigung Alap, hat die Justiz den Notbetrieb „ordentlich organisiert“. Zu Pennings Fällen zählt die Affäre Branco. „Wir haben gemeinsam mit der Justiz entschieden, die Verhandlung zu vertagen. Bei den ersten Terminen waren wir, Zeugen, Experten, Übersetzer alle mitgezählt, bis zu 50 Leute im Gerichtssaal“, sagt der Strafverteidiger. Anwalt Fränz Wies berichtete dem *Land*, der Prozess eines in U-Haft befindenden Mandanten sei „ohne nähere Angaben von Gründen“ verschoben worden.

Strafrechtsprofessor Stefan Braum von der Uni Luxemburg weist zudem auf zwei zentrale Prinzipien hin: „Im Strafverfahren sind Öffentlichkeit und Unmittelbarkeit sehr wichtig.“ Da das Urteil im Namen des Volkes falle, müssen die Verhandlungen öffentlich sein. Anders als in Frankreich, wo der Vorschlag kursierte, wegen Corona das Öffentlichkeitsprinzip aufzulockern, sei es in Luxemburg „nie außer Kraft gewesen“, betont Solovieff. Der Grundsatz der Unmittelbarkeit meint, dass sich ein Gericht nur auf Grund des unmittelbaren persönlichen Eindrucks, den es vom Angeklagten und den Beweismitteln in der Hauptverhandlung gewinnt, sein Urteil über Schuld und Strafe bilden darf. „Das Gericht ist verpflichtet, während der Hauptverhandlung ständig anwesend zu sein“, so Braum.

Schon deshalb ist die Videoverhandlung kein vollwertiger Ersatz für eine Anhörung. In Luxemburg sind Verhandlungen per Video ohnehin nur sehr begrenzt erlaubt und noch dazu ziemlich umständlich. Videokonferenzen nutzen vor allem die Richter und Staatsanwälte, um sich im Notbetrieb zu koordinieren. Gespräche zwischen Anwälte und Mandanten fanden vermehrt über Telefon statt, denn der Besuch in der Kanzlei war nicht erlaubt. Das gilt auch für Mandanten, die in Haft sitzen. „Ich habe dann telefoniert, und manche Gespräche wurden über

Skype organisiert“, erzählt Penning. Auch das habe im Allgemeinen „gut funktioniert“. Für eine gewisse Zeit gehe es, nur per Telefon mit dem Mandanten zu sprechen, aber „im Prozess muss man sich ein lebendiges Bild von den Parteien machen können“, sagt Penning. Es geht dort nicht zuletzt um Glaubwürdigkeit und Erscheinungsbild. Die Schutzmasken sind aber nur bedingt verhandlungstauglich: Anwältin Julie Wieclawski hatte vergangene Woche ihre erste Verhandlung mit Gesichtsmaske. „Das fühlt sich merkwürdig an. Ein längeres Plädoyer ist damit nicht gut zu halten“, findet sie.

Notbetrieb heißt nicht, dass Untersuchungen und Verfahrensvorbereitungen komplett ausgesetzt waren. Penning hat Mandaten zum Verhör begleitet: „Da saßen wir hinter Plexiglas vor dem Untersuchungsrichter und den ermittelnden Beamten und trugen Schutzmasken.“ Das Untersuchungsgericht hatte sich in rotierende Teams aufgeteilt, um zu verhindern, sollte sich ein Kollege anstecken, dass die Krankheit sodann das gesamte Richteramt lahmlegt. In dringenden Fällen mussten Staatsanwälte oder Untersuchungsrichter ins CHL fahren, um Beschuldigte zu verhören, die dort auf den Virus getestet wurden, berichtet Solovieff. Dafür mussten sie, wie die Ärzte und Pfleger, Schutzausrüstung und Masken anlegen. „Das waren schwierige Bedingungen“, beschreibt die Staatsanwältin die Arbeit der Justizvertreter. „Selbstverständlich hatten sie auch Sorgen, sich anzustecken, die meisten haben ja Familie daheim.“ Bisher heißt es Glück im Unglück: Der Justiz wurden bisher nur zehn positiv auf Covid-19 getestete von insgesamt rund 750 Mitarbeiter gemeldet. Positiv findet Solovieff auch, dass in der Zeit der Ausgangsbeschränkungen „wie es scheint, insgesamt weniger Straftaten begangen wurden“. Sogar häusliche Gewalt sei nicht signifikant mehr angezeigt worden als im selben Zeitraum im Vorjahr. „Das kann sich aber ändern“, fügt sie hinzu.

Dass die Justiz am 4. Mai wieder normal den Betrieb wird aufnehmen können, glauben die meisten Anwälte indes nicht: Dafür haben sich zu viele Verfahren angestaut, die erst einmal abgearbeitet werden müssen. Für die Anwälte bedeutet das: Sie werden sich zunächst vermutlich noch mit den *Circulaires* behelfen müssen: Jede Gerichtsbarkeit

legt selbst ihre Termine fest und hat eigene Regeln, was die Organisation betrifft. Die unterschiedlichen Regeln sind ein kleiner Kritikpunkt der Rechtsanwaltskammer in einer ansonsten eher positiv-verständnisvollen Zwischenbilanz zur Justiz unter Covid-19: „Ich hätte mir gewünscht, die Justiz hätte sich eine einheitliche Vorgehensweise gegeben“, moniert Batonnier François Kremer. Die Anwaltskammer hatte in Abstimmung mit der Justiz ebenfalls ein Rundschreiben formuliert, in dem sie ihre Mitglieder auf die besonderen Schutzvorkehrungen wegen Corona hinweist.

Das war aber nicht der einzige Akt, den Kremer, durch den Virus ebenfalls ins Homeoffice umgezogen, während des *Lockdown* tätigte. In einem Brief an Arbeitsminister Dan Kersch hatte sich der Batonnier für die selbständigen Anwälte eingesetzt, die teilweise erhebliche Einbußen wegen dem Virus hinnehmen müssten. Unter Anwälten hatte Dan Kersch lapidare Äußerungen auf *Facebook* über Selbständige mit starken Schultern, die ihm zufolge nicht arbeitslos werden könnten, für einige Verärgerung gesorgt. Schließlich ist nicht jede/r Anwalt/in Angestellter und sind die finanziellen Ausfälle je nach Spezialisierung teilweise groß: Angehende Anwälte sind meist nicht fest angestellt, sondern arbeiten als feste Freie im Auftrag einer Kanzlei. Fallen die Aufträge aus, weil Mandanten nicht aus dem Haus gehen oder Gerichte nicht tagen, sind sie oft die ersten, die ohne Arbeit bleiben. Um Arbeitslosengeld beantragen zu können, müssen sie sich beim Barreau abmelden. „Das ist ein großer Einschnitt“, beschreibt Julie Wieclawski die Nöte junger Kollegen.

Auch der Barreau reiht sich ein in die vielen Branchen und Wirtschaftszweige, die die Regierung wegen des Stillstands während des *Lockdown* um finanzielle Unterstützung gebeten haben. Dass rund die Hälfte der Anwaltskanzleien in Folge der Coronakrise im Land schließen könnte, wie das Experten in Frankreich geschätzt haben, befürchtet Batonnier Kremer gleichwohl nicht. Nichtsdestotrotz sieht er schwierige Zeiten auf die insgesamt rund 3 000 Anwälte und Anwältinnen in Luxemburg zukommen: „Die nächsten Wochen und Monate werden zeigen, wie zügig sich der Justizbetrieb und damit auch die Arbeitsbedingungen der Anwaltschaft normalisieren.“

Beim Umgang mit dem Coronavirus lässt die Regierung sich von der Wissenschaft helfen und ist bereit, viel Geld auszugeben

Testen wie noch nie auf der Welt

Peter Feist

Zwei Monate ist es her, dass Luxemburg die Einführung des öffentlichen Gratistransports im ersten Land der Welt feiern wollte. Doch während beim *Neien Tramsschapp* auf dem Kirchberg das Partyvolk der schönen Zukunft entgegentanzte, informierten in der Villa Louvigny LSAP-Gesundheitsministerin Paulette Lenert und Jean-Claude Schmit, der Chef des Gesundheitsamts, die Presse über den ersten Covid-19-Fall im Großherzogtum. Am Abend des 29. Februar war das.

Wahrscheinlich ist es weniger auf ausgleichende Gerechtigkeit als auf den ungebrochenen Willen der Regierung zum „Nation Branding“ zurückzuführen, dass sich die Welt nun erneut anschickt, auf Luxemburg zu blicken – trotz Pandemie und sogar wegen dieser: Seine ganze Bevölkerung wird auf Covid-19 getestet! Die Nachrichtenagentur AFP hat schon kundgetan, dass kein anderes Land das tut. In Online-Nachrichtenportale der Biomedizinwelt dringt die Neuigkeit auch schon vor: „This makes us the first country in the world to have a complete overview of the number of infected citizens“, wird auf der Website *News Medical* DP-Forschungsminister Claude Meisch zitiert. Auf der gemeinsamen Pressekonferenz am Dienstag hatte auch Gesundheitsministerin Lenert hervorgehoben, so ein „ganz ehrgeiziges Projekt“ wie dieses habe „bisher noch kein anderes Land zustande gebracht“. Das weckt Erwartungen, zumal mit dem Vorhaben 40 Millionen Euro verbunden sein sollen. Natürlich ist da die Erwartung, dass die Bevölkerung etwas davon haben werde, aber auch jene, dass die schrittweise Aufhebung des *Lockdown* und der weitere Umgang mit dem Coronavirus hierzulande von wissenschaftlicher Expertise begleitet werde.

Doch so sicher schien das nicht, als die Initiative am Dienstag präsentiert wurde. Mit dem Testprogramm sind jene Abstriche in der Nase oder im Rachen gemeint, mit denen schon seit Februar nach dem Coronavirus gefahndet wird. Wird in den Abstrichen Virus-RNA festgestellt, gilt die betreffende Person als infiziert und erhält durch die Sanitätsinspektion Isolation verordnet. Fällt der Test negativ aus, folgt daraus selbstverständlich, dass keine Infektion vorliegt. Doch dass man sich gleich danach irgendwo ansteckt, ist durchaus möglich. Was bringt es dann, wenn das Luxembourg Institute of Health (LIH) ab Mitte Mai dafür sorgen will, dass in 17 Teststationen über Land bis zu 20 000 Personen täglich getestet werden können? Müsste man sie nicht am Tag danach gleich wieder testen, und immer so weiter? Und damit die gesamte Bevölkerung, falls sie das möchte, sowie alle Grenzpendler, falls sie wollen?

Paulette Lenert wich der Frage, wer wie oft getestet werden müsste, am Dienstag aus und begann lieber von der Studie auf Antikörper zu sprechen, die vom LIH und der Uni Luxemburg aufgelegt wurde, aber etwas ganz anderes ist. Zu den neuen Tests auf das Virus selbst sagte die Gesundheitsministerin, man wolle damit einen Überblick gewinnen, wie verbreitet der Erreger ist, und Personen aufspüren, die infiziert sind, aber keine Symptome zeigen. So ließen sich „Infektionsketten brechen“. Ulf Nehrass, der Generaldirektor des LIH, erklärte, man könne damit „verhindern, dass es eine zweite Welle gibt“. Die Bevölkerung könne „in Kontingenten durchgetestet werden“. Mit seiner überschaubaren Einwohnerzahl sei Luxemburg für so etwas „privilegiert“.

Doch wer viel testet, kann viele positive Fälle finden. Schätzungen nach ist die Dunkelziffer der Infizierten zehn Mal größer als die Zahl der als Covid-positiv Erfassten. Letztere Zahl ist rückläufig, nachdem sie in der zweiten Märzhälfte um die 200 am Tag oszilliert hatte. Seit Mitte April liegt der Sieben-Tage-Schnitt zwischen 30 und 40. Das ist insofern gut, als neu entdeckte Fälle mit ihren Kontakten durch die Sanitätsinspektion „manuell“ zurückverfolgt werden sollen. Smartphone-Apps dafür mitzunutzen, lehnt die Regierung bisher ab. Bis zu 60 neue Fälle täglich seien manuell zu schaffen, erklärte der Direktor des Gesundheitsamts dem *Land* auf Anfrage. Die Ministerin ließ am Dienstag durchblicken, dass die Sanitätsinspektion zu diesem Zweck um 25 Mitarbeiter aufgestockt wurde. Ob sie reichen werden, falls ab Mitte Mai die vielen Tests viel mehr neue Fälle ergeben als 60, fragt sich durchaus. Der Direktor des Gesundheitsamts wollte sich über den Zusammenhang der einzigartigen Test-Initiative und der öffentlichen Gesundheit Luxemburgs nicht äußern.

Ein wenig Klärung brachte erst eine schriftliche Nachfrage beim LIH. Geplant sei, innerhalb der Bevölkerung „Kontingente“ zu bilden. Innerhalb eines Kontingents würden so viele Personen wie möglich auf das Coronavirus getestet; je mehr, desto besser, denn die Teilnahme wäre freiwillig. Fiele ein Test positiv aus, würde die betreffende Person in die Zuhause-Isolation geschickt, ihre Kontakte würden zurückverfolgt und gleichfalls getestet. Nach ein paar Tagen würde eine weitere Personen-Gruppe des Kontingents getestet und so fort. Nach und nach würde dieses Kontingent von Personen praktisch frei vom Virus, oder aber die Gesundheitsbehörden hätten es mit relativ wenigen Covid-Patienten zu tun, die sich gut betreuen lassen und deren Kontakte verhältnismäßig leicht nachzuvollziehen sind. Das wäre vergleichbar mit der ersten Phase des Ausbruchs in Luxemburg, als die Sanitätsinspektion noch jedem Fall nachging. Sei in dem ersten Kontingent die Quarantäne der positiv Getesteten vorüber, würde die Prozedur an einem zweiten Kontingent, dann einem dritten und immer so weiter wiederholt. Innerhalb jedes Kontingents würde später stichprobenhaft weiter getestet. In welchem Umfang, würde sich danach richten, wie sich innerhalb jedes Kontingents die Zahl der Fälle verhält. „Mit dieser Testung im großen Stil“, so der Pressesprecher des LIH, Arnaud d'Agostini, in einer E-Mail, „schaffen wir bereits demnächst eine Art *Confinement*, das andernfalls im Juli nötig wäre.“ Im Juli selbst dürfte die klassische Nachverfolgung von Kontakten Infizierter funktionieren.

Dass am LIH, beziehungsweise in der Wissenschaftler-Taskforce offenbar davon ausgegangen wird, dass im Juli eine zweite Infektionswelle droht, ist natürlich bemerkenswert und vielleicht ganz realistisch: Lockert man die jetzt geltenden Einschränkungen, schickt Kinder wieder in die Schulen, lässt die Leute wieder zu ihrem Arzt gehen, lässt vielleicht im Handel weiter locker, ergeben sich neue Infektionsgelegenheiten. Nicht zu vergessen die Baustellen, auf

denen seit vergangener Woche nach und nach die Arbeit wieder aufgenommen wurde.

Fragt sich natürlich, was genau mit „Kontingenten“ gemeint wäre, und wie man die voneinander trennen würde. Vermutlich geht das gar nicht, genauso wenig, wie Luxemburg auf seine Grenzpendler verzichten könnte. Da das Vorhaben des LIH freiwillig sein soll, steht und fällt sein Erfolg überdies mit der Zahl der interessierten Teilnehmer. Was das bedeutet für die Lockerung des aktuellen *Confinement*, ist nicht so klar. Die Gesundheitsministerin konnte am Dienstag auf Journalistenfragen hin nicht sagen, wie viele neue Fälle Luxemburg in Zukunft verkraften kann. Das sei so bisher nicht bedacht worden; stattdessen habe man sich vor allem an der Belastung der Intensivstationen der Krankenhäuser orientiert und wolle, dass die sich möglichst bei 60 bis 70 Patienten „stabilisiert“. Am Dienstagabend lag sie bei 19 Patienten.

Wird also mit einer zweiten Infektionswelle gerechnet? Vielleicht, zumal es noch nicht soweit ist, dass die Wissenschaft der Regierung bei der Politikgestaltung systematisch mit Modellierungen hilft, die abzuschätzen erlauben, welche Entscheidungen voraussichtlich welche Konsequenzen hätten. Ende vergangener Woche hatte die Uni Luxemburg auf dem Open-Data-Portal *data.public.lu* erste Covid-19-Simulationen veröffentlicht. Sie erlaubten zunächst nur einen „generellen Einblick“, sagte Alexander Skupin, der Leiter der Modellierer-Gruppe in der Wissenschaftler-Taskforce, dem *Land*.

Interessant sind diese ersten Simulationen dennoch. Einerseits betreffen sie zwei Extremfälle: Behielte man den derzeitigen *Lockdown* bei, lasse sich „das Virus austrocknen“. Die Zahl der Infektionen – wobei die „Dunkelziffer“ inklusive wäre – würde dann im Schnitt nicht höher werden als 70 000. Die Todesfälle könnten bis zum Spätsommer auf knapp 200 zunehmen, aber nicht weiter steigen. Die Belastung der Intensivstationen wäre nie wieder so hoch wie im

Die Idee bestehe darin, erläutert das LIH, schon demnächst eine Art Confinement zu schaffen, das andernfalls wahrscheinlich im Juli nötig würde

April. Dagegen könnte es im anderen Extrem, einer völligen Aufhebung des *Confinement* ab 4. Mai, fast 400 000 Infizierte bis zum Jahresende geben: Das entspräche ungefähr einer „Herdennimmunität“, nachdem zwei Drittel der Bevölkerung infiziert wurden. Erkauft würde das mit fast 2 000 Todesfällen und einer Spitze von 200 Intensiv-Patienten im Juli. „Das hielte das Gesundheitssystem nicht aus“, so Skupin.

Doch diese Modellierungen sind nicht unproblematisch: „Sie müssten gesellschaftsbezogen sein, noch aber verfügen wir über zu wenig Daten aus Luxemburg. Es gibt zwar immer mehr, aber wir müssen noch auf Literaturdaten zurückgreifen.“ Das erkläre die zum Teil großen Von-Bis-Spannen: So könnte, der ersten Simulation nach, bei anhaltendem *Lockdown* die Zahl der Todesfälle vielleicht bis zu 400 Personen bis zum Jahresende betragen, vielleicht aber auch nur hundert. Bei völliger Freigabe womöglich 2 300, oder auch nur 1 500.

Beonders interessant trotz unsicherer Datenlage ist eine dritte Modellierung – und sie schlägt gewissermaßen eine Verbindung zum Testen im großen Stil: Was wäre, wenn man alle Baustellen wieder öffnet, wie das von der Regierung tatsächlich zum 20. April verfügt wurde, und 63 000 Arbeiter entweder zurück an den Arbeitsplatz ließe, ohne sie vorher auf das Coronavirus zu testen und ihre Kontakte nachzuvollziehen? Oder aber, wenn man sie testete und anschließend von jedem zweiten oder jedem vierten positiv getesteten Arbeiter die Kontakte verfolgte?

Die Auswirkungen wären beträchtlich. Testete man die Arbeiter gar nicht, könnten die landesweiten Infektionen über die Monate im Schnitt auf rund 150 000 zunehmen. Das wären etwa doppelt so viele wie bei anhaltendem *Lockdown* und 250 000 weniger als bei kompletter Öffnung ab 4. Mai. Bis zum Spätherbst könnte es in diesem Szenario 400 Todesfälle geben und hundert Intensivpatienten im Sommer. Dagegen lägen bei Vorab-Tests und Kontaktverfolgung von 25 Prozent beziehungsweise 50 Prozent der Covid-Positiven Infektionen und Todesfälle um zehn Prozent beziehungsweise 30 Prozent niedriger.

Ob die Regierung diese ersten Modellierungen zur Hilfe nahm, um über die Öffnung der Baustellen zu entscheiden, ist nicht bekannt. Die Gesundheitsministerin erklärte am Dienstag, eine „Stichprobe“ von Bauarbeitern sei auf Covid-19 getestet worden, erläuterte aber nicht, wie groß sie war. Offensichtlich aber macht es einen großen Unterschied, ob man imstande ist, nachzuverfolgen, wen man positiv auf das Coronavirus getestet hat. Das Mindeste, was man sagen könnte nach dem Bekenntnis der Regierung zu Forschung, weltweit einzigartigen Tests und einer Ausgabe von 40 Millionen Euro, ist, dass man genau wissen sollte, wie man das, was dort gewonnen wird, für die Gesundheit nutzbar macht. Damit sich am Ende nicht bloß ein „Nation Branding“ trotz Pandemie ergibt sowie die eine oder Publikation in einem toten Wissenschafts-Journal.



Auf den Baustellen wird wieder gearbeitet, im Gesundheitswesen werden die Einschränkungen gelockert. Und so fort. Damit nehmen die Gelegenheiten zur Infektion wieder zu



France

Les cafouillages d’une vraie fausse rentrée

Emmanuel Defouloy, Paris

C’est l’un des cas les plus emblématiques de la gestion chaotique de la crise du coronavirus par le pouvoir en France, de la confusion et des divisions en cours au sommet de l’État. Pourtant il n’en manque pas, avec en premier lieu les pénuries de tests et de masques qui ont empêché de suffisamment protéger les Français, ou encore les récents revirements sur l’usine de Plaintel, en Bretagne, qui produisait des masques pour l’État avant sa fermeture fin 2018 par le groupe américain Honeywell¹.

Mais la question de la réouverture des établissements scolaires, osons et assumons le jeu de mot, est en passe de devenir un cas d’école des cafouillages du macronisme : alors qu’elle est prévue à partir du 11 mai, deux tiers des parents du pays la désapprouvent, par crainte pour leurs enfants, pour eux-mêmes et de contribuer à relancer ainsi l’épidémie.

Lors de son troisième discours télévisé solennel depuis le début de la crise, le 13 avril, à nouveau sans contredire alors que les principaux dirigeants européens tiennent eux des visio-conférences de presse, le président de la République annonce cette date du 11 mai à la surprise générale des commentateurs, de la communauté enseignante et même de son gouvernement. Il évoque certes une réouverture « progressive », pour aider les élèves « perdus de vue » pendant le confinement, mais aussitôt un doute s’installe. Emmanuel Macron n’a-t-il pas cédé aux intérêts économiques : renvoyer les enfants à l’école, pour que les parents n’aient plus à les garder à la maison et puissent reprendre le travail ?

Une semaine plus tard, le ministre Jean-Michel Blanquer esquisse des modalités de retour par niveaux passablement compliquées, en insistant sur un maximum de quinze élèves par classe sans toujours dire comment cela serait possible : les « grandes sections » de maternelle, les CP et CM2 le 11 mai, les 6^e et 3^e des collèges le 18 mai, puis l’ensemble des classes à compter du 25 mai. De quoi alimenter la critique selon laquelle il s’agit plus de redémarrer l’économie que de contenir les inégalités scolaires. D’autant plus que la question du baccalauréat avait déjà été tranchée : depuis début avril, lycéens et parents savent que le diplôme 2020 sera attribué en contrôle continu, une première en deux siècles.

Les divisions au sein du pouvoir sont alors tangibles. Le ministre de l’Éducation nationale aurait rendu publiques de simples pistes de travail, le Premier ministre Édouard Philippe est pris de court... Son directeur de cabinet inflige une soufflante paraît-il mémorable à celui du ministre, et deux jours plus tard l’Élysée annonce dans un simple communiqué que la rentrée se fera sur la base du « volontariat ». Un comble dans le pays des lois historiques de Jules Ferry instaurant « l’école gratuite, laïque et obligatoire » (1881-1882), des mots passés dans le langage commun.

Dans un contexte où certains membres du gouvernement pourraient avoir à répondre en justice à l’avenir de leur gestion de la crise, une des principales raisons



D’aucuns pensent en France que la santé des enfants est sacrifiée sur l’autel des intérêts économiques

de ces désaccords exacerbés est dévoilée peu après : le Conseil scientifique, dont les avis guident depuis des semaines les décisions du pouvoir, prônait en fait une rentrée en septembre.

Cas d’école de l’impréparation à la crise du Covid-19 d’Emmanuel Macron

Après de délicates tractations, son avis est rendu public samedi soir, le 25 avril, opportunément accompagné d’un second avis dans lequel il entérine la « décision politique » du 11 mai tout en dressant une liste de précautions à prendre : port du masque obligatoire dans les collèges et lycées (mais « impossible » en maternelle), suggestion aux parents de prendre la température de leur enfant avant de l’envoyer en cours, ou encore repas dans les classes, pour éviter que les élèves ne se croisent à la cantine...

Le même week-end, le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte annonce que les écoles de son pays ne rouvriront qu’en septembre. En Norvège, les écoliers font eux leur retour en classes lundi 27 avril, mais dans un pays qui connaît 193 décès, alors que la France se rapproche comme l’Italie des 25 000 morts.

« Rentrée impossible ? » se demande donc en une *Le Parisien*, en évoquant « le gros doute » des familles, « Périlleuse rentrée » titre pour sa part *La Croix*... Deux quotidiens qui ne sont pas parmi les plus critiques envers le pouvoir. Il faut dire que 67 pour cent des parents interrogés désapprouvent la réouverture des écoles à partir du 11 mai, selon un sondage Odoxa pour *Franceinfo* et *Le Figaro*. Et ils sont aussi 55 pour cent à douter de la possibilité de faire appliquer les gestes barrières à l’école, 81 pour cent des parents approuvant le fait de ne pas être obligés de renvoyer leurs enfants en classe.

Mardi 28 avril devant l’Assemblée, le Premier ministre Édouard Philippe finit par détailler sa stratégie globale de déconfinement, dont un retour très progressif en classe « sur la base du volontariat ». Les plus petits seront les premiers, tandis que la décision concernant les lycéens, qui eux peuvent rester seuls à la maison, est repoussée à fin mai. De quoi entretenir le doute sur les raisons réelles de ces choix, d’autant qu’avec des classes dédoublées, il y aura peu d’heures de cours jusqu’à début juillet. Une vraie fausse rentrée donc. Mais avec un véritable avantage, selon certains chefs d’établissements: pouvoir tester avant l’été des organisations à reconstruire si besoin dès début septembre.

¹ Lire « Masques : comment le gouvernement a menti pour dissimuler le fiasco », Libération, 28 avril, et « Dépistage du coronavirus : les raisons du fiasco français sur les tests », Le Monde, 25 avril

Roumanie

La débâcle du coronavirus

Mirel Bran, Bucarest

George est revenu chez lui le moral à zéro. Sa petite maison se trouve à Gura Bustei, banlieue de Vaslui, ville située au nord-est de la Roumanie, région la plus pauvre du pays. C’était le 23 avril, et ce jour-là, à 53 ans, il allait organiser son suicide. Il s’est caché dans une annexe de sa maison et a improvisé sa penderie. Dans sa poche il avait l’amende qu’il venait de recevoir pour être sorti de chez lui sans le formulaire exigé par les autorités. Le montant de 450 euros dépassait son salaire et il avait décidé qu’il ne pouvait plus continuer. Mais la vie en a décidé autrement : son frère était venu le voir juste au moment de sa penderie et avait réussi à le maintenir en vie jusqu’à l’arrivée de l’ambulance. « Cet homme avait récidivé, a déclaré Loredana Stavar, porte-parole de la police locale de Vaslui. Il était déjà sorti sans avoir sur lui les papiers exigés par la loi, il avait été averti par les policiers, mais avait continué à sortir sans papiers. »

George a raté son suicide mais il a réussi à émouvoir un pays entier. Son histoire a fait la « une » de la presse et tiré la sonnette d’alarme dans un pays où l’état d’urgence imposé à la mi-mars ne sera pas levé avant la mi-mai. En un mois 200 000 amendes ont été infligées aux personnes qui n’ont pas respecté les consignes du confinement. Le montant varie de 450 à 4 500 euros, un pactole dans un pays où le salaire moyen est de 650 euros. De la mi-mars à la mi-avril, le montant des amendes s’élève à 78 millions d’euros. Et le rythme s’accélère. Le 26 avril, la police a verbalisé 5 410 personnes pour un montant de 2,3 millions d’euros.

Les Roumains sont en colère et les médecins se révoltent eux aussi contre la précarité du système sanitaire. De plus en plus de médecins démissionnent et accusent les autorités de ne pas leur avoir assuré l’approvisionnement en masques et en matériel de protection. « On nous a envoyé à la mort, a déclaré un médecin qui cache son identité à l’hôpital de

La bataille n’est pas gagnée d’avance et les Roumains se moquent de la politique

Suceava, ville située au nord-est du pays et l’épicentre de l’épidémie du Covid-19 en Roumanie. Pas de gants, pas de masques, pénurie de désinfectants et de combinaisons, rien, nada, que dalle. Comment traiter les malades ? Nous sommes des médecins, pas des magiciens. »

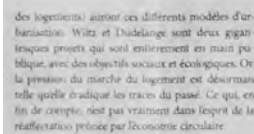
Confirmée officiellement le 26 février, l’épidémie du coronavirus met en difficulté un système médical sous-financé qui accuse un manque dramatique d’équipements de protection. Comme si un malheur ne suffisait pas, de plus en plus de médecins démissionnent. Ils accusent les autorités de les exposer à une contamination certaine en l’absence de protection. « C’est facile de nous critiquer, déclare le docteur Camelia Roiu qui exerce à l’hôpital pour malades brûlés de Bucarest. Nous demander de lutter contre le virus sans nous assurer la moindre protection est criminel. » Une opinion qui ne fait pas l’unanimité dans le milieu hospitalier. « Tous les cadres médicaux ont l’obligation de sauver leurs patients, a déclaré l’anesthésiste Radu Tincu qui exerce à l’hôpital des urgences Floreasca de Bucarest. On ne doit pas démissionner quand le pays fait face à une telle épidémie. Il n’est pas moral d’abandonner les patients au moment où ils ont le plus besoin de nous. »

En état d’urgence depuis la mi-mars, la Roumanie fait l’objet d’un couvre-feu assuré par la police et l’armée. La démission en masse des médecins et des infirmières s’ajoute aux problèmes financiers que le gouvernement dirigé par le libéral Ludovic

Orban tente de résoudre dans l’urgence. Depuis la mi-mars, plus d’un million d’employés du privé se sont inscrits au chômage. Sur les 1 251 000 personnes employées par l’État, 400 000 travaillent dans le système médical, mais leur nombre diminue de jour en jour. « Nous avons deux options, a déclaré Ludovic Orban. On peut interdire aux médecins qui démissionnent de pratiquer la médecine en Roumanie, ou leur donner un préavis avec un temps de réflexion. La décision extrême est plus facile à mettre en place, mais nous avons besoin de chaque médecin et de chaque infirmière. Le gouvernement continuera à fournir les hôpitaux en matériels de protection, mais je demande aux médecins de respecter le serment d’Hippocrate. »



Le site et le bâtiment administratif, le portail du portier active pour la grève en 1942 repousseront le pas de complètement réhabilités (photo de l’auteur)



des législateurs aient les différents modèles d’urbanisation. Wille et l’habillage sont deux géographies proches qui ont été éliminées en tant que telles, avec des objectifs sociaux et éducatifs. Or, la première du monde du logement est devenue celle qui a été éliminée en tant que telle. Ce qui est le cas de compte, non pas vraiment dans l’ordre de la réalisation, mais par l’absence de la



PRIVE
SER
TERDIT

males weitgehend frei berichtenden türkischen Medien systematisch unter Druck zu setzen. Nicht mit gestrichelten Einschränkungen, sondern durch schärfere Maßnahmen. Der erfahrene und kritische Journalist Aydin Ergin beschreibt dieses Vorgehen im Blog international.de, Seite 10. „Ein Finanzpool, der aus höchsten fünf oder sechs großen Bauunternehmungen besteht, die den Lowrentmarkt bei staatlichen Ausschreibungen erhalten, hat Zeitungen und Fernsehkanäle aufgekauft und deren Führungskräften mit Leuten bedroht, die Erdgasversorgungsleitungen und Anweisungen befolgen.“

Der Vertreter von Erdgas Partei im RTUK, Nuraliah Öztürk, besuchte gegenüber der BBC zwar, dass Sender, die auf YouTube oder Persico einige Stunden senden, von der neuen Regelung nicht betroffen seien. Doch der Text der Anordnung ist demgegenüber unmissverständlich, dass nicht nur die vom Regime verbotenen kritischen Medien in der Türkei wie MedyaScope oder F24 bald zum Schweigen gebracht werden könnten, sondern auch internationale Sender. Vor allem wird bereits spekuliert, wie die Kontrolleure von RTUK mit dem neuen, gemeinsamen YouTube-Kanal der Sender Deutsche

nen lässt, wobei die Rete geht international Medienstoffe

In diesem „Analysis“ wird nicht erstattung der türkischen und Sendungen der britischen DW, der US-amerikanischen französischen France24, die in und des chinesischen CCTV Tagesschau. Die Präsidenten des türkischen Medien wird analysiert. Sie in ihrer Funktion oder Twitter“? Sie behauptet, die internationale Medienstoffe

Die genannten Medienunternehmen der dort beschäftigten für zum Beispiel in den sozialen Netzwerken auf der Web vertrieben nach ihre Träger. Schaulagerung. „Ein bedauerlicher Medienunternehmen, die von vielfältigen und unabhängigen Bereichen, befinden sich unter Türkei-Gegensatz.“

Sie „empfehle“ den internationalen Medien, sie sollen ihre Aktivitäten, die Arbeit der Reporter, die antiken Türkei mehr Beachtung, sehr einseitige Berichterstattung nur. Dabei bleibt zu betonen, da Regime noch nicht sein genannt und Polen gegen die Medien in dass es in naher Zukunft werden könnten, nach für die noch in auch nur einen schlimmeren Normalisierung gibt.

Votre publicité ici

Contactez Zoubida Belgacem qui est en charge de la régie publicitaire au sein du Létzeburger Land.

+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu

.....

72

ticker

.....

Frieden 2024, BIL 2019



Le registre de commerce a reçu mardi et publié mercredi deux documents en provenance de la route d'Esch. Banque internationale à Luxembourg reconduit pour quatre ans le mandat de son président sortant Luc Frieden (photos : Sven Becker). L'actuel président de la Chambre de commerce (en tant que représentant des patrons de banques) survit au changement d'actionnaires. Luc Frieden, par ailleurs avocat d'affaires (Elvinger Hoss Prussen) a été nommé par les propriétaires qataris en 2016, en remplacement de François Pauly. En tant que ministre des Finances (CSV) en 2011, il avait favorisé le passage (pour 730 millions millions d'euros) de l'établissement en perdition des mains de Dexia à celles de la famille royale Al Thani (à 90 pour cent) et de l'État (dix pour cent). En tant que président de la banque, il a assisté la vente des parts des Qataris aux Chinois de Legend Holdings en 2017 (pour 1,5 milliard d'euros). (Il présidait aussi à cet instant le groupe de presse Saint-Paul (éditeur du *Luxemburger Wort*), mandat qu'il a cédé en 2019 à François Pauly, quand il a rejoint l'organisation patronale rue Erasme.) Les actionnaires chinois, inexpérimentés dans le domaine bancaire et quasiment invisibles au Grand-Duché, réitérent leur confiance en Luc Frieden (en faits, car la nomination ne bénéficie pas de communication institutionnelle ce mercredi). La BIL publie pourtant cette semaine un bénéfice net consolidé en recul de treize pour cent, passant de 130 millions d'euros en 2018 à 111 millions en 2019.

Le bénéfice opérationnel brut recule lui de trois pour cent, de 175 à 170 millions d'euros entre 2018 et 2019. Les principales lignes de revenu bancaire évoluent elles de manière positive. Les recettes sur intérêts passent de 600 millions à 665, les commissions de 236 à 247. Le revenu sur les instruments financiers chute lui dramatiquement, passant d'un bénéfice de 49 millions à une perte de trente. La vente de Red Sky, véhicule détenant l'immeuble (rouge) de RBC à Belval, aux Belges d'Iret Development pour 94 millions d'euros en décembre ne rapporte dans les comptes qu'onze millions d'euros de profit. À la rubrique *post-balance sheet events*, la banque s'attend à une baisse des revenus en 2020 à cause de la crise liée au Covid-19, mais ne la quantifie pas. pso

Cargolux et Paul Helminger gardent le meilleur

Réunis en assemblée générale pour la première fois dans leur nouveau siège (où la société n'est pas encore installée mais où il est plus facile de maintenir les distances de sécurité), les actionnaires de Cargolux (HNCA, Luxair, BCEE, SNCI, État) ont signé ce mercredi les comptes 2019 de la compagnie nationale de fret aérien. Après deux années records à 198 et 117 millions de dollars de profit, l'entreprise cinquantenaire en 2020 retombe à un bénéfice de vingt millions de dollars en 2019, soit une chute de 90 pour cent. La direction souligne néanmoins qu'elle bat la moyenne de l'industrie et clôt l'exercice avec une marge opérationnelle (Ebit, *earnings before interest and tax*)



de 5,1 pour cent (contre douze pour cent l'année précédente), « en dépit de conditions de marché volatiles et défavorables ». Le Brexit, les conflits commerciaux et la chute des prix du pétrole ont respectivement entraîné une chute de 4,2 pour cent du volume de marchandises transportées (un million de tonnes), la chute des prix (*yield*) et la baisse des revenus de *fuel surcharge* (prise en charge par le client des coûts de kérosène).

Contacté par téléphone, le président Paul Helminger s'avoue « quand même très content », puisqu'il lui paraissait évident que 2018 était un cru exceptionnel. L'ancien responsable politique (DP) reconverti dans les affaires depuis 2012, ajoute que le conseil d'administration, qui s'est réuni aujourd'hui également, avait établi un budget prudent pour l'année 2020, envisagée comme une année de stabilisation. Mais le regain d'activité consécutif à un mois de janvier « catastrophique », à cause de la crise du Covid-19 (voir pages 2-3) laisse augurer de meilleures perspectives. Interrogé sur le sujet, Paul Helminger confirme que son mandat de président a été reconduit « en principe pour un an », mais laisse entendre qu'il reconsidérera cette position à l'approche de ses 80 ans, à la fin du mois d'octobre. Le nombre d'employés de la société augmente, lui. Cargolux (photo : Sven Becker) a embauché cent personnes au siège (1 630 fin 2019) et 18 dans les filiales à l'étranger (623). Elle emploie 2 253 salariés au total. pso

D'une crise l'autre

Au bout de trois réunions, il n'y a toujours pas de deal entre le patronat et les syndicats sur l'épineuse question du congé collectif de l'été 2020. Que le ministre du Travail, Dan Kersch (LSAP), ait annoncé sa volonté de trancher en cas de désaccord, serait « une opinion que l'OGBL ne partage pas », dit Jean-Luc De Mattei, secrétaire central de l'OGBL en charge du secteur de la construction. « La politique n'a pas à se mêler des conventions collectives. Ça se joue entre le patronat et les syndicats, et je vois mal un gouvernement décider quand les salariés auront le droit de prendre congé. » En attendant la quatrième réunion, les deux parties évoquent

des solutions qu'elles considèrent, chacune de leur côté, comme « pragmatiques ». L'OGBL propose de laisser ouverts les chantiers durant les mois d'été, mais en garantissant aux salariés la possibilité de poser trois semaines de congés en juillet-août. Le directeur du Groupement des entrepreneurs du bâtiment, Pol Faber, réclame des solutions « vivables » : « Dans beaucoup de petites et moyennes entreprises, vous n'avez pas six grutiers. Si un opérateur de grues ne travaille pas, le chantier est quasiment à l'arrêt ». Le patronat préfère la piste d'un « échelonnement » du congé collectif. Pour le « socialiste de gauche » Dan Kersch, s'immiscer dans l'autonomie tarifaire, un principe sacro-saint du syndicalisme, sera un exercice périlleux. Mais pour l'été 2020, la grande inconnue sera l'ouverture des frontières qui décidera si les ouvriers portugais et italiens pourront retourner « au pays ». L'autre variable sera la sévérité de la canicule qui nous attend. Fin juillet 2019, le thermomètre avait dépassé les 40,8 degrés Celsius, avec des alertes rouges à répétition. De la crise sanitaire à la crise climatique. bt



Chantiers premier bilan

Depuis le 20 avril, les chantiers ont peu à peu redémarré (photo : Sven Becker). Tant les organisations patronales que syndicales estiment que les nouvelles règles de sécurité sanitaire seraient plutôt bien suivies. Une fois n'est pas coutume, elles louent même le travail effectué par l'Inspection du travail et des mines (ITM). Durant les trois premiers jours du déconfinement (entre les 20 et 23 avril donc), l'ITM a procédé à 75 contrôles : quatorze entreprises ont été rappelées à l'ordre et un arrêt de travail a été décrété. Durant la période de l'arrêt des chantiers (du 20 mars au 19 avril), 3 207 contrôles ont été effectués et 18 entreprises verbalisées. Cette réactivité de l'ITM s'explique par le service des « Contrôles, chantiers et

millions d'euros, c'est le chiffre d'affaires réalisé par RTL au Luxembourg selon le rapport annuel du groupe média publié ce mercredi. Les revenus générés par les radios et la télé luxembourgeoise reculent de quatre pour cent par rapport à 2018 (75 millions d'euros). Le groupe propriété de Bertelsmann a lui signé une année record avec un profit attribuable aux actionnaires de 754 millions d'euros (contre 668 l'année précédente). Pour rappel RTL a signé en novembre un plan social dans le cadre de la restructuration (ou plutôt démontage) de son siège grand-ducal, passant de 112 à 18 salariés. 69 licenciements ont été actés. 39 employés devaient recevoir une proposition d'emploi à Cologne, siège de RTL Medien Deutschland. Le coût de la restructuration annoncée s'élève à onze millions d'euros dans les provisions visibles dans les comptes publiés ce mercredi, dont 7,8 millions à verser en 2020, soit 113 043 euros par salarié (si l'on rapporte la somme au nombre de licenciements). pso

autorisations », créé en 2018 et spécialement dédié à la surveillance du secteur de la construction. bt

Pandémie et PWC

Ce mardi, après beaucoup d'hésitations, le gouvernement s'est enfin résigné à publier l'inventaire des noms des différentes « task forces » constituées pour lutter contre le Covid-19. La liste reflète l'importance des cabinets d'audit qui y ont délégué cinq personnes (quatre pour PWC et une pour Deloitte). Pour la *task force* « monitoring », PWC et Deloitte ont choisi des jeunes consultants présentant à peine deux ans d'ancienneté dans la boîte. Aucun représentant de l'oligarchie des associés donc, mais des juniors, en bas de la hiérarchie, pour la plupart mis à disposition gratuitement. Il s'agit d'analystes de données qui ont été chargés de collecter, d'analyser et de structurer les chiffres bruts fournies par les acteurs sanitaires sur le terrain. Quant à la cellule logistique, on y retrouve notamment Xiaoyan Huang qui présente un profil plus « senior » puisque cette spécialiste en « tax and financial crime » est en charge du desk chargés de collecter, d'analyser et de structurer les chiffres bruts fournies par les acteurs sanitaires sur le terrain. Quant à la cellule logistique, on y retrouve notamment Xiaoyan Huang qui présente un profil plus « senior » puisque cette spécialiste en « tax and financial crime » est en charge du desk chargés de collecter, d'analyser et de structurer les chiffres bruts fournies par les acteurs sanitaires sur le terrain. Quant à la cellule logistique, on y retrouve notamment Xiaoyan Huang qui présente un profil plus « senior » puisque cette spécialiste en « tax and financial crime » est en charge du desk chargés de collecter, d'analyser et de structurer les chiffres bruts fournies par les acteurs sanitaires sur le terrain.

juridiction spécialisée dans les tâches moins valorisées qui sont celles du *back* et du *middle office*. bt

Meeting Randy



L'ambassadeur états-unien, Randolph (dit Randy) Evans, profite du confinement pour s'épancher sur Twitter. L'ancien avocat d'affaires d'Atlanta, auquel les donations à la campagne de Donald Trump avaient valu son poste actuel, agrmente le profil officiel de l'ambassade par une phraséologie qui semble directement issue d'un livre *self-help* : « Having recognized reality, we start the hard road back » ; « We must wait through the darkness to get to the sunrise of a new day ». Comme son président à Washington, Evans dispense également des recommandations médicales : « Turns out that sunshine is a good tool these days in dealing with the virus, écrit-il. So, following the guidelines, get some SUNSHINE! » Or, comme les journées confinées au Limpertsberg peuvent devenir longues, l'ambassadeur continue à recevoir des anciens dignitaires. Ainsi, le 22 avril, l'ancien ambassadeur et maréchal de la Cour, Guy de Muiser (94 ans), était de passage dans l'ambassade. Le lendemain, c'était au tour d'Etienne Schneider, l'ancien ministre de l'Économie à la recherche d'un bon plan de pantoufle, de rencontrer Randy (photo : Twitter). « A great visit [...] regarding post-Covid-19 economies ». bt

L'endettement privé pose problème à terme

La dette, ce virus

Georges Canto

Les montants sont colossaux. Tandis que les États-Unis prévoient un programme de sauvetage de 2 000 milliards de dollars, l'Union Européenne, où les règles du Pacte de stabilité et de croissance ont sans doute définitivement été jetées à la rivière, doit annoncer le 6 mai un plan ambitieux qui pourrait atteindre 1 600 milliards d'euros après les 540 milliards déjà annoncés le 9 avril. Selon l'économiste en chef du FMI, Gita Gopinath, les gouvernements des principaux pays de la planète doivent « multiplier les dépenses publiques pour soutenir et relancer les économies plongées dans la plus grande récession depuis 1929 ». D'où vient cet argent ? Faute de pouvoir, vu l'urgence et le niveau déjà très élevé des prélèvements obligatoires, jouer sur la fiscalité, les États n'ont d'autre choix que d'emprunter. L'abondance de l'épargne privée, celle des entreprises et des ménages, le permet. Selon la Banque mondiale, le montant de ces « bas-de-laine » s'élève à 25,4 pour cent du PIB mondial, soit plus de 21 500 milliards de dollars. En pratique, les États émettent directement, en se regroupant (comme pour les « coronabonds » en Europe, lire le *Land* du 3 avril) ou encore par le truchement d'organismes internationaux, des obligations à échéances variées. Celles-ci sont souscrites par des banques accréditées qui jouent le rôle de courtiers ou *primary dealers*. Tout en conservant une petite partie des titres dans leurs portefeuilles, elles replacent l'essentiel auprès de leur clientèle d'institutionnellw (compagnies d'assurances, fonds de pension, OPC, etc.).

Le résultat des courses sera évidemment l'envolée de l'endettement public, en valeur et en pourcentage de la richesse, alors qu'il est déjà très élevé. Selon le FMI, il passerait au niveau mondial de 83,3 pour cent du PIB en 2019 à 96,4 pour cent cette année. Aux États-Unis, le taux ferait un bond plus important, de 109 à 131 pour cent. Dans la zone euro il s'élèverait à 97 pour cent du PIB en 2020, contre 84 pour cent en 2019, mais avec de grandes disparités selon les pays : la France atteindrait 115 pour cent (+ 17 points) et l'Italie 155,5 pour cent (+ 20,7 points). L'Allemagne, malgré neuf points de dette en plus par rapport au PIB, resterait au niveau enviable de 68,7 pour cent. Une situation inédite en temps de paix dans la plupart des pays mais encore considérée comme soutenable, surtout en Europe. Le déversement des masses de capitaux ainsi collectés sur des « économies anesthésiées », selon le terme de l'institut statistique français, ne fera pourtant que limiter la chute, dont on mesure encore difficilement l'ampleur. Les dernières estimations du FMI – une récession de huit à dix pour cent en 2020 – paraissent optimistes à beaucoup.

Que va-t-on faire de cette montagne de dettes ? Le gouverneur de la Banque de France a tenu à rappeler solennellement que toute dette doit être remboursée, mais cela implique des efforts que les circonstances économiques de l'après-crise rendent difficiles voire dangereux. Historiquement, les États endettés ont toujours compté sur l'inflation pour diminuer le poids relatif de la dette : ce fut notamment le cas après les deux guerres mondiales. Mais même si sa



Les banques ont commencé à fortement augmenter leurs dotations aux provisions pour dépréciation

résurgence n'est pas impossible (dans la zone euro on atteindrait enfin les deux pour cent par an que la BCE appelle de ses vœux) elle serait insuffisante pour en alléger significativement la charge. En fait, avant même la crise sanitaire, de nombreux pays se satisfaisaient d'un endettement permanent assez élevé, sans que personne puisse dire à partir de quel pourcentage du PIB le danger pourrait survenir. Deux facteurs ont joué un rôle-clé à cet effet. Depuis plusieurs années la faiblesse des taux d'intérêt, souvent présentée comme un « pousse-au-crime », conduit les États (mais aussi les entreprises et les ménages) à emprunter pour rembourser des dettes antérieures souscrites à des conditions moins avantageuses, plutôt que de chercher à se désendetter.

D'autre part, l'habitude a été prise de « monétiser la dette », ce qui revient à faire fonctionner une planche à billets virtuelle. Au sens strict, la Banque centrale émet de la monnaie en souscrivant directement à des émissions primaires du Trésor public. Problème, cette pratique est interdite dans la plupart des pays ou unions monétaires : c'est le cas des États-Unis et de la zone euro. La banque centrale va alors contourner la difficulté en achetant les titres sur le marché secondaire, c'est-à-dire aux institutions financières qui les détiennent en portefeuille. Cette politique, connue sous le nom de *quantitative easing* et pratiquée au Japon depuis 2001, a permis en Europe, où elle a été introduite en 2015, d'injecter 2 600 milliards d'euros en trois ans et demi. En mars 2020, la BCE a annoncé un nouveau plan de rachat de 750 milliards d'obligations pour faire face à la crise et aux États-Unis, la Fed rachète désormais les obligations du Trésor aux courtiers à peine quelques jours après leur émission ! Que deviennent les titres achetés ? Une fois inscrits au bilan de la banque centrale, ils peuvent un jour ou l'autre être purement et simplement annulés. Une

issue possible mais peu probable. En revanche, on peut parfaitement prolonger leurs échéances. Éventuellement, on peut ne jamais les présenter au remboursement, ce qui transforme la dette publique en « emprunt perpétuel ». Cette formule n'a rien de nouveau : apparue dès le XVI^e siècle, elle a connu son âge d'or (hors temps de guerre) à la fin du XIX^e. Lors du sommet de Bruxelles le 23 avril, l'Espagne, appuyée par l'Italie et par la France a proposé que le grand plan de relance européen soit financé par l'émission d'obligations perpétuelles. Des hommes politiques comme Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre belge, le financier George Soros et même le *Financial Times* se sont ralliés à cette suggestion !

Dette soutenable

Dans l'UE, le niveau de la dette publique marque la ligne de fracture entre les pays du nord, réputés pour leur rigueur dans la gestion des finances publiques, et ceux du « Club Med », insouciant et dépensiers. Mais de nombreux pays dans le monde vivent de longue date avec une dette publique bien supérieure à celle des pays européens les moins vertueux. Selon les données de l'IIF, dès l'automne 2019 elle culminait à 226,3 pour cent au Japon. Dans un pays émergent prospère comme Singapour elle était de 115,4 pour cent et dépassait 110 pour cent au Royaume-Uni. Au Japon, si un niveau aussi élevé est possible, c'est surtout que la dette est détenue par des agents économiques locaux (banques et assurances surtout) à près de 95 pour cent. C'est donc l'épargne locale qui absorbe les déficits publics. Parmi les autres grands pays avancés, seul le Royaume-Uni a une « détention domestique » supérieure aux deux-tiers alors qu'elle est à peine supérieure à la moitié aux États-Unis et inférieure à quarante pour cent en France et en Allemagne. Mais même là, le risque est considéré comme modéré car ces pays « ont du répondant ». En effet, certains économistes contestent la pratique (qui est aussi celle des banques vis-à-vis des ménages) consistant à rapporter la charge de remboursement d'une dette à un revenu. Les emprunts souscrits par un agent économique étant souvent destinés à accroître sa richesse, il serait logique de la comparer aussi à son patrimoine brut. Le calcul serait plus favorable. Ainsi en 2018 en France le rapport entre la dette publique et le patrimoine public brut n'était que de 67,4 pour cent alors qu'il frôlait le cent pour cent en la comparant au PIB. gc

La dette privée représentait à l'automne 2019 quelque 234 pour cent du PIB planétaire

Mais le plus grand danger pourrait venir de la dette privée, celle des ménages, des entreprises et des institutions financières. Avant la crise sanitaire, elle était déjà bien plus élevée que la dette publique. Au niveau mondial, selon les estimations de l'Institute for International Finance (IIF), elle représentait à l'automne 2019 quelque 234 pour cent du PIB planétaire, soit plus de deux fois et demi le montant de la dette publique ! Son poids est cependant très différent d'un pays à l'autre. Alors que dans la zone euro et au Royaume-Uni, sa part avoisine 75 pour cent de la dette totale, elle n'est que de 69 pour cent aux États-Unis et de 58 pour cent au Japon. Elle est surtout élevée en Chine avec 82,6 pour cent. D'autre part, elle varie beaucoup dans sa composition. En Chine, elle vient surtout des entreprises commerciales et industrielles, dont les dettes représentent plus de soixante pour cent de l'endettement privé contre un tiers aux États-Unis. Dans la zone euro et au Royaume-Uni, ce sont les institutions financières qui pèsent le plus lourd (respectivement 42,5 et 51,8 pour cent). La part des ménages est faible au Japon (17,6 pour cent) et en zone euro (vingt pour cent), mais nettement plus élevée aux États-Unis : 33 pour cent de la dette privée, soit un encours global de 14 150 milliards de dollars.

Dans un document publié en octobre 2019, l'IIF estimait la dette des sociétés non financières à 92,5 pour

cent du PIB mondial (*Land* du 15 novembre 2019). Le taux dépassait les cent pour cent dans la zone euro et au Japon pour culminer à 157 pour cent du PIB en Chine. À cette époque, le FMI indiquait que « dans un scénario de ralentissement économique notable, deux fois moins grave que la crise financière mondiale de 2008-2009, la dette à risque des entreprises pourrait atteindre 19 000 milliards de dollars, soit 38 pour cent du total », dans les huit plus grandes économies mondiales. Avec la crise sanitaire, on est bien au-delà de ce choc. Arithmétiquement une baisse de moitié de l'activité économique pendant deux mois se traduirait par un recul de 8,33 pour cent du PIB annuel ! Il est encore trop tôt pour avoir une idée précise des défaillances d'entreprises à venir. Mais le très fort ralentissement observé sur plusieurs semaines va laisser des traces. Le chiffre d'affaires perdu sera d'autant moins rattrapable que certains secteurs très touchés (transport aérien, tourisme, hôtellerie-restauration) ne vont probablement jamais revenir au statu quo ante et que la reprise s'accompagnera de nombreuses faillites.

Même crainte du côté des ménages. Aux États-Unis, l'accroissement brutal du nombre de chômeurs (26 millions d'inscrits au 23 avril) fait redouter le pire. Dans ce pays où l'encours des prêts immobiliers aux ménages atteint le montant colossal de 9 600 milliards de dollars (45 pour cent du PIB), *Moody's* a estimé à trente pour cent le nombre d'emprunteurs qui ont demandé des reports d'échéance, soit quinze millions de personnes. Au début de la crise, sept millions de personnes avaient déjà trois mois de retard dans le remboursement de leur crédit auto et neuf millions ne payaient plus depuis plusieurs mois les mensualités des prêts étudiants fédéraux, deux catégories de crédit dont l'encours cumulé se monte à 2 860 milliards de dollars. Début avril, douze pour cent des crédits à la consommation étaient considérés comme douteux, une proportion qui a doublé en trois semaines. Les banques ont commencé à augmenter fortement leurs dotations aux provisions pour dépréciation. A priori, la dette privée est moins risquée que la dette publique dans la mesure où elle est presque systématiquement adossée à des garanties réelles ou personnelles (les « collatéraux »). Cela étant le cas des *subprimes* aux États-Unis en 2007-2008 a abondamment illustré le fait que ces sûretés sont largement illusoires et que les défaillances des emprunteurs permettent rarement aux prêteurs de récupérer l'intégralité de leur mise.

Le rachat de dette d'entreprise par une banque centrale n'est possible que pour les émissions obligataires des grandes sociétés. Pour les autres, une solution peut être « d'étatiser » les défaillances en proposant une garantie publique aux prêts accordés par les banques. Mais plusieurs économistes, comme le français Michel Aglietta, préféreraient que soit décrété un moratoire sur les dettes des entreprises et des ménages, et que soit envisagée sérieusement la possibilité de la distribution d'aides directes et sans contrepartie par les banques centrales, la fameuse « monnaie-hélicoptère » (*Land* du 28 février).

Chroniques de la Cour

Mission glasnost

Dominique Seytre

Les vacances de Pâques des juges étaient prévues du 4 au 21 avril. Ils sont donc rentrés. À moins qu'ils n'aient jamais quitté le Luxembourg. Ou qu'ils soient confinés quelque part en Europe, à Tallin, la Valette ou à Naples. Une source, officielle pourtant, n'est sûre de rien. Pour les avoir croisés par hasard, elle peut seulement confirmer la présence au Grand-duché des trois juges espagnols. On peut rêver d'un monde dans lequel cette information, qui concerne des personnes publiques, serait en libre accès. Mais où qu'ils soient, ils travaillent, dit la directrice de la Direction des technologies de l'information, Raluca Peica. Dans la lettre interne de la Cour du 22 avril, elle annonce que « les réunions liées à l'activité judiciaire (tels que les délibérés et les conférences de chambres) ainsi que les réunions de coordinations, peuvent maintenant se tenir virtuellement ». « Le système de vidéoconférence *Webex* utilisé par la Cour est hébergé dans nos locaux et l'utilisation des équipements de l'institution permet d'assurer une communication sécurisée entre les participants aux réunions », partage-t-elle sereinement. Des spécialistes de l'informatique en doutent. « Certes, il n'y a pas de risque d'espionnage sur le *cloud*, mais il y a d'autres menaces. La Cour a déjà des failles de sécurité, ce n'est pas une raison pour en ajouter d'autres. C'est un peu comme si vous sortiez de chez vous sans fermer

la porte à clé. Personne ne vous a cambriolé, donc vous vous dites qu'il y a pas de voleur et le lendemain vous laissez la porte grande ouverte », dit-un expert. Un héritage de la gestion informatique chaotique depuis dix ans sur laquelle il n'y a pas lieu de revenir.

La Cour n'a de toute façon pas le choix si elle veut avancer. La semaine de congé de l'Ascension va arriver puis les sept semaines de vacances d'été à partir de la mi-juillet. Il est peu probable que les cabinets des juges renoncent à leurs congés. Leur cabinet est équipé de *laptops* pour le télétravail. Ils gardent le même rythme qu'à leur bureau. Les juges ont des vacances mais aussi, en temps ordinaire, de nombreuses activités extérieures (ou missions), réduites à néant en ce moment mais qui vont reprendre un jour, petit à petit. Pour certains, le Covid-19 donne l'occasion à la Cour de remettre les compteurs à zéro. De faire cesser le doute qui plane sur la réelle utilité de certaines missions. Certes, dans la liste de 2019, publiée récemment sur le site de la Cour, de nombreux organismes et instituts ont demandé de venir leur parler du droit européen... « mais de l'intérieur, on voit bien que, pour les missions et activités extérieures, peu d'informations gênantes s'échappent », dit une source. « La parade à la transparence est simple, il suffit de mettre le moins d'information possible dans ces documents administratifs. D'ailleurs depuis quelques années, la Cour, mais pas le Tribunal, ne met même plus les demandes d'autorisation sur les procès-verbaux de ses réunions hebdomadaires. Elle se contente de dire qu'elle accepte toutes celles qui lui ont été adressées. » Et d'ajouter, en passant : « Peu de gens le savent. Il y a deux budgets pour les missions. » Un pour la catégorie une, les représentations protocolaires, tous frais payés, plus un *per diem* dont la Cour refuse toujours de révéler le montant. Et la catégorie deux, les missions d'intérêt européen,

moins bien remboursées. « S'il reste de l'argent pour la catégorie une en fin d'année on le transfère dans la deux et on paie comme pour la catégorie une. Le premier qui demande est le premier servi. Il y a des spécialistes en la matière », nous raconte notre contact.

Depuis 2017, chaque année sur son site, la Cour publie une liste, longue mais minimaliste, avec le nom de juges, et les organismes invités. Point de date. Et pourtant le Parlement les exige ainsi que l'objet de la mission et les frais engagés, des données qui n'apparaissent pas. Deux exemples permettent d'en comprendre l'intérêt. En 2016, le juge irlandais informait le Tribunal au cours de sa réunion hebdomadaire qu'il partait en mission à Dublin. Il avait rendez-vous avec « Madame l'Attorney général d'Irlande » le 4 novembre, pendant la semaine de vacances dite « blanche » parce qu'il n'y a pas d'audiences. Sa mission débutera le dimanche 30 octobre pour finir le 5 novembre. Pour cette visite il prendra « sa voiture de service CD » et demandera un chauffeur pris dans le *pool* spécialement créé pour les besoins des juges du Tribunal européen, seuls les juges de la Cour ayant un chauffeur attitré. Autre exemple, la juge Bulgare demande à partir pour Sofia le mercredi 26 octobre pour « des entretiens ou réunions de travail en vue de l'organisation de futures initiatives relatives au droit de l'UE ». Une mission de trois jours, jusqu'au vendredi suivant, veille des vacances de la Toussaint. Elle prendra sa voiture CD (dont les frais lui seront aussi remboursés) et un chauffeur du *pool*. Pour beaucoup, concilier travail et loisirs aux frais du contribuable, organiser des réunions dans son pays natal qui correspondent à la tenue d'événements privés est une pratique trop longtemps tolérée. On l'a dit, la crise du Covid-19 et le retour à la normale pourraient être le point de départ d'une Cour plus vertueuse.

Concilier travail et loisirs aux frais du contribuable a trop longtemps été toléré

Bei Covid-Patienten auf der Intensivstation im CHL

Atem des Lebens

Fotoreportage: Sven Becker

Am 23. April um 9 Uhr im CHL: Paul Foguene, der Presseverantwortliche der Klinik, erklärt mir die besonderen Vorkehrungen wegen der Pandemie. Auf Fieber bin ich schon getestet worden. Ehe ich die Intensivstation für Covid-Patienten betreten darf, muss ich in einen blauen Krankenpflegeranzug

schlüpfen, danach in einen Ganzkörper-Schutzanzug, plus Kappe, Schutzbrille und FFP2-Maske. Zwei Paar Handschuhe muss ich übereinander ziehen.

Die automatische Tür zur Station öffnet sich; acht Patienten liegen heute hier.

Künstlich beatmet werden manche. Eine Ärztin kontrolliert ein Computer-Tomogramm der Lunge einer Patientin, um zu sehen, ob der Tubus des Beatmungsgeräts noch richtig sitzt. Eine Krankenpflegerin spricht derweil mit der Patientin, testet so ihre Reaktionen.

Obwohl wir auf einer Intensivstation sind, geht es hier entspannt zu. „Wir machen unsere Arbeit“, sagt eine Krankenpflegerin. Dabei sind die sanitären Vorschriften strikt. Wer die Abteilung verlässt, muss sich komplett umkleiden. Heraus aus dem Schutzanzug, ihn dabei nur von außen an-

fassen. Die Brille abnehmen und in Desinfektionsmittel legen. Den Haarschutz entfernen, schließlich in zwei Durchgängen die Handschuhe ausziehen und die Hände desinfizieren. Ich musste mich zwei Stunden intensiv konzentrieren. Wer hier arbeitet, tut das viel länger.



1. Dr. Danielle Claude, Anästhesistin, legt Schutzbekleidung an

2. Im Flur der Covid-19-Intensivstation

3. Die Krankenpflegerin Emmanuelle Neveux



4. Ein Arzt im Zwischenbereich vor dem Zimmer einer Intensivpatientin

5. Im Zimmer einer Patientin

6. Die Anästhesistin Danielle Claude kontrolliert den CT-Scan der infizierten Lunge eines intubierten Patienten

7. Beatmungsapparat

8. Links: Dr. Danielle Claude, rechts: Krankenpflegerin Carole Fiasse



9. Ein Patient wird für die Körperpflege vorbereitet

10. Physiotherapeut Martin Nosbusch

11. Vorn: Héloïse Henrion, hinten: Emmanuelle Neveux, beide Krankenpflegerinnen



Zu Gast

Tag der Arbeit

Georges Engel

Kampftag der Arbeiter, Feiertag der Arbeit, Fest der Arbeit ... Im Laufe der Geschichte hat sich der Aktionstag der Arbeiterbewegung stark verändert. Die traditionellen Kundgebungen, die mit der Zeit immer weniger Menschen auf die Straße brachten, wurden durch ein großes Fest ersetzt. Musste dieses 2019 nach dem Tod von Großherzog Jean und der anschließenden Staatstrauer auf den 9. Mai verschoben werden, so fällt es in diesem Jahr ganz aus. Gewerkschaften müssen sich wohl oder übel damit begnügen, ihre Forderungen digital in Erinnerung zu rufen.

Diese Äußerlichkeiten sollten auf keinen Fall darüber hinweg täuschen, dass der gemeinsame Kampf für die Rechte der Arbeitnehmer in diesen Zeiten wichtiger ist denn je. Gerade in Krisenzeiten stehen Arbeitnehmerrechte, die über Jahrzehnte hart erkämpft wurden, unter Druck. Zwölfstunden-Arbeitstage, Sechzigstunden-Arbeitswochen führen uns direkt in die Anfangszeit der 1. Mai-Demonstrationen zurück, wo Ende des 19. Jahrhunderts für den Achtstundentag gekämpft wurde.

In der aktuellen Krise ist es absolut verständlich und auch hinnehmbar, dass während einiger Wochen wichtige Freiheiten eingeschränkt werden. Diese Ausnahmeregelungen dürfen darüber hinaus jedoch nicht zu einer Aufweichung bestehender Rechte führen.

Große und kleine Unternehmer, die in den kommenden Monaten schrittweise ihre Aktivitäten wieder aufnehmen können, werden alles daran setzen, die Verluste aus der Krise soweit wie möglich auszugleichen. Für viele steht die Existenz des Betriebes und somit auch der entsprechenden Arbeitsplätze auf dem Spiel. Arbeitgeber und Arbeitnehmer sitzen in einem Boot, da beide Parteien abhängig davon sind, dass „ihr“ Unternehmen die Krise überlebt. Allerdings sind die Machtverhältnisse in diesem Boot alles andere als ausgewogen. Flexibilität und Innovationsgeist sind von beiden Partnern gefordert. Ein funktionierender Sozialdialog ist so wichtig, wie seit Jahren nicht mehr. Aufgabe der Politik ist es, dafür zu sorgen, dass die verstärkte Abhängigkeit der Arbeiter von ihren Brötchengebern dabei nicht zur Aushöhlung der Arbeitnehmerrechte und zum Sozialabbau führt.

Monate harter Arbeit liegen in diesem Sinne vor den Sozialpartnern, denn die Arbeitswelt hat sich von einem Tag auf den andern radikal verändert. Neue, klare Regeln werden notwendig sein, was über die Zeit des Notstandsgesetzes hinaus die Arbeit im Home-Office, Urlaubszeiten, Kollektivurlaub, Kurzarbeit und vieles mehr betrifft. Abweichungen vom bestehenden Arbeitsrecht sind nur dann akzeptabel, wenn Vor- und Nachteile einer Neuregelung für Arbeitnehmer und Arbeitgeber sich die Waage halten. Eine nationale Tripartite muss den Rahmen für entsprechende Verhandlungen setzen.

Darüber hinaus steht der Staat in der Pflicht, dafür zu sorgen, dass Arbeitnehmerrechte in der Praxis respektiert werden. Die Gefahr, dass Lohnabhängige und Scheinselbstständige, die es nicht riskieren können ihren Job zu verlieren, ausgebeutet werden, ist größer denn je. Unternehmen, die auf diese Weise versuchen, sich einen Wettbewerbsvorteil zu verschaffen, müssen hart bestraft werden, nicht zuletzt im Interesse der Betriebe, die die Rechte ihrer Mitarbeiter respektieren.

Selbstständige und Arbeiter in der Lebensmittelversorgungskette, Pflegepersonal, Reinigungskräfte, Arbeiter in der Abfallentsorgung, Transporteure, Sicherheitskräfte und so weiter gehören meist nicht zu den Besserverdienenden hier im Land. Die sanitäre Krise hat uns jedoch deutlich vor Augen geführt, wie wichtig die Arbeit dieser Menschen für die Gesellschaft ist. Nicht die Einschränkungen des Arbeitsrechtes, sondern die Wertschätzung der Arbeit muss über die Dauer der sanitären Krise hinaus Bestand haben!

Eng Sënn an eng Schan

Keng Séil méi fir ze knacken,
Keen Affer, keng méi Klacken.
D'Kierch ouni hir Fabricken,
Well d'Leit haut anescht ticken.

Si muss um Rimm sech rappen
An d'Wort an d'Belscht verklappen.
Si brauch nei Aktionären
A mécht et guér net gären.

Wéi staark se waren – fréier,
Déi Nonnen an d'Paschtéier.
Fir Hexen ze verbrennen,
Vum Staat bal net ze trennen.

De Bëschof Laurent dréit am Graf:
Seng Zeitung hu si him verkaf.
En denkt „Déi hou're Banken!“
A kann dem Här net danken.

Jacques Drescher

Die kleine Zeitzeugin

Michèle Thoma

Ein Lenzttag aus dem Bilderbuch, mit Blau und sogar schon ein bisschen Blüh und nicht nur Sprüh vom Traktorbauern. 1. Mai auch noch! Zur Feier des Feiertages holt uns meine Freundin aus dem Nachbardorf mit ihrem kleinen Sohn ab und wir fahren mit dem Auto in die Stadt, etwas ganz Besonderes.

Wir durchqueren ein paar Klimazonen, es blüht zunehmend explosiv. Auf der Corniche laufen wir auf und ab, die Kinder müssen sich mein Alles-schönfinden anhören, dafür gibt es dann Eis.

Auf der Rückfahrt im Auto schalten wir das Radio ein. Ein bisschen Musik, dann Wolke. Nicht gerade aus blauem Himmel, seit Tagen spukt sie in den Nachrichten rum, sie hat einen Vorhang aus Eisen überwunden. Wolkendetektiv_innen sind ihr auf der Spur, aber die Aussagen sind wolkig. Wir stellen das Radio lauter. Heute Nachmittag wird sie über Luxemburg erwartet.

Am Nachmittag sitzen wir mit Freunden am großen Holztisch im Hof, als die ersten fetten Regentropfen ins Müsli platschen. Panische Menschen-evakuierung und sofortige Müsli-Verbannung, nur wohin? Ein Freund bleibt trotz meines Gezeiers auf der Holzbank liegen mit weit geöffnetem Mund, pädagogisch kontraproduktiv fängt er mit der Zunge Regentropfen auf. Anschließend wird meine noch nicht einjährige Tochter die Sohlen seiner draußen verbannten Schuhe abschlecken, Sohlenabschlecken war damals für sie ein kulinarisches Highlight.

Es ist soweit, sie ist da! *Radio Lëtzebuerg* meldet das, und auf *ARD*, dem einzigen Sender, den ich mit meinem Uraltgerät empfangen, empfangen mich besorgte Gesichter. Ich stecke gleich alle unter die Dusche.

In den nächsten Tagen und Wochen geht es nicht mehr nur um finnisches Moos und norwegische Rentiere. In meinem meist verschneiten Fernseher stellen deutsche Moderator_innen tickende Salatköpfe vor, sie sind mitten unter uns. Becquerel und Strontium und Cäsium und Halbwertszeit fließen in unsere Gespräche ein, wir reden über

Alle würden nicht Krebs kriegen, nicht mal die meisten, jedenfalls nicht deshalb!

nichts anderes. Ein Gau ist plötzlich keine Gebietseinheit in Nazi-Deutschland mehr, sondern etwas, in dem wir uns befinden. Nein, sogar in einem Supergau.

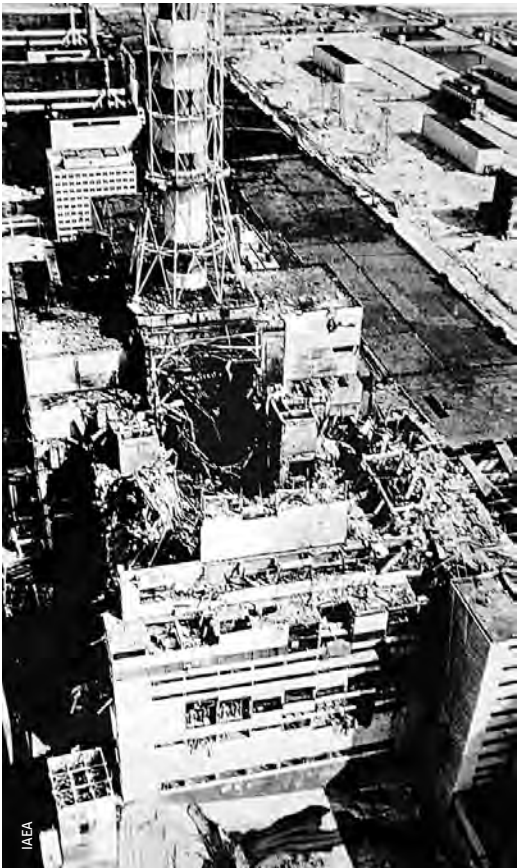
Ich rufe die Hotline an, die vielleicht nicht so hieß. Ein Kind hat die Katze gestreichelt. Die Katze hat sich aufs Bett gelegt. Wir haben Salat gegessen. Ein Kind hat einen Apfel gegessen. Wir haben Milch getrunken vom Bauern, von der Kuh. Ein Kind ist in eine Pfütze getreten. Ein Kind fiel in den Schlamm. Ein Kind schlief bei offenem Fenster. Ein Kind hat den Finger in den Mund gesteckt. Die Wäsche hing auf der Wäscheleine. Ich habe den Hof gefegt. Wir haben uns auf die Erde gelegt. Ich habe den Inhalt meines Staubsaugerbeutels gesniffert, wie schaut meine Lebenserwartung aus, angesichts der Halbwertszeit von Plutonium, da habe ich doch gar keine Chance, voll unfair?!

Der Hotline-Herr ist sehr verständnisvoll, sogar beruhigend. Alle würden nicht Krebs kriegen, nicht mal die meisten, jedenfalls nicht deshalb! Im deutschen Fernsehen sagt ein Wissenschaftler, jedes dritte Kind würde an Leukämie erkranken. Kälber mit mehreren Köpfen werden uns gezeigt, *born around Chernobyl*. Schwarze Erde würde das bedeuten, schon in der Apokalypse gebe es einen Hinweis auf das, was uns erwartet, murmeln die Eingeweihenen.

Es gibt Frauen, die Abtreibungen vornehmen. Wir ernähren uns von Miso wie die Mönche nach Hiroshima.

Wir sehen eine so genannte Geisterstadt, in die Kamikaze-Reporter_innen sich wagen. Traurige Unterhosen auf Wäscheleinen, traurige Puppen in Kinderzimmern. Wir hören von wasserkopf-großen Kartoffeln auf einsamen Feldern und wuchernden Wäldern voller Zauberpilze. In diesen mythischen Wäldern leben noch ein paar störrische Alte, runzlige Weiber in Märchenbuch-tracht, alte Männer, die essen, was in ihrem Garten wächst.

In meinem Mini-Dörfchen wühlt neben der Kapelle die alte Frau tief versunken in der Erde. Ich spreche ihren ausladenden Hintern an, sie wendet sich um, zu mir und den Kindern, die strenges Erde-Anfassen-Verbot haben. Keine Angst vor Atom? Sie zuckt verächtlich mit den Schultern und wendet sich Wichtigerem zu.



Reaktorblock 4 des AKW Tschernobyl

Chroniques de l'urgence

Le Covid-19 n'est peut-être « qu'un début »

Jean Lasar

Aveuglés par notre superbe destructrice, nous comptons les points entre ceux qui affirment que la responsabilité du nouveau coronavirus incombe à la chauve-souris, ceux qui misent plutôt sur le pangolin et d'autres qui croient pouvoir incriminer les deux à la fois. Un groupe de chercheurs affiliés à l'Ipbes, la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques, remet les pendules à l'heure : une seule espèce est fautive, et c'est la nôtre.

Dans un article publié cette semaine sur le site de l'Ipbes, qui est à la biodiversité ce que le Giec est au climat, Josef Settele, Sandra Díaz et Eduardo Brondizio expliquent que « comme pour les crises climatiques et de biodiversité, les récentes pandémies sont une conséquence directe de l'activité humaine, en particulier nos systèmes financiers et économiques mondiaux, basés sur un paradigme limité qui valorise la croissance économique à tout prix ».

Ces auteurs savent de quoi ils parlent : ils ont coordonné la publication du rapport 2019 de l'Ipbes sur les risques sévères que l'érosion de la biodiversité fait courir à l'humanité, avec un million d'espèces de plantes et d'animaux menacées d'extinction dans les décennies à venir. Le professeur Settele, de l'université de Halle, avait présenté les conclusions alarmantes de ce rapport à Luxembourg il y a quelques mois lors d'une conférence organisée par le Mouvement écologique, en se concentrant sur sa spécialité, les forêts. La « déforestation éfrénée » est d'ailleurs le premier facteur que lui et ses coauteurs citent, aux côtés de « l'expansion incontrôlée de l'agriculture, de l'agriculture intensive, l'exploitation minière et le développement des infrastructures, ainsi que l'exploitation des espèces sauvages » comme ayant créé les « conditions parfaites » pour la propagation des maladies de la faune aux humains.

Depuis que le concept de zoonose a été créé au XIX^e siècle pour décrire les maladies et infections dont les agents se transmettent naturellement entre animaux vertébrés et êtres humains, l'humanité a eu son lot de pandémies zoonotiques. Mais les trois scientifiques nous préviennent que « les futures pandémies sont susceptibles de

se produire plus fréquemment, de se propager plus rapidement, avec des répercussions économiques plus graves et de tuer plus de personnes si nous ne sommes pas extrêmement prudents quant aux impacts possibles des choix que nous faisons aujourd'hui ». Ils préconisent le concept « Un monde, une santé », qui selon eux doit être adopté « à tous les niveaux de prise de décision, du mondial au plus local, en reconnaissant les interconnexions complexes entre la santé des personnes, des animaux, des plantes et l'environnement que nous partageons ».

Alors que le monde piaffe d'impatience de se déconfiner, ces scientifiques nous enjoignent à point nommé de tirer les enseignements de cette crise et de ne pas retourner tête baissée vers nos travers dévastateurs.

Depuis que le concept de zoonose a été créé au XIX^e siècle, l'humanité a eu son lot de pandémies zoonotiques

L'opposition parlementaire en temps de pandémie

Ce n'était pas le moment de faire de l'opposition

Claude Wiseler

« Que fait-on de ce cafouillage autour de l'utilité des masques ? », « Rien ! on soutient le Gouvernement ; ce n'est pas le moment de faire de l'opposition ». Voilà quasiment mot pour mot la version originale d'un échange qui a eu lieu au sein d'un groupe parlementaire de l'opposition il y a quelques semaines. Je me porte garant de la véracité de la scène, j'en étais le témoin direct et actif.

De telles réflexions ont eu lieu dans la plupart des partis de l'opposition, non seulement au Luxembourg, mais dans grand nombre de centrales de partis de l'opposition dans les pays démocratiques.

La crise, c'est le temps de l'action, le temps du Gouvernement. Face à l'incertitude des premiers jours de la crise, l'appréhension, l'inquiétude, voire même l'angoisse s'installent et les gens attendent, avec raison, du Gouvernement qu'il décide d'une ligne de conduite, qu'il agisse et qu'il s'explique. Il faut trancher, protéger, aider. En temps de crise les projecteurs se braquent sur ceux qui « font », qui « assument » et qui portent la responsabilité.

C'est ce que le Gouvernement luxembourgeois a fait, comme d'ailleurs quasiment tous les Gouvernements européens.

À l'opposition de redéfinir son rôle

L'opposition politique, du jour au lendemain, est reléguée sur le banc de touche et n'a plus le droit de pénétrer sur le terrain. Au début de la crise, lorsque les décisions doivent être précises et surtout être prises rapidement, le contrôle du Gouvernement – rôle premier d'une opposition politique et devoir essentiel dans une démocratie parlementaire – n'a plus lieu d'être. Et gare à celui ou à celle qui enfreint cette règle, à l'image de la Présidente de mon groupe parlementaire qui avait osé demander aux différents ministres de venir expliquer leurs décisions (pourtant importantes et engendrant de nombreuses conséquences) à la Chambre des députés. Elle a été gratifiée d'un « shit storm » en bonne et due forme pour avoir osé faire ce qui en temps normal aurait été vu comme une obligation pour tout député de l'opposition qui fait un travail sérieux. Mais on apprend vite...

Dans cette situation, chaque député doit trouver son chemin pour s'adapter à la nouvelle situation. On peut faire le dos rond en attendant que la normalité se réinstalle ou être à l'affût de l'opportunité de communiquer une idée pour se démarquer par rapport au Gouvernement. Personnellement, je trouve qu'en temps de crise – particulièrement en temps de crise sanitaire, lorsque des vies peuvent être en jeu, que des gens souffrent ou ont peur – le choix devrait être simple : se mettre au service de la population qui vous a élus, voir même du Gouvernement pour mettre la main à la pâte, pour aider à agir le plus rapidement possible et pour ne pas mettre de bâtons dans les roues de ceux qui doivent prendre des décisions parfois difficiles.

Et surtout, et cela me paraît essentiel, pour ne pas égratigner la confiance que doit pouvoir avoir la population dans ce Gouvernement. Car une perte de confiance dans le Gouvernement peut avoir de graves conséquences sur la façon de réagir de la population. Je dois l'avouer : c'est un changement de paradigme, un exercice nouveau et difficile pour un politicien dans l'opposition. Et pourtant, à mes yeux, la seule façon responsable d'agir.

C'est ce qui s'est passé aux États-Unis après le 11 septembre 2001 et les attentats sur le World Trade Center. L'administration Bush a fait voter le *Patriot Act*, une législation donnant plus de pouvoir à long terme à l'exécutif. Ce qui en temps normal aurait hérisse l'opposition et entraîné une situation de blocage, a été passé en un temps record avec le large soutien de l'opposition démocrate. Entre autres, d'ailleurs, parce que le Président américain de l'époque avait veillé à constamment impliquer l'opposition dans les discussions et à tenir partiellement compte de leurs remarques.

Ce qui me paraît le seul choix responsable n'a cependant pas été retenu partout. Jeremy Corbyn, leader de l'opposition au Royaume Uni jusqu'au 4 avril, n'a cessé de critiquer durement le Gouvernement. On peut estimer qu'à l'époque il y avait de quoi, cela ne veut cependant pas dire qu'il avait raison de le faire. D'ailleurs son successeur



Lors de la première séance publique de la Chambre des députés au Cercle municipal le 17 avril : Martine Hansen, présidente du groupe parlementaire CSV ; Xavier Bettel, Premier ministre ; Laurent Mosar, député CSV ; et Paulette Lenert, ministre de la Santé



Keir Starmer a fait faire volte-face à son parti et soutient, depuis sa prise de fonction à la tête de Labour, le Gouvernement de Boris Johnson. En Italie et en Espagne l'opposition politique a toutefois attaqué violemment le Gouvernement. En Allemagne, l'opposition (hormis l'AFD) a fait bloc derrière la chancelière.

Au Luxembourg, nous avons voté l'état de crise demandé pour trois mois par le Gouvernement. Cela n'allait pas de soi, surtout parce que le Gouvernement demandait tout de suite la durée maximum de trois mois alors qu'il aurait très bien pu procéder en plusieurs étapes. Nous avons, pendant les premières semaines de la crise, consciemment décidé de renoncer aux questions parlementaires – pourtant un outil essentiel pour contrôler le Gouvernement – parce que nous souhaitions que le Gouvernement et l'administration puissent se concentrer pleinement sur leur action. Nous avons réduit au maximum l'activité parlementaire et repoussé la plupart des dossiers – je ne citerai ici que le grand débat annuel sur la politique étrangère ou encore le débat sur l'État de la Nation – pour laisser les coudées franches au Gouvernement.

Je ne regrette pas cette attitude. J'étais persuadé et je le suis toujours que c'était la seule façon responsable d'agir. Je ne le regrette pas, même si je vois dans nos pays voisins les sondages des dirigeants s'envoler : Angela Merkel caracole à 79 pour cent d'opinions favorables. Mette Frederiksen, la Première ministre du Danemark, a gagné 40 points depuis le début de la crise, Sebastian Kurz, parti de 44 pour cent en est à 77 pour cent d'opinions favorables et même Boris Johnson, malgré ses hésitations du début, culmine à 66 pour cent d'opinions favorables. Je suis persuadé qu'un sondage d'opinion fait aujourd'hui au Luxembourg ferait faire au Premier ministre et à la ministre de la Santé des gains substantiels au niveau du soutien populaire. C'est comme ça. Cela ne m'empêche à aucun moment d'estimer que soutenir l'action du Gouvernement lorsqu'une crise éclate était ce qu'il fallait faire à partir du moment où l'action gouvernementale allait grosso modo dans la bonne direction.

Ceux qui braquent les projecteurs

J'aimerais ajouter un commentaire sur le fonctionnement de la presse... ce qui est toujours risqué en tant qu'homme politique. J'entends aujourd'hui des journalistes me dire que l'opposition a été particulièrement discrète au cours des dernières semaines. La remarque est juste. Je me permets toutefois, ici, de retourner le compliment. En effet, quelle a été la situation ? L'opposition a tenté au début de la crise de faire plusieurs propositions alternatives. Les échos qu'on a pu en retrouver tant dans la presse écrite qu'audiovisuelle variaient entre le non-lieu et le fait divers de la page 18. Une grande partie de la presse s'est comportée pendant quelques semaines comme des organes d'information gouvernementaux. Et ce n'est même pas un reproche. En fait, la presse a eu le même réflexe que l'opposition. En temps d'urgence, lorsque des vies sont en jeu, il est responsable d'aider ceux qui ont des décisions à prendre, de relayer l'information en soutenant sur le moment les choix gouvernementaux qu'il s'agit d'expliquer à la population. Je soutiens ce choix. J'ai fait le même. Et tant pis pour le travail d'« opposition ».

D'ailleurs la politique d'information du Gouvernement, extrêmement centralisée et avare de détails, témoigne d'une volonté de contrôle de la communication poussée à l'extrême. Docile et compréhensive au début, la presse aujourd'hui se rebiffe et conteste. Je soutiens également ce choix. Je fais le même.

Le Gouvernement et l'Union Nationale

Le rôle de l'opposition en temps de crise, paradoxalement, est aussi défini par l'attitude du Gouvernement. La Majorité peut décider de s'élargir et de faire, pour ces temps exceptionnels, un Gouvernement de véritable Union Nationale. Comme en Angleterre pendant toute la durée de la Deuxième Guerre mondiale ou encore au Luxembourg pour la reconstruction où Pierre Dupong a mis en place un Gouvernement d'union nationale sans opposition de 1945 à 1947. Aucun pays européen n'a fait, pour l'instant, ce choix. Pedro Sanchez, le Premier ministre espagnol, à la tête d'un Gouver-

Les décisions à venir seront beaucoup moins consensuelles, car les intérêts sont extrêmement divergents

nement minoritaire, avait annoncé vouloir lancer de nouveaux « pactes de Moncloa », invoquant une référence puissante de l'histoire espagnole, à savoir l'union nationale qui s'était faite lors du passage de la dictature à la démocratie. Mais cette union sacrée espagnole s'est montrée introuvable.

D'autres Gouvernements ont choisi d'associer leurs oppositions à la prise de décision des mesures de gestion de crise. Dans le Land de Schleswig-Holstein, le chef de l'opposition est invité à participer aux réunions du Gouvernement et de partager ainsi, en quelque sorte, la responsabilité des mesures prises. Le Gouvernement a offert cette possibilité et l'opposition a accepté.

Dans d'autres pays nous assistons à une consultation régulière préalable des responsables gouvernementaux avec les différents partis de l'opposition. Pour les impliquer et les co-responsabiliser. Comme au début

de la crise en France. Mais la France étant la France, cela n'a pas duré bien longtemps...

Le Gouvernement luxembourgeois a décidé de ne rien faire en ce sens. Cela a été une décision volontaire et consciente. Je me rappelle que lors des discussions préparatoires du vote à la Chambre des députés de « l'état de crise », l'opposition avait rédigé une motion censée préciser les modalités d'organisation de l'information et de la consultation du Parlement. L'opposition avait explicitement demandé une consultation « préalable » en cas de nouvelles mesures prises sous le régime de l'état de crise. Une façon de partager quelque peu la responsabilité et de mettre en place du moins un début de cette « unité nationale » dont le Gouvernement luxembourgeois avait exprimé le souhait. Le refus fut cinglant. Le Premier ministre ne souhaitait en aucun cas s'astreindre à une consultation voire même à une information préalable. Il souhaitait tout de suite trois mois d'état de crise sans aucune contrainte de devoir écouter l'opposition. Pour des raisons d'efficacité et pour ne pas voir freiner son action. Cela s'est passé ainsi, j'en étais le témoin actif et direct. Le Premier ministre a délibérément, consciemment et de façon cinglante remis l'opposition à sa place : dans l'opposition malgré l'exceptionnalité de cette crise. C'était son choix et c'est son droit.

Ce qui a été mis en place à la Chambre des députés par la suite, c'est du pipeau. Le Bureau et la Conférence des présidents de la Chambre des députés sont rameutés une fois par semaine pour être « généreusement » informés – une demi-heure avant la presse – des mesures décidées au préalable par le Gouvernement. J'ai l'impression d'assister à une répétition générale pour la conférence de presse qui va suivre. Avec en prime la possibilité de poser des questions, en général les mêmes que celles qui seront posées par la presse par la suite. Un exercice de fait inutile, si ce n'est pour permettre au Premier ministre et au Gouvernement de pouvoir affirmer être en relation constante avec le Parlement et se targuer de ce fait d'être ouvert et transparent. Et

(Suite en page 14)

(Suite de la page 13)

pour le Parlement de flatter son Ego en affirmant d'être régulièrement informé et de façon privilégiée. « L'unité nationale » évoquée de façon quelque peu grandiloquente par le Premier ministre n'existe que dans ses propres paroles. Pour le Premier ministre elle se définit comme un « Je décide et vous votez en toute unité ce que je décide ». C'est ce qu'Emmanuel Macron appellerait de la poudre à Perlimpinpin. D'ailleurs l'opposition n'est pas la seule à avoir le même ressenti. Il n'y a qu'à écouter les syndicats, les communes, les associations et autres organisations qui se plaignent qu'on dispose d'eux sans consultation ni information véritable.

L'opposition se remet en mode opposition

C'est le choix du seul Premier ministre et c'est son droit. Mais comme tout choix en politique, celui-ci également implique des conséquences. Et ici, la conséquence la plus évidente, c'est que l'opposition se remet en mode d'opposition dès la première étape de crise sanitaire urgente passée. Ce qui est déjà le cas aujourd'hui.

L'opposition va passer au peigne fin toutes les mesures économiques proposées, critiquera la mise en place des mesures de déconfinement et s'attaquera – cela ne saurait tarder – à l'analyse des décisions prises sous la responsabilité du seul Gouvernement au cours des dernières semaines. Rien d'anormal en fait et l'opposition ne fera que son travail de contrôle en analysant, critiquant, questionnant et en proposant des alternatives. C'est le jeu démocratique où l'opposition challenge le Gouvernement, le surveille, le pousse et l'incite à faire de son mieux. Problème réglé ! On continue comme avant ! Comme si de rien n'était !

Le Gouvernement traite la situation présente comme s'il s'agissait d'une crise « normale », comme s'il était possible de normaliser la situation après une brève étape de tourmente. Comme si une fois la crise sanitaire sous contrôle, et avec des mesures d'accom-

Le Bureau et la Conférence des présidents de la Chambre sont rameutés une fois par semaine pour être « généreusement » informés – une demi-heure avant la presse – des mesures décidées au préalable par le Gouvernement

pagnement économique, nous pourrions dans un proche avenir repasser à l'ordre du jour ordinaire.

Je ne crois pas à ce scénario. J'ai l'impression que le Gouvernement non plus n'y croit pas vraiment, mais je constate que ses choix politiques en matière de gouvernance de la gestion de crise restent dans le sillon d'une gestion traditionnelle avec une légère propension à une concentration des pouvoirs aux mains de l'exécutif et de réduction pour autant que possible du contrôle parlementaire. Pour preuve, la discussion autour d'un éventuel renouvellement de l'état de crise au-delà de trois mois, ce qui me paraît pour le moins contraire

à l'esprit de la constitution actuelle. Pour preuve aussi la tentative de remplacer l'état de crise par une *loi générale Pandémie*, permettant au Gouvernement de décider sans véritable accord parlementaire. Je ne puis m'y résoudre car les décisions qui ont été prises et qui, somme toute, devront encore l'être, ont trait à la suppression temporaire de libertés fondamentales garanties par la Constitution et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ce n'est pas du léger et cela ne permet pas l'approximatif. Les bonnes intentions ne suffisent pas en la matière et les garanties légales démocratiquement contrôlées ne peuvent être mises au placard. Dans le scénario ainsi choisi et écrit par le Gouvernement, l'opposition veillera à se préserver tous ses droits constitutionnels. Dérresponsabilisée des décisions, elle n'a aucune raison ni aucune intention de se laisser dépouiller de ses prérogatives démocratiques.

On n'en est qu'à la deuxième étape

La première étape de la crise – les mesures sanitaires urgentes – et la deuxième – les mesures économiques d'urgence – étaient des étapes plus ou moins consensuelles où les décisions politiques étaient certes humainement difficiles mais somme toute évidentes, car sans véritable alternative. Tout le monde, à peu de chose près, a fait la même chose en Europe. C'était surtout une question de timing, d'équilibre et de dosage ainsi que de communication.

Mais les décisions à venir seront beaucoup moins consensuelles, car les intérêts sont extrêmement divergents. Il y aura les étapes et le timing du déconfinement, les mesures d'accompagnement et les mesures de protection sanitaires qui resteront toujours nécessaires. Et surtout, par la suite et pour les années à venir, il y aura la gestion des conséquences économiques, financières et budgétaires qui seront énormes et, j'en suis persuadé, encore d'une toute autre envergure que les conséquences de la crise financière que nous avons connue il y a une dizaine d'années. Avec des choix économiques, sociaux et sociétaux à faire par les responsables politiques. Des choix qui bouleverseront notre vie, notre pays.

Des choix politiques dans le sens noble du mot. Qui nécessitent du courage, de la clairvoyance et également, cela me paraît essentiel, la capacité de penser et d'agir hors des schémas et concepts traditionnels, sans garde-fous. De concevoir sur du papier vierge ... exercice périlleux en politique. Un temps qui montrera la différence entre les politiciens, entre les vrais et ceux qui font comme si, entre les courageux et ceux qui se caractérisent surtout par la satisfaction d'être vissé sur leur siège. Cela révélera la vérité des uns et des autres, ce qui n'est pas nécessairement une mauvaise chose !

En refusant, pour des raisons qui lui sont propres, d'associer de quelque façon que ce soit l'opposition au processus de décision, le Gouvernement a choisi d'aborder cette étape cruciale pour notre avenir en mode de post-crise. La majorité est la majorité, l'opposition est l'opposition. Circulez, il n'y a rien à voir. On continue comme avant. « Ensemble » n'est qu'un slogan sans épaisseur ni réalité aujourd'hui.

Je pense qu'on n'en est qu'au début de la crise. Qu'il est beaucoup trop tôt pour le post-crise. Que des moments difficiles vont être notre lot quotidien. Que le Gouvernement a commis une erreur en repassant rapidement à une gouvernance mettant face à face opposition et majorité. Qu'il faut du courage pour accepter de partager ne serait-ce qu'une toute petite partie de ses prérogatives. Que manifestement ce courage n'était pas au rendez-vous. Vraisemblablement parce que la transparence qui en aurait été le corollaire, aurait mis à nu les hésitations et les faiblesses.

Pour l'opposition, cette solution peut se révéler, non seulement un rôle plus facile à assumer, mais également, à long terme, payante sur le plan électoral. En somme, tout le monde s'y retrouve. Cela ne veut pas pour autant dire que ce soit le bon choix !

Claude Wiseler est député dans le groupe parlementaire du Parti chrétien-social.



Vue générale de la séance au Cercle municipal, permettant les « gestes barrières »

Sur les traces de Carlo Hemmer en Turquie

L'émerveillement du voyageur et les préjugés de classe



Dans son récit, Hemmer évoque « le désir compulsif d'occidentalité » d'Atatürk

Laurent Mignon

L'Europe a un problème turc. En fait, il serait plus correct d'écrire que de nombreux Européens ont un problème avec l'image qu'ils se font de la Turquie. Bien entendu, il faudrait parler d'images au pluriel. Dans un tel contexte, les récits de voyageurs en Turquie sont souvent plus révélateurs des centres d'intérêt et parfois des obsessions de leurs auteurs que des réalités du pays qu'ils visitent. C'est pour cela que le *Türkischer Reisebericht* que le fondateur du *Lëtzebuurger Land*, Carlo Hemmer (1913-1988) publia en 1966 mérite que l'on s'y attarde. Certes ce récit de voyage perpétue de nombreux clichés courants sur la Turquie et l'Islam, mais il propose aussi les prémices d'une réflexion qui permet de les remettre en question.

Dès les premières pages de ses notes de voyage, l'auteur se rend bien vite compte que le monde musulman est loin d'être uniforme. Indirectement, il suggère que l'on ne peut comprendre la Turquie en l'interprétant dans le cadre de ce qui est, somme toute, une fiction de l'esprit. Lors de son premier contact avec des villageois turcs, non loin de la frontière bulgare, il reconnaît que c'est en vain qu'il essaie d'entendre la salutation islamique *salam alaïkum* : « Ihre Grüße äußerten sie in knappen Gebärden und unverständlichen Worten, aus denen wir vergeblich ein 'Salem aleikum' herauszuhören versuchten. » Quelques lignes plus loin, alors qu'il évoque les fous-furieux noirs que portent les villageoises en Thrace orientale, il note qu'il s'agit des mêmes vêtements portés par les femmes partout en Méditerranée : en Corse, en Sardaigne, en Calabre, dans certaines régions de Grèce, d'Espagne et de ce qui s'appelaient encore la Yougoslavie. Ainsi Hemmer désorientalise la Turquie en quelques phrases et nous invite à la voir autrement.

Mais ces moments de lucidité ne sont que de courte durée et bien vite l'auteur succombe à la tentation des clichés orientalistes lors de son beau voyage qui le mène à Edirne, Istanbul, Bursa, Bergama, Efès, Pamukkale, Antalya, Manavgat, Konya et puis en Cappadoce, selon un itinéraire aujourd'hui bien connu des amateurs de voyages organisés. Toutefois, ce grand voyageur devant l'éternel que fut Carlo Hemmer visita la Turquie à une époque où le tourisme de masse n'en était qu'à ses débuts. Le nombre de touristes étrangers qui visiterent

la Turquie en 1963 tournait autour de 200 000 personnes, alors que l'année dernière ils furent près de 43 millions.

À plusieurs reprises, l'auteur est tenté par des comparaisons avec le Maroc, une terre qui pourtant ne fut jamais ottomane. Toutefois, il est sans doute conscient qu'intellectuellement il fait fausse route. Déjà à Edirne, il reconnaît que l'Islam est pluriel : « [Es] gibt verschiedene Grade mohammedanischer Orthodoxie, und die Türkei gehört offensichtlich nicht zu der strengen Observanz. » Ainsi donc tout au long de son voyage, il semble divisé entre ses attentes par rapport à ses préconceptions sur la Turquie et le « monde musulman » et ce qu'il peut observer sur le terrain et qui souvent ne correspond pas aux idées reçues. Certes, lui aussi contribue à leur perpétuation. Par exemple, il évoque le stéréotype du « sultan cruel » qui aurait fait exécuter 30 000 janissaires sur la place de l'Hippodrome à Sultanahmet à Istanbul en 1826. Il est indéniable que le démantèlement de l'armée des janissaires par Mahmoud II fut d'une grande violence, mais une telle exécution de masse n'eût jamais lieu. Le sultan fit toutefois bombarder leur caserne.

Or l'Hippodrome aurait pu permettre à notre auteur d'évoquer d'autres événements qui auraient mis à mal certaines de ces préconceptions. Lui qui souligne à de nombreuses reprises l'absence des femmes de la vie publique aurait certainement été intrigué par le fait que c'est sur cette même place que la romancière Halide Edip (1884-1964) lança son fameux appel à la résistance nationale après l'occupation de ce qui allait devenir la Turquie moderne à la fin de la Première Guerre mondiale. Cette même Halide Edip s'était aussi opposée aux politiques génocidaires du pouvoir ottoman et elle dénonçait plus tard l'autoritarisme de Mustafa Kemal Atatürk, dont elle soutenait néanmoins le projet politique modernisateur. Le courage de la romancière aurait quand même été un sujet plus édifiant qu'une énième énonciation de lieux communs sur de sanguinaires sultans.

Comme Halide Edip, Hemmer semble d'ailleurs lui aussi avoir une attitude plutôt ambivalente par rapport au fondateur de la république turque. Il évoque le « désir compulsif d'occidentalité » d'Atatürk qui aurait trouvé son expression dans l'adoption du dimanche comme jour férié à la place du vendredi : « In seinem krampfhaften Drang nach Westlichkeit hat Atatürk der türkischen Bevölkerung als Wochenruhetag den christlichen Sonntag vorgeschrieben, statt des Freitags, der der wöchentliche Feiertag des Islams ist. » Cela n'est pas faux, mais ce n'est pas toute l'histoire non plus. En 1935, le parlement turc adopta la loi qui fit du dimanche le jour de repos hebdomadaire dans le but de faciliter les échanges économiques et de renforcer les liens socio-culturels avec l'Europe. Toutefois, le vendredi n'avait jamais été un jour de repos légal dans l'Empire ottoman. Au contraire du dieu biblique, le dieu du Coran ne s'est jamais reposé le septième jour. L'absence d'un récit structuré sur la genèse du monde dans le livre sacré de l'Islam a d'ailleurs facilité au Moyen-Âge l'exploration par des savants musulmans de modèles évolutionnaires pour expliquer l'émergence de l'homo sapiens. Par contre, le jour de repos hebdomadaire fixé par la religion a longtemps été un concept inconnu en terre d'Islam. L'adoption de cette idée est en fait un produit de la colonisation et de l'occidentalisation.

Ne soyons pas injuste envers Hemmer. Il est bien naturel que le voyageur essaye d'interpréter le monde qu'il découvre avec les chabloniers qu'il connaît. Ce n'est qu'en 1924 que le parlement de la toute jeune République de Turquie adopta le vendredi comme jour de repos légal. Auparavant, en 1842, une directive permettait aux fonctionnaires et autres employés de l'État de confession musulmane de prendre un jour de repos hebdomadaire le vendredi. Les juifs, par contre, pouvaient le prendre le samedi, jour du Shabbat, et les chrétiens le dimanche. En 1924, cette flexibilité fut jugée comme allant à l'encontre des principes unitaires de la république et de l'intérêt économique.

Le *Türkischer Reisebericht* que le fondateur du *Lëtzebuurger Land*, Carlo Hemmer (1913-1988), publia en 1966 mérite que l'on s'y attarde

En général, Hemmer semble fasciné par ce qu'il voit, en particulier par l'architecture seldjoukide et ottomane. Curieusement, l'émerveillement du voyageur fait parfois place aux préjugés de classe qui semblent le ramener à la maison. Ainsi suggère-t-il, entre les lignes, que les prolétaires qu'il connaît sont loin de faire preuve « d'une irréprochable retenue », alors qu'à Istanbul ils savent rester à leur place. « Dem Mann aus dem Volke haftet in der Türkei, insbesondere in Istanbul, immer etwas Proletarisches an, selbst wenn sein Benehmen von untadeliger Zurückhaltung ist », écrit celui qui fut de 1944 à 1958 secrétaire général de la Fédération des industries luxembourgeoises (Fedil) et qui était directeur de la Chambre de commerce alors qu'il écrivait ces mots. Sans doute rêvait-il d'ouvriers et de travailleurs plus dociles au Luxembourg.

Malgré ses rechutes occasionnelles, Hemmer continue à fournir à ses lecteurs des clés permettant de contester les chabloniers d'interprétation qu'il utilise occasionnellement et donc de « déséroticiser » le pays qu'il visite. En fait, certaines de ses remarques permettent de remettre en question non seulement l'image de la Turquie que se font ses lecteurs, mais aussi, peut-être, leur conception de l'Europe. Ainsi à Éphèse, l'auteur apprend de la bouche d'un prêtre lazariste français, que c'est la mystique allemande Anna Katharina Emmerick (1774-1824), béatifiée par Jean-Paul II en 2004, qui aurait révélé l'emplacement de la maison de la Vierge Marie. Les visions de la mystique furent notées et publiées par le poète romantique Clemens Brentano (1778-1842). Toutefois la véracité de ces textes est plus que douteuse et Hemmer reste sceptique face aux explications du prêtre. En effet, quelques pages auparavant, l'auteur avait noté que l'importance de la dévotion mariale à Éphèse pouvait s'expliquer du fait de la volonté des autorités ecclésiastiques au cinquième siècle d'étouffer le culte d'Artémis, la déesse, elle aussi vierge, de la chasse et de la chasteté. Néanmoins il reconnaît, se référant à nul autre que Shakespeare, que tout ne peut pas être expliqué rationnellement : « Es gibt offenbar, wie Shakespeare sagt 'mehr Ding' im Himmel und auf Erden, als 'unsere Schulweisheit sich träumen lässt.' » L'auteur n'a pas tort. Les détails topographiques des visions d'Emmerick sont étonnants. Toutefois ces détails sont sans doute plus indicatifs de la teneur des livres de la bibliothèque personnelle de Brentano, que de l'authenticité des visions de la mystique.

Plus tard, en Cappadoce, c'est le peintre Jérôme Bosch et son triptyque des *Tentations de St Antoine* que Carlo Hemmer évoque face aux troublants paysages de la région. Certains pourraient reprocher au voyageur de n'interpréter ce qu'il voit qu'à travers le prisme de la culture européenne. Mais l'on pourrait retourner l'argument et affirmer que ses références montrent que toute réflexion sur la culture européenne est enrichie par un engagement avec la Turquie. Et c'est bien cela le message central du récit de Hemmer. Son texte est certes une invitation au voyage en Turquie, mais il est surtout une invitation à voyager au-delà des images de la Turquie et de l'Europe que nous nous faisons. Ce petit livre mériterait bien une réédition.

Carlo Hemmer : *Türkischer Reisebericht*, éditions d'Lëtzebuurger Land, 1966 ; illustration de couverture par Pe'l Schlechter ; disponible en bibliothèque : [a-z.lu](#)

Stephanie Mager



Krisengewinner haben ein schlechtes Image. Wer unter dem Verdacht steht, sich in der Krise zu bereichern, erntet moralische Ablehnung. Dieses eherne Gesetz zeigt sich auch aktuell. Die großen Streamingplattformen ernten Kritik. Die Welt veröde, Netflix verwandle die Welt in einen neuen Biedermeier, der Geist vertrockne, der Untergang der Hochkultur. Wirklich? Abgesehen davon, dass Netflixserien wie *Better Call Saul* oder die HBO-Serie *Succession* filmische Meisterwerke sind, galt dieser Vorwurf bereits ein halbes Jahrhundert dem Fernseher und noch ein halbes Jahrhundert dem Kino. Von der „Monotonisierung der Welt“ warnte ein gewisser Stefan Zweig Anfang der Zwanziger Jahre, die sich über Amerika nach Europa verbreite. Es handelt sich bei diesem Kulturpessimismus also um einen alten Schuh – die Streamingkultur wird nicht das Ende der Kultur sein. ps

tablo

Photographie

In the streets of Luxembourg

Die Rotondes meinen es ernst: Nachdem bereits die Veranstaltung *Moolt ons een...* vor wenigen Wochen virtuell stattfand, hat die urbane Kulturinstitution nun gemeinsam mit der Mannschaft der *Street Photography Festival* online stattfinden zu lassen. Vom 7. bis zum 10. Mai finden virtuelle Workshops mit den Fotografen Pierre Gély-Fort, Vlad Eftenie, Joe Aguirre und Gil Rigoulet (Foto oben) statt. Zudem haben angehende, aber auch arrivierte Fotografen die Möglichkeit, ihr Portfolio von Experte wie Paulo Lobo (Foto unten) analysieren zu lassen. Und über die Dauer des Festivals kann jeder seine Schnappschüsse auf der *Open Wall* posten – und am Ende eine Auszeichnung gewinnen. (Weitere Infos: rotondes.lu) ps



Film



Mäandern in der Filmwelt

Govinda Van Maele hat nach *Wou deet et Wéi* mit *LeoLisa* eine zweite Episode für die Serie *Routwäissgro* auf RTL realisiert. Und der talentierte und vielgelobte Regisseur hat nun zum ersten Mal einen Film gemacht, der den Erwartungen nicht gerecht wird. Die Reportage mit unkommentierten und ungefilterten Bildern gehört eigentlich zu den Stärken des Regisseurs, wie er zuletzt mit *Halligalli* beim Luxfilmfestival zeigte. Aber mit *LeoLisa* (Foto: RTL) kann er dieses naturalistische Feingefühl nicht ausspielen. Van Maele porträtiert den 60-jährigen Schauspieler und Filmemacher Leo Folschette und dessen Tochter Lisa, die ebenfalls den Weg in die Filmindustrie sucht. Dem Film gelingt es jedoch nicht, den zwischengenerationellen Dialog einzufangen sowie die unterschiedlichen Voraussetzungen von Vater und Tochter sichtbar zu machen. Es wirkt so, also habe sich der Regisseur, obwohl er Leo Folschette offensichtlich als die interessantere Figur empfindet, nicht dazu durchringen können, lediglich den Fokus auf ihn zu legen. So schwenkt der Film zwischen beiden Perspektiven und mäandert in der Filmwelt ohne erkennliche Pointe. (rtl.lu) ps

Politique

Geschmäckle

Joanne Goebbels wird Monique Kieffer als Direktorin der Nationalbibliothek ablösen. Über diese Regierungsentscheidung entfachte sich eine laute Debatte mit Vorwürfen von Nepotismus und Amigo-Politik. Grundsätzlich kann dabei eine politische Nähe oder Freundschaft kein Kriterium sein, um eine Nominierung auszuschließen. Allerdings ist fraglich, was außer diesen beiden Kriterien für die Nominierung von Joanne Goebbels sprach. Denn die LSAP-Politikerin und langjährige Vertraute und Studienkollegin der grünen Kulturministerin Sam Tanson ist Literaturwissenschaftlerin sowie Französischlehrerin und Vizedirektorin des Athenäums. Sie entsprach nicht dem gewünschten Profil der beiden Ausschreibungen, wonach ein Bibliothekar mit Management-Erfahrung gesucht wurde. Genau das kritisierte auch der Verein ALBAD. „In den Köpfen der Luxemburger Politiker sind Bibliothekare wie zu Goethes Zeiten noch immer Literaten, obwohl heute nichts ferner der Realität liegt. Jedes Informatik- oder Managementstudium liegt näher am Bibliothekswesen als ein Literaturstudium.“ Laut Angaben des Kulturministeriums waren für beide Ausschreibungen insgesamt 38 Kandidaturen eingegangen. Ministerin Tanson habe erst ganz am Schluss drei Juryvorschläge begutachtet und sich für ihre Bonneweger Nachbarin Goebbels (Foto: SB) entschieden. ALBAD-Präsidentin Estelle Beck hält das für befremdlich, da sie gleich mehrere Kandidaturen kenne von Bibliothekaren mit den nötigen Qualifikationen und Erfahrungen. Es bleibt demnach ein Geschmäckle bei dieser Entscheidung, die zum wiederholten Mal zeigt, dass Gambia-Politiker oftmals genauso provinziell bei Personalentscheidungen vorgehen wie der vielkritisierte CSV-Staat. ps



Musique



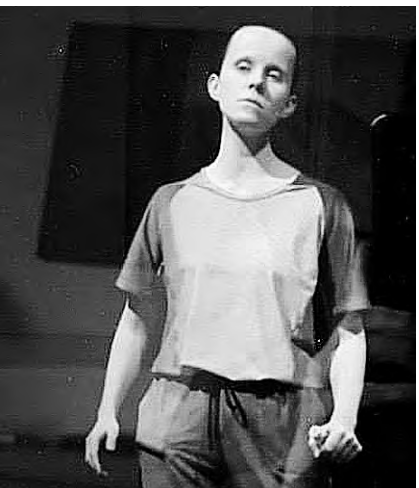
Barden aus dem Norden

Das Stayfou Kollektiv ist in der vergangenen Zeit äußerst produktiv. Die Rapper und Produzenten haben in diesem Jahr bereits eine Vielzahl an Songs publiziert. Nun haben die Musiker um Skinny J, Tommek, Luka Tonnar, Ragga, Turnup Tun, Mateus Wojda und Gana die Quarantänezeit genutzt, um ein gemeinsames Album zu veröffentlichen: *Stayfou Effekt Vol. 1* (Cover: Manu Scuto). Das Rapp-Kollektiv, dessen Mitglieder vorwiegend aus dem Norden Luxemburgs stammen und von denen einige genrefremd mit der Punkband *All the way down* unterwegs sind, zeigen dabei zum wiederholten Mal, wie kreativ ihr gemeinsames Schaffen ist. (youtube.com/stayfou) ps

Danse

Spring Forward

Eigentlich sollten die Luxemburgerin Anne-Mareike Hess und die Wahlluxemburgerin Léa Tirabasso vergangenes Wochenende bei den *Spring Forward 2020* in der Kulturhauptstadt Rijeka und Opatija in Kroatien auftreten. Stattdessen waren sie per Video dabei (Foto: IK). Das Tanz-Event, organisiert von der europäischen Performanceplattform für den tänzerischen Nachwuchs *Aerowaves*, wurde als eine dreitägige virtuelle Show übertragen, das von ursprünglich 1 200 angemeldeten Zuschauenden 600 vor dem Bildschirm verfolgten. Journalistinnen hatten im Anschluss per Videokonferenz Gelegenheit, Fragen zu stellen. Hess setzt sich in ihrem Solo *Warrior* mit Krieg und Männlichkeit auseinander und arbeitet derzeit im Rahmen einer künstlerischen Residenz an der Abtei Neimënster an einem Folgestück, *Dreamer*, das ebenfalls Teil einer für 2022 geplanten Trilogie ist. Léa Tirabasso trifft mit ihrem Gruppenstück *The Ephemeral life of an octopus* den Nerv der Zeit: Es geht um die menschliche Existenz im angesichts von Krankheit. ik



Theater

And all the men and women merely players?



Der neue *Homo Ludens* heißt Mäcbess (Luc Schiltz) – seine Arena sind Computerspiele

Jeff Thoss

Was macht die Krise mit den Menschen? Kaum hatte der Corona-*Lockdown* begonnen, standen die Meisterdenker unserer Tage schon mit ihren Deutungen parat. Giorgio Agamben hatte seine Theorien über Ausnahmezustand und nacktes Leben noch im Februar auf die aktuelle Situation gemünzt, Slavoj Žižek bereits Ende März eine Monografie zum Thema veröffentlicht. Aber des Pudels Kern traf erst die Volksbühne mit ihrer neuesten Inszenierung. Mithilfe einer Neuinterpretation Shakespeares – bekanntermaßen die Autorität in Sachen *conditio humana* – gelangt das Ensemble zur ebenso simplen wie zwingenden Einsicht: Wir leben jetzt wie *Gamer*. Ehemals dafür belächelt, bei heruntergelassenen Jalousien vor dem Bildschirm zu sitzen und soziale Kontakte nur übers Internet zu pflegen, ist der stereotype Existenzmodus des *Gamers* längst zur Realität aller geworden. Und „alle“ heißt natürlich: die privilegierte westliche Mittelschicht, die sich zurückziehen und dem Eskapismus frönen kann.

Der neue *Homo ludens* heißt *Macbeth*, oder *Mäcbess*, denn das gleichnamige Stück zählt zu den wenigen Shakespeares, die in einer luxemburgischen Übersetzung vorliegen. Mäcbess (Luc Schiltz) trägt ein Super Mario-Outfit und ist mit einem *Controller* bewaffnet. Mit seinen Kumpels Macduff (Philippe Thelen) und Duncan (Konstantin Rommelfangen) trifft er sich zum Spielen. Gezockt wird ein *Zelda*-Verschnitt mit 16bit-Grafik, niedlichen Avataren und sonstigem Klimbim, der Millennials in Nostalgie schwelgen lässt. Videospiel-Referenzen werden hier in einem Tem-

Mithilfe einer Neuinterpretation Shakespeares gelangt das Ensemble zur ebenso simplen wie zwingenden Einsicht: Wir leben jetzt wie *Gamer*

po abgefeuert, dass man sich fast in Edgar Wrights Film *Scott Pilgrim vs. the World* wähnt. Lady Mäcbesser (Elsa Rauchs) verfolgt das Treiben derweil aus dem Flur und sorgt sich um das Wohl ihres Mannes. Die Tür zur „Mancave“ Mäcbess' bleibt für die leicht genervte Ehefrau stets verschlossen, natürlich auch, weil man nicht am gleichen Ort spielen kann.

Die Handlung nimmt jedenfalls, in Videospiel-Begriffe übersetzt, ihren gewohnten Verlauf. Ein schneller Sieg bringt Mäcbess eine neue Trophäe ein und die drei Hexen prophezeien ihm, dass er neben den Titeln von *Glamis* und *Cawdor* auch noch das *Achievement* des Königs freischalten wird. In der Hexenszene werden leider auch die technischen Probleme, unter denen der Abend leidet, besonders deut-

lich. Bild und Ton sind eigentlich nie synchron und Luc Schiltz fällt zwischenzeitlich ganz aus. So sind Macduff, Duncan und die Hexe (Elsa Rauchs aus dem Off) gezwungen, einige Minuten zu improvisieren und sich darüber zu beschweren, dass es keinen Spaß macht, mit Mäcbess zu spielen, der offenbar nicht mal eine Glasfaserverbindung zu Hause besitzt. Die Situation wird gerade noch einmal gerettet, niemand muss in die *Stuff* schalten.

Nach dem Prinzip „Mir feelen d'Wieder, lo schwätzt meng Manette“ zerlegen sich die Jungs anschließend der Reihe nach auf der doppelt virtuellen Bühne. Beim Titel *Birnam Wood II: The Battle of Dunsinane*, den der Amazon-Bote noch schnell vorbeibringt, heißt es dann auch für Macbess „Game Over“. Wenn inmitten all dieses Herumalberns ein tragisches Element übrigbleibt, findet man es einzig in der Figur von Lady Macbesser. Mit Mundschutz und Desinfektionsmittel versucht Elsa Rauchs verzweifelt, die Blutspuren vom Königsmord zu entfernen. Sie spricht auch die großen Monologe, selbst die Zeilen in Akt V, Szene 5, die eigentlich Macbeth gehören, und hustet sich am Ende zu Tode.

All dies geschieht nicht ohne Augenzwinkern, aber trotz Trash-Ästhetik kann man hier ein kleines sozialkritisches Moment ausmachen, ein Verweis auf die verdrängte Realität, vor der Netflix, Playstation & Co. gerade Schutz versprechen. Es können eben doch nicht alle biedermeierliche Häuslichkeit kultivieren. Weil sie die Möglichkeiten des Livestreams nicht nur nutzt, sondern auch spielerisch reflektiert, selbst dort, wo die Technik versagt, ist auch diese Produktion Nr. 3 aus der Reihe *D'Stéck vun der Woch* (nach der enttäuschenden Oscar Wilde-Inszenierung) wieder sehenswert. Die Shakespeare-Wochen der Volksbühne sind übrigens noch nicht vorbei. Am 5. Mai folgt *Romeo & Juliet*. Man muss mit dem Schlimmsten, also dem Besten rechnen.

Mäcbess. Von William Shakespeare. In der Übersetzung von Jean-Michel Treinen. Regieteam: Tom Dockal, Max Jacoby, Jacques Schiltz, Anne Simon. Virtuelles Live-Theater: Cay Hecker. Vorspann: Kan Werachareon. Mit Luc Schiltz, Elsa Rauchs, Philippe Thelen und Konstantin Rommelfangen. Idee und Entwicklung: Volksbühne. [volksbuehn.lu](#).



Sina Pech

moodlist #3

JOMO dancefloor

victory-hailey rill

1 bodega – how did this happen?!

ja... die frage stellen sich derzeit alle. no better moment for change. bodega stellen den hipster sound dazu.

2 soko – temporary mood swings

«stimmungsschwankungen sind mein cardio» (@zirkuspony) angepunkter pop der französischen stéphanie sokolinski.

3 corridor – domino

auch französisch, klingt aber sehr amerikanisch. keine ahnung, worum es im text geht, aber der song reißt so richtig.

4 perfume genius – on the floor

mehr neues vom meister des indiepop. tipp: wohnzimmer freiräumen, lautstärke to the max und abtanzen.

5 clea vincent – du sang sur les congas

«soyons juste un peu plus chaleureux» – nicht so leicht mit obligatorischer verschleierung, blöd auch, wenn man sein club-album zu corona-zeiten veröffentlichen muss.

6 empress of – love is a drug

«i know love is a drug but i just wanna be touched» – we feel you! achtung: tanzabstand von 2 metern einhalten.

7 jessie ware – spotlight

damenwahl/herrenwahl – tanzbares von der schmusigen stimme aus UK.

8 róisín murphy – murphy's law

die irische königin des alternative electropop hat's immer noch sowas von drauf.

9 yaeji – when i grow up

fresher trap-house mit koreanischer ohrfeige aus brooklyn.

10 mavi phoenix – boys toys

wiener posterboy-schatzi des coming of age pop. starker 90er einschlag. urgeil!

11 princess nokia – sugar honey iced tea

also wer spätestens jetzt nicht mindestens mit dem fuß wippt, ist leider tot. oder taub.

12 edsun – outtaspace loverboy

der lover aus dem weltall muss sich vor der internationalen konkurrenz nicht verstecken. nebenbei: gibt es tinder eigentlich noch?

13 kash doll – wake up

kash doll ist woke as fuck. wach auf und zieh dir was an!

14 aitch / aj tracey / tay keith – rain

dieses klaviersample, diese akzente... ganz heißer neo-grime aus uk. kudos an bobby bieles und seine radiosendung «ligne 2» auf 100,7. und ja: endlich regen!!

15 childish gambino – time

donald glover klingt frisch wie nie.

16 bon voyage organisation – nocturne 305

spannender nu-disco aus paris.

[spoti.fi/2VDFjOW](#)

die Ausmaße der Korruption, die politischen Spannungen, die Grenzen des öffentlich Sagbaren, die wirtschaftliche Not.

Wie sollte man diese Reisebeschreibungen nicht gerne lesen? Wer sich schwach zeigt, sei im Unrecht, erklärt gerade noch der Fahrer. Bei Problemen im Straßenverkehr gelte es, aus dem Wagen zu springen, mit einem Knüppel zu fuchteln und zu schreien. Es hat nichts Naives, wenn Helminger notiert, was er seiner Schwester sagt, als sie fragt, ob alles in Ordnung sei: „Klar,“ antworte ich, „es ist großartig hier.“

Guy Helminger: Die Lehmbauten des Lichts. Aufzeichnungen und Fotos aus dem Jemen. 223 Seiten, 20 Euro, *Capybarabooks*, Luxemburg 2019.

Luxemburgensia

Als es noch hell war

Elise Schmit

Um den Jahreswechsel 2008-2009 war Guy Helminger im Rahmen einer vom Deutschen Haus in Sanaa ausgerichteten Autorenresidenz für einen Monat im Jemen. Während seines Aufenthalts schrieb er ein Blog, das Ende vergangenen Jahres, also rund zehn Jahre nach der Reise, bei *Capybarabooks* erschienen ist. Dass Blogs in Buchform veröffentlicht werden, ist vielleicht nicht ungewöhnlich, dass das so spät nach ihrer ersten Veröffentlichung geschieht, hingegen schon. Die Ausmaße, die der seit fünf Jahren andauernde Bürgerkrieg im Jemen angenommen hat, lassen ein Festhalten an diesen Texten dringlicher erscheinen: Es geht hier nicht lediglich um die rein persönliche Erfahrung. Das Land, das Helminger in seinem Blog porträtiert hat, gibt es so nicht mehr.

Dabei hätte es auch das Blog offenbar beinahe nicht gegeben. Bei seiner Ankunft in Sanaa muss der „Luxemburger Autor aus Köln“, wie sich Helminger gerne nennt, erst einmal seine Herkunft erklären. „Luxemburg? Was soll das sein?“ Die Beamten am Flughafen sind ratlos. Fast sieht sich der Schriftsteller schon im nächsten Flugzeug zurück nach Europa fliegen. Dass es dann doch klappt: ein Glück, für den Autor sowohl als für den Leser. *Die Lehmbauten des Lichts* hält ein schönes Gleichgewicht zwischen der Begeisterung Helmingers für sein Gastland und seiner Empfänglichkeit für Kritikwürdiges, zwischen Offenheit und Distanz. „In mir wabert ein prall gefüllter Glücksballon“, schreibt er nach seinem ersten Erkundungsgang, der ihn beeindruckt von der Schönheit der Stadt und mit einer „Gier nach Eindrücken“ zurücklässt. Die Freude an der neuen Umgebung erhält sich der Autor bis zum Ende seiner Reise, und er weiß sie auf den Leser zu übertragen.

Viel von dem, was man in diesem Buch über den Jemen von vor zehn Jahren erfahren kann, wird weniger über die Beschreibungen und die Fotos transportiert, als vielmehr über die Wiedergabe von Gesprächen. Die Begegnungen reichen von den unbeholtenen Versuchen Helmingers, eine Handkarte oder Klopapier zu erstehen, über Gespräche mit Fremdenführern und Taxifahrern, bis zu heftigen Auseinandersetzungen mit der jemenitischen Geheimpolizei. Dass solche Gespräche sich überhaupt ereignen, dazu trägt sicher auch Helmingers bemerkenswerte Bereitschaft bei, sich auf alles und jeden einzulassen: Er geht jeder unerwarteten Geräuschkulisse nach, spricht mit allen, die seinen Weg zufällig oder planmäßig kreuzen, nimmt jede Einladung an.

Auf diese Weise kommt es zwar vor, dass sich ein Gesprächsangebot als Floskel, als Verkaufsstrategie oder Bekehrungsversuch zum Islam herausstellt, aber Helminger erhält auch Einblicke, die einem schüchterneren Reisenden verwehrt geblieben wären. Seine Fähig-



Straßenszene in Sanaa, 2009

keit, Begegnungen einerseits unvoreingenommen anzugehen und sich dabei andererseits nicht völlig zurückzunehmen, macht die Einzigartigkeit dieser Reisebeschreibungen aus. Die Unverdrossenheit, mit der Helminger jede neue Situation angeht, mit der er zuweilen auch fehlgeschlagene Unternehmungen hinnimmt, macht ihm sicher nicht viele nach. Das Erfolgsrezept scheint zu sein, sich gerade manchmal aus der Ruhe bringen zu lassen.

Vielleicht musste man in jenem Januar 2009 Guy Helminger sein, um erleben zu können, was Guy Helminger 2009 erlebt hat: mit einem zwielichtig wirkenden Taxifahrer Witze über Entführungen reißen, einen pöbelnden Marktbesucher anschreien, man verspeise „Typen wie ihn zum Frühstück“, den Agenten der Geheimpolizei nach einer abenteuerlichen Verfolgungsjagd wütend ihre Misstrauen erweckende Gewandung vorhalten. Helminger beschreibt mehr als eine Begegnung, die auch weniger glimpflich hätte ausgehen können, vor allem für jemanden mit weniger robustem Naturell. Doch auch eine offene Haltung und ein gesundes Selbstbewusstsein können gewisse Grenzen nicht überwinden. Da er sich mit Frauen kaum unterhalten darf, bleiben trotz einiger vorsichtiger Ausnahmen wesentliche Teile der jemenitischen Gesellschaft von vornherein verschlossen. Helminger reflektiert diese Grenzen, gibt zum Teil auch Erklärungen zu den politischen und historischen Hintergründen. Als aufmerksamem Reisenden, und auch das ist beeindruckend, gelingt es ihm, einige Bruchstellen des späteren Konflikts nachzuzeichnen:

Photographie

Voir quand même ...

Marianne Brausch

C'est comme de passer de la lecture des quotidiens sur papier au fil de l'actualité en ligne : Il n'y a quasi plus de report dans le temps possible – rattraper la lecture des journaux, paresseusement, le dimanche, est devenu un plaisir rare, réservé aux réfractaires du numérique et – l'auteur de ces lignes se permet, en ces temps moroses un clin d'œil aux inconditionnels du *Lëtzebuurger Land* papier – que le facteur dépose rituellement le vendredi dans leur boîte aux lettres...

En cette période étrange de « monde flottant », dans les creux d'un emploi du temps bouleversé, on peut se soigner de l'addiction au fil de l'actualité angoissante par la beauté : l'hédonisme est un excellent médicament ! On en donne ici la preuve, toutes les institutions culturelles étant fermées depuis le confinement, avec l'exposition temporaire actuelle du Musée national d'histoire et d'art (MNHA).

L'institution donne la possibilité de visiter virtuellement *Brushed by light* de la photographe néerlandaise Carla van de Puttelaar. Évidemment, comme le passage de la lecture papier à la lecture numérique, l'approche virtuelle du grenat des velours, du jaune des brocards, des cartes du Tendre que dessinent les grains de beauté de la peau, la douceur du toucher par la rétine qui s'approche au plus près des fourrures pour de vrai, est perdu, comme le rendu du support des tirages photographiques. On ajoutera que *Brushed by light* se visite mieux sur

Le MNHA fait un remarquable travail d'archivage numérisé. C'est aussi le cas pour l'exposition temporaire actuelle à voir en ligne : *Brushed by light*

sa tablette ou son ordinateur que sur *smart phone*, dont la taille du petit écran est déconseillée.

On suit, de salle en salle, la mise en espace de l'exposition, avec un arrêt à volonté sur les photographies qu'aura envie de regarder longuement ou on balayera une série, goûtant l'essence du travail de l'artiste, qui a voulu se faire côtoyer tels portraits, matières, couleurs.

Brushed by light, c'est un titre on ne peut plus adéquat pour ces photographies-tableaux : Carla van de Puttelaar, née en 1967 à Zaandam aux Pays-Bas a étudié à la prestigieuse Rietveld Academie d'Amsterdam dans les années 1990. Son travail photo-

graphique est réalisé uniquement à la lumière du jour. Dans cette rétrospective monographique (où on verra des œuvres qui rendent hommage aux maîtres du Siècle d'Or néerlandais mais également des œuvres moins historicisantes, voire résolument féministes) le MNHA présente 78 œuvres et cinq vidéos, que l'on visite, grâce au maniement que permet un petit plan 3D au bas de l'écran pour s'orienter dans les salles de l'exposition.

Carla van de Puttelaar fait poser des très jeunes femmes pour la plupart à la chevelure rousse ou blonde, le corps drapé de tissus le plus souvent blancs, dont les plis et le tombé ont, on suppose, été raidis par un passage dans un bain d'amidon, ce qui accentue les contrastes d'ombre et de lumière par endroits comme entre le noir et le blanc. Les corps donc, sujet principal de ces portraits : d'aucuns ont un côté « odeur de sainteté ». Carla van de Puttelaar rend pour l'exposition du MNHA, un hommage au peintre flamand spécialisé dans la peinture d'église Van Loon, exposé il y a quelques mois de ça au Fëschmaart. D'autres dégagent assurément l'érotisme des héroïnes fatales, telle la Judith dans le récit biblique, ou encore rappellent des destins amoureux contrariés (un entrelacs de fleurs rappelle les chastes amours d'Héloïse et Abélard).

La pâleur de la peau typique des rousses accentue l'artefact du travail de Carla Van de Puttelaar, même si le contraste, parfois dans une pose



Portraits réalisées par Carla van de Puttelaar

à deux de corps plus ambrés, nous fait revenir à la contemporanéité du métissage. Car cette exposition, et le travail de l'artiste, n'est pas exclusivement rattachée à la lignée des maîtres du Siècle d'Or flamand. L'excellent éclairage que rend bien la visite virtuelle y est aussi pour beaucoup.

L'exposition *Brushed by light*, de Carla van de Puttelaar est à voir en ligne sur le site du MNHA (*mnha.lu*)

Bande dessinée

Seules... à deux !

Pablo Chimienti

Avril 1945. La Seconde Guerre mondiale touche à sa fin. Berlin, capitale du Troisième Reich, est un champ de ruines défendu par des enfants et des seniors, pendant que femmes, infirmes et vieillards se terrent dans les caves humides et obscures en attendant l'inévitable arrivée de l'armée rouge. Les surhommes, tant vantés par Hitler, sont devenus des « rats humains ».

C'est dans une de ces caves que tente de survivre, Ingrid, jeune femme bonde de 28 ans. Nazie ? Pas vraiment. Si elle reconnaît qu'elle adorait « les défilés, les retraits aux flambeaux, les grandes messes nazies », mais elle était trop jeune en 1933 pour voter et elle n'a jamais adhéré le parti. Rien d'incompatible. Pas plus que le fait de dépouser Werner, qu'elle trouvait tellement « beau dans son uniforme SS », tout en travaillant pour la Croix-Rouge.

Il n'y a que la faim, la soif et, de temps en temps, l'enterrement d'un voisin qui oblige Ingrid et les autres survivants de la cave à délaisser leur obscurité protectrice. Le 26 avril, les Russes, tant espérés, car synonymes de fin du conflit et de nouvelles rations alimentaires, et à la fois tant craints sont là. « On dit qu'ils ne connaissent aucune pitié, peut-on lire, qu'ils abattent les prisonniers et les vieillards. Qu'ils mangent les enfants. Quant aux femmes des peuples vaincus... nous savons toutes ce qui nous attend. » Les semaines qui suivront leur donneront malheureusement raison.

Il n'y a pourtant pas que des hommes dans cette Armée rouge qui prend possession de Berlin. Quelques femmes font partie des contingents. Parmi elles, Evgeniya, 19 ans, lieutenant à la 3^e

armée de Berlin, et surtout officier du NKVD, la police politique soviétique. Mais pour elles non plus, le drapeau rouge qui flotte sur le Reichstag, n'est synonyme de sécurité. Le camarade Kriguine – qui porte huit montres à son bras – ne tardera pas à le rappeler à la jeune ingénue : « Levinsky... tu devrais aller planquer tes fesses ailleurs (...) Je ne suis pas sûr qu'un soldat bourré distingue encore ton insigne du NKVD dans la pénombre ».

Voilà la vérité de toute guerre ! Des hommes devenus chair à canon et des femmes devenues chair à soldat. Une réalité qui demeure bien longtemps, pour elles, même une fois que les armes se sont tuées.

Le hasard fera rencontrer Ingrid et Evgeniya. Il les fera partager la même chambre et le même lit, dans l'appartement des Denscher. La présence Evgeniya, ou plutôt son insigne du NKVD, fera fuir les nom-

breux soldats qui y avaient pris leurs aises. Ceci ravira Ingrid, qui peut enfin « dormir » sans un homme qu'elle n'a pas choisi, à ses côtés, mais fera enrager la propriétaire des lieux, car les mâles, au moins, arrivaient les bras chargés de victuailles ! « Il faudra y mettre un peu du vôtre en attirant un ! » osera-t-elle balancer à sa cadette.

Nicolas Juncker, raconte à travers ces deux femmes et leurs pensées – qu'elles retranscrivent chacune dans un journal intime –, la réalité de cet immédiat après-guerre. « Si l'histoire que vous allez lire (la rencontre de leurs auteurs) est une fiction, (...) ces deux femmes qui m'ont servi de modèles, faites de chair et d'os, ont réellement vécu » prévient l'auteur dans la préface. On leur doit *Une femme à Berlin : Journal 20 avril-22 juin 1945* et *Carnets de l'interprète de guerre*. Des lectures qui inspireront l'auteur de Malet, *Immergés* et *La Vierge et la Putain*.

Dans cette BD de 200 pages, l'auteur parvient à toucher une liste interminable de sujets inhérents à cette bataille de Berlin : de la situation des juifs dans les camps, la haine entre les deux camps, les exactions, les vols, la propagande, la revanche des Russes sur la défaite de 41, le stalinisme, le traitement réservé par les Russes à leurs soldats devenus prisonniers... et, bien sûr, les viols. L'album est dense, intense, dur. Les propos des personnages souvent choquants pour le lecteur d'aujourd'hui. Mais tout ceci retranscrit à merveille ce moment clé de l'histoire européenne.

Et pour porter le récit, l'auteur propose une mise en page dynamique, changeante, qui délaïse parfois le dessin pour plonger le lecteur dans les écrits des journaux intimes des personnages. C'est fort. Aussi fort que ce dessin presque exclusivement en noir et blanc, avec juste quelques touches de couleur quand cela se révèle nécessaire. Un travail réalisé au crayon et à l'aquarelle, sans encrage, sur un fond renforcé au fusain et sur un papier volontairement granuleux qui donne de la matière au dessin.

Un album magnifique auquel le Centre belge de la bande dessinée devait rendre hommage en ce moment à travers une grande exposition temporaire dans ses locaux bruxellois. Exposition remise pour cause de coronavirus.

Nicolas Juncker : *Seules à Berlin*. Casterman, mars 2020 ; 200 pages, 25 euros ; ISBN : 978-2203-16852-7

Binge-watching

Raues Birmingham

Marc Trappendreher

Dieser Thomas Shelby (Cillian Murphy) ist ganz Überlegenheit und Eleganz, wenn er durch die Straßen des Small Heath-Viertels in Birmingham reitet. Das ist ein aus der Zeit gefallener *Westerner*, der um 1920 geradewegs den Übergang zum Gangsterhelden stiftet. Seine Verbrecherbande, die „Peaky Blinders“, werden zunehmend zu einer unausweichlichen Macht. Als ihnen eine Ladung Maschinengewehre der britischen Armee in die Hände fällt, spitzt sich die Lage zu, denn revolutionsbereite Kommunisten im Land haben ebenso Interesse an den Waffen wie die IRA. Kriegsminister Winston Churchill beauftragt den Polizeinspektor Chester Campbell (Sam Neill), die verlorene Ladung ausfindig zu machen. Und da ist noch die Undercover-Agentin Grace Burgess (Annabelle Wallis), auf die Thomas längst ein Auge geworfen hat...

Die „Peaky Blinders“, die um 1890 in Birmingham tatsächlich ihr Unwesen trieben, boten die Inspiration für den Titel der 2013 gestarteten *BBC*-Serie, die auch auf *Netflix* verfügbar ist: Er geht vermutlich auf den Namen der Schiebermützen („peaked caps“) zurück, die die Bandenmitglieder trugen. Als besonderes Vorbild für die Gangsterbande der Serie dienten jedoch die ebenfalls historisch gesicherten Brummagem Boys, die ab 1920 die Kontrolle von gewinnversprechenden Pferderennen übernahmen. Ja: Pferdewetten, Schutzgelderpressung und Raub machen die kriminellen Unternehmungen der Familie Shelby im Birmingham des Jahres 1919 aus. Aber dieser Tommy Shelby – Cillian Murphy spielt ihn mit einer Mischung aus erhabener Coolness und charismatischer Feinfühligkeit – will mehr, will das Geschäft expandieren und setzt damit eine folgenschwere Kette in Gang: Mord, sexuelle Gewalt und Gier brechen sich zunehmend Bahn, die Gruppe stabilisiert sich über diese Ausbrüche niederer menschlicher Triebe.



Gangsterboss Tommy Shelby (Cillian Murphy)

Dabei werden ebenso die Verbindungen der Unterwelt zu den geistlichen und politischen Autoritäten gefestigt – die Serie spart nicht an Klischees, versucht aber diese mit besonderer Hingebung zur formalen Gestaltung zu überdecken, ja geradezu zu übermalen. Dazu passen dann auch die beinahe schon gemäldehaften Bilder: schmutzige Fabrikgelände, schlammbedeckte Straßen, düstere Rauchschwaden, sprühender Funkenregen. *Peaky Blinders* erklärt dieses Elendsviertel Small Heath mehr zu einem beinahe mythischen Ort, als es ernsthaft durchdringen zu wollen. Die Serie verweigert jede Reflexion über den Zusammenhang zwischen dem organisierten Verbrechen und den Armutsvierteln oder der Arbeiterschicht, die etwas (zu) sehr ästhetisierend in Szene gesetzt wird.

Ähnliches gilt für die effektvolle Tonspur: Da gibt es die raue, gleichsam industriell-hypnotisierende Titelmelodie von Nick Cave und den Bad Seeds sowie Songs von Tom Waits. Mitunter wirkt das Ganze wie eine rockige Musik-Show.

Auch ist hier das Bild des Polizeiermittlers unerbittlich beschädigt: Dieser Chester Campbell ist kein romantischer Außenseiter mehr, kein melancholischer Idealist, sondern ein zynischer, erbarmungsloser Schurke, dessen Maßnahmen die Grenze der Legalität längst überschritten haben. Am Ende aber ist er – das ist die desillusionierte Haltung von *Peaky Blinders* – vielmehr noch ein weiteres kleines Rad in der kriminellen Maschinerie, die nicht an Gerechtigkeit orientiert ist. Und am Ende haben wirklich alle Familienmitglieder gewonnen, die korrupte Ordnung der Stadt ist gesichert.

Letztlich geht es aber gar nicht so sehr um das Verbrechen oder die Gewalt dieser raufenden Kleinkriminellen, sondern um die Auseinandersetzung mit einer kaputten Familie, die aber gegen alle Widerstände zusammenhält. Und da ist die Solidarität untereinander die wohl stärkste Waffe in dieser Unterweltorganisation, in der Profitmaximierung und Einfluss die einzigen Richtungsanzeiger sind.

Nicolas Juncker raconte l'arrivée de l'armée russe à Berlin en avril 1945

Psychologie

Le paradoxe de la caverne

Paul Rauchs

Maintenant que les tavernes sont closes, nous sommes tous retournés dans notre caverne, où nous nous retrouvons un peu comme ces prisonniers que Platon a décrits, il y a quelque deux millénaires et demi. Souvenez-vous : Des hommes sont enchaînés depuis l'enfance dans une caverne souterraine, sans pouvoir bouger la tête, obligés ainsi de regarder droit devant eux un mur où défilent leurs propres ombres, mais aussi celles d'autres hommes qui s'affairent dans leur dos. La seule lumière provient d'un feu allumé derrière les deux groupes, condamnant les prisonniers à prendre ces ombres pour la réalité. Imaginez maintenant, nous dit Platon, qu'un de ces captifs soit libéré de ses chaînes et entraîné dehors. Il sera inévitablement ébloui par le soleil qu'il n'a jamais vu, mais peu à peu il s'habituerait à la lumière et verrait la vérité des choses. Revenu dans sa caverne, il sera, de par sa nouvelle sagesse, jaloux et mal vu de ses congénères, ou bien, au contraire, élu pour être leur guide.

Nous expérimentons aujourd'hui, quasiment *in vivo*, la célèbre allégorie de Platon, ... mais à l'envers, envers et contre nous, serai-je tenté d'écrire. En effet, ce qui tient lieu de caverne à Platon, est (ou plutôt était) à nous le grand air, la vie sociale et économique avec ses ombres chimériques de course à la richesse et aux honneurs, de gaspillage des ressources de la planète, d'hypocrisies et de compromissions. Tant que nous vivions à l'extérieur, nous étions en dehors de nous-même ; confinés seuls dans nos cavernes, nous avons rendez-vous avec nous-même, comme sur le divan du psychanalyste, et la lueur de l'ampoule nous éclaire bien plus sur nos vérités que la lumière du soleil. L'intérieur de la caverne fonctionne comme un prisme inquiétant et étrange de notre propre intérieur, séparant notre clair-obscur en penchants et dégoûts, en désir de puissance et pulsion à obéir, en soif de savoir et faim d'ignorance. À ce prix, le vertige devant nos abîmes deviendra enchantement devant nos possibilités. Freud le disait dans *Die Verneinung* : « Es ist wie man sieht wieder eine Frage des Innen und des Aussen. » Et du coup l'extérieur de Platon, tout en devenant notre intérieur, n'est plus extérieur à nous. Ou vice-versa. Vous suivez toujours ? Sinon, allez donc relire Platon qui semble avoir prévu la situation actuelle : « La vue peut être troublée de deux manières et par deux causes opposées, par le passage de la lumière à l'obscurité ou par celui de l'obscurité à la lumière. » Soyons réalistes maintenant, et demandons l'impossible, comme on disait dans un lointain mois de mai : quelques-uns parmi nous, comme le philosophe de Platon, devront bien se résoudre à s'habituer à la nouvelle clarté, et surtout à en profiter.

Et quand le temps viendra où nous quitterons la caverne pour la taverne, nous verrons bien quel accueil le *Stammdösch* réservera à ces *happy few*, ces rares (forcément rares) sages qui auront eu le courage de retenir la leçon du confinement. Les mettront-ils à mort sur les réseaux sociaux ou les tréteaux moraux, ou les éliront-ils comme chefs pour appliquer dans la taverne les recettes apprises dans la caverne ?

Ainsi, pour avoir voulu combattre la brute des masses par la lutte des classes, le ministre du Travail vivra-t-il son élection ou son éjection ? Pourquoi ne pas nous laisser aller à rêver un petit peu, et à imaginer que les prisonniers auront le courage d'enlever leurs chaînes et de suivre les préceptes de ceux auxquels l'exil inté-



Nous vivons l'allégorie de Platon, mais à l'envers

rieur aura ouvert le cœur et l'esprit. Alors, la lutte des classes remettra de l'huile dans la machine grippée par la perte des repères identitaires et par la fuite dans des identités caricaturales qui excluent l'autre. Elle renforcera l'ADN de celui qui lutte pour devenir ce qu'il est, et qui ne s'érige plus à vouloir devenir ce que l'autre était.

Et cette lutte des classes bien comprise fera enfin advenir le temps de l'*Uebermensch* cher à Nietzsche, non pas le *Herrenmensch* de la race aryenne, mais le surhomme qui se surpasse et se dépasse pour retourner les valeurs et chasser les voleurs. L'homme au sens de « Mensch » et non de « Mann » et encore moins de « man », cet « on » informe et inhumain,

pourfendu par Heidegger, le philosophe nazi pour une fois pas trop mal inspiré. Le *man* inauthentique mutera ainsi en *Uebermensch* authentique qui paiera décemment les infirmières et les caissières, tout en taxant aussi décemment l'argent qui dort, qui spéculé et qui s'hérite sans mérite. Il rétablira les classes sociales dans le débat politique et les abolira dans les

Et quand le temps viendra où nous quitterons la caverne pour la taverne, nous verrons bien quel accueil le *Stammdösch* réservera à ces *happy few*, ces rares (forcément rares) sages qui auront eu le courage de retenir la leçon du confinement

classes scolaires. Il imposera (enfin !) un gel du prix de l'immobilier afin que tout un chacun puisse se confiner dans sa propre caverne lors de la prochaine pandémie. Et, *last but not least*, il prendra soin du patient planète comme il a pris soin des patients atteints du virus. In fine, il se sera rendu compte que la solidarité nationale aura rendu ses lettres de noblesse à l'État Providence.

Mais il n'oubliera pas non plus que le Covid-19 aura certes fauché beaucoup de monde, mais que ses conséquences sociales, psychologiques et économiques en auront encore tué beaucoup plus. Dans l'hémisphère Sud, famines et maladies tropicales ont explosé à la suite du *lock-down* planétaire. Nos politiques et scientifiques avaient peur de devoir faire, faute de moyens, des tris cornéliens, digne de la médecine de catastrophe, entre ceux et celles qu'on pouvait soigner et les autres qu'on devait laisser mourir. En aval de l'épidémie, nos décideurs et notre civisme ont réussi à aplanir la fameuse courbe des infections. Mais on passa pudiquement sous silence qu'en amont de la pandémie, le choix, non pas cornélien mais simplement immoral, a été fait de sacrifier la partie misérable de l'humanité. Le premier choix a seulement rendu possible le second. Le nouvel surhomme admirera donc le génie du monde occidental pour avoir construit une nouvelle Arche de Noé et sauvé ainsi l'espèce occidentale. Mais il se dira aussi que le *Uebermensch* aura besoin d'un *Ueberstaat*, non pas d'un État totalitaire du genre *Big Brother* mais d'un *sur-État* qui fera appel à la solidarité mondiale, voire mondialisée pour engendrer non pas un État Providence, mais un Monde Providence, où les pauvres du Sud ne mourront plus pour sauver les riches du Nord.

Ah oui, j'oubliais : l'allégorie de la taverne est décrite dans le chapitre sept de *La République* qui est une description d'un État idéal, donc utopique, donc irréalisable. Quant au surhomme, prophétisé par Zarathustra, il n'est pas censé pointer le bout de son nez avant plusieurs siècles...

d'Lëtzebuurger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Rédactrice en chef** Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Pol Schock (48 57 57-35; pschock@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu) **Gérant et mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu) **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Lëtzebuurger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

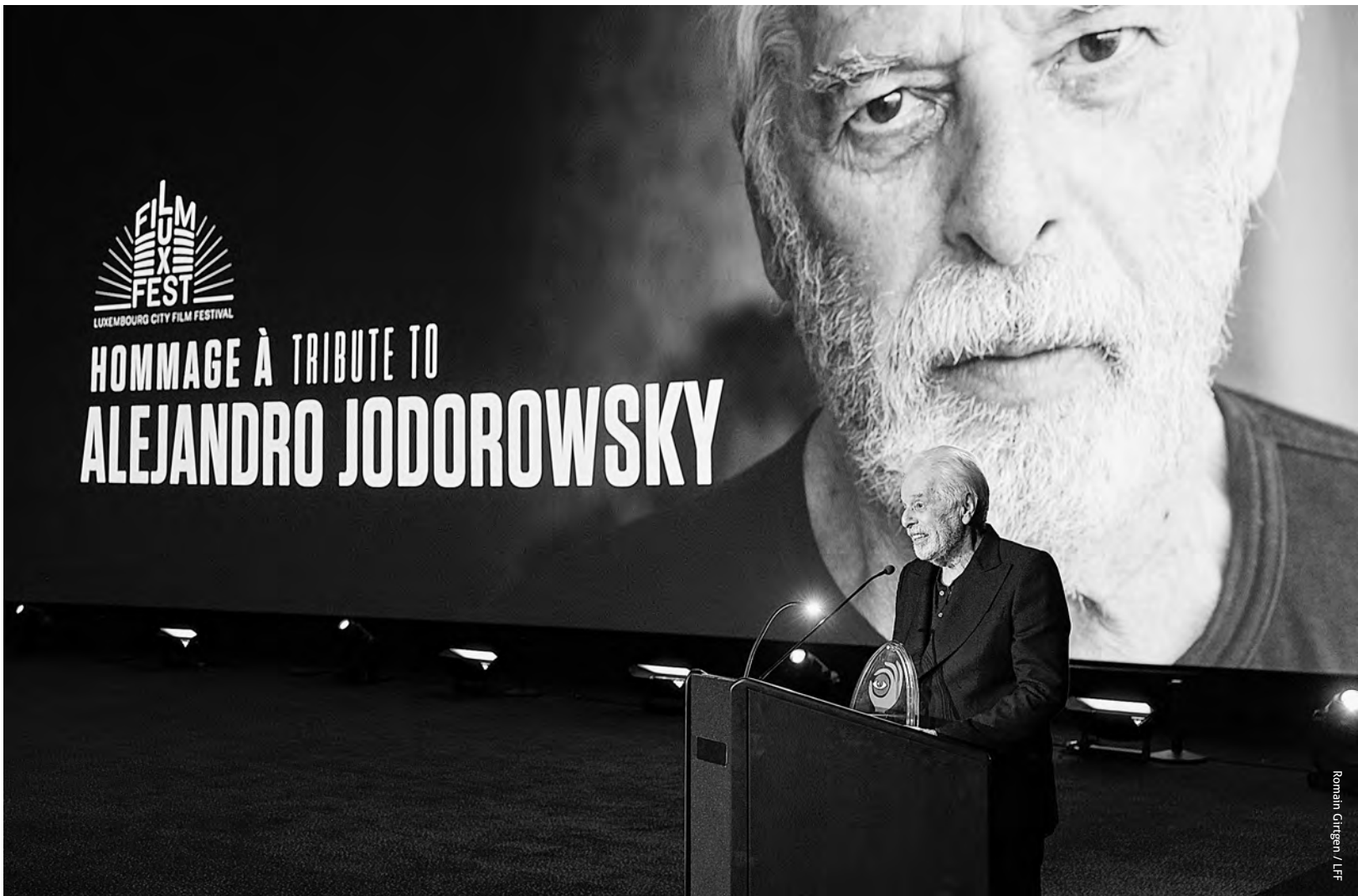
Plus de recul

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

Cinéma

Dr Jodo au chevet de ses ciné-patients



Alejandro Jodorowsky était à l'honneur du Luxembourg City Film Festival le 7 mars dernier

Loïc Millot

Poète, romancier, essayiste, mais aussi homme de théâtre, cinéaste, auteur de bandes-dessinées, et encore bien d'autres facettes à découvrir de cette personnalité multiple, Alejandro Jodorowsky ne cesse de se réinventer depuis plus d'un demi-siècle. Aujourd'hui âgé de 91 ans, l'artiste franco-chilien originaire d'une famille juive ayant fui les pogroms était, on s'en souvient, l'un des prestigieux invités de la dernière édition du Luxembourg City Film Festival, qui lui décerna un *Lifetime Achievement Award* et lui consacra une *MasterClass* à la Cinémathèque de Luxembourg à l'issue de la projection de son dernier film, *Psychomagie, un art pour guérir* (2019). Soit l'occasion de revenir sur une œuvre aussi longue que protéiforme aux interrogations résolument spirituelles, métaphysiques, voire thérapeutiques si l'on se fie à son dernier opus.

Jeune adulte quittant le Chili natal pour Paris, Jodorowsky fait ses premières gammes aux côtés du grand dramaturge espagnol Fernando Arrabal, avec lequel il fonde en 1962 le Panique, un mouvement actionniste alors en vogue dans les années 60 qui compte des personnalités aussi différentes que le corrosif illustrateur Roland Topor ou les peintres Christian Zeimert et Abel Ogier. Le Panique se situe sous le patronage païen du dieu Pan, connu pour sa laideur et sa sexualité exubérante qui, lorsqu'il sortait de la forêt pour se montrer aux hommes, provoquait parmi eux une terreur panique... Les principes de ce collectif – le hasard, la confusion, le refus de toutes choses – furent rassemblés par Fernando Arrabal dans son manifeste de 1973, puis approfondis dans une nouvelle version trente ans plus tard (*Panique Manifeste pour le troisième millénaire*, 2006). C'est là l'une des clés de compréhension de l'œuvre complexe de Jodorowsky, tendue vers l'irrationalité, le rêve, l'illusion...

Symptomatique d'une époque nouvelle inaugurée par le mouvement hippie, la fin des années 1960 est



Fando y Lis fit scandale au festival d'Acapulco

Quand Jodorowsky ne médite pas dans le désert, il se projette dans l'espace de la science-fiction

marquée par une poignée de films qui assureront à Jodorowsky une renommée internationale. Issus tous deux du mouvement surréaliste d'André Breton avant d'en prendre leur distance avec Panique, Jodorowsky et Arrabal vont au Mexique pour tourner le premier long-métrage du premier, *Fando y Lis* (1967), adapté de la pièce éponyme du second écrite dix ans plus tôt. Ensemble ils en rédigent également les dialogues. Nul besoin de choper le coronavirus pour avoir sous l'effet de la fièvre quelques hallucinations, le cinéma de Jodorowsky en regorge, se présentant comme un dispositif magique, voire ésotérique. Les deux jeunes amoureux qui donnent au film leurs noms cherchent la cité mythique de Tar où leurs rêves pourraient être exaucés, rencontrant en chemin de multiples écueils... On est là typiquement dans les fables initiatiques qui fleuriront dans les années 60 et 70, à l'instar d'*Uccellacci e uccellini* (1966) de Pasolini puis, outre Atlantique et dans un tout autre genre, dans *Easy Rider* (1969, Dennis Hopper) et *Two-Lane Blacktop* (1971, Monte Hellman) par exemple. Une impression de durée commence à se faire de plus en plus sentir au cinéma. L'ennui gagne en retour le spectateur face à des fables qui s'appauvrissent en termes d'action. Autant d'éléments qui offrent sur un plateau l'hypothèse d'une « rupture du lien sensorimoteur » qui serait propre, si l'on en croit le philosophe Gilles Deleuze, à l'ère de l'« image-temps », concept au cœur de son second volume dédié au cinéma post-Seconde Guerre mondiale (*Cinéma 2, L'image-temps*, tome II, éditions de Minuit, 1985). Toujours est-il qu'avec ses extravagances dignes des performances de l'actionnisme viennois, notre cinéaste chamanique fit scandale lors du festival d'Acapulco où *Fando y Lis* fut présenté, manquant de peu d'être pris à partie par une foule en colère, horri-

fiée par les excès orgiaques d'érotisme, d'animalité et de sang qui s'y jouaient... Parallèlement, ou presque, Jodorowsky se fait connaître dans le milieu de la BD avec *Anibal 5*, et surtout avec *L'Incal*, série futuriste conçue en collaboration avec l'illustrateur Moebius narrant les aventures du détective John Difool.

La couleur fait alors son entrée dans le cinéma de Jodorowsky avec *El Topo* (1970), dans lequel le cinéaste interprète le rôle principal. C'est sans doute, avec *La montagne sacrée* (1973), l'un de ses films les plus connus. Le désert devient dorénavant le lieu idéal où s'inventent toutes les utopies du cinéma des seventies. Les plaines arides se retrouvent un peu partout, aussi bien en Europe avec des films comme *Teorema* (1968) de Pasolini ou *Zabriskie Point* (1970) d'Antonioni, et sa fameuse musique des Pink Floyd. Mais aussi bien en Amérique du Sud, dans le *Cinema Novo* du génial Brésilien Glauber Rocha (*Antonio das Mortes*, 1969). En tant que westerns tiers-mondiste tournés principalement au Mexique, *El Topo* comme *La Montagne sacrée* s'inscrivent tous deux dans cette tendance du cinéma sud-américain où les théories marxistes flirtent très souvent avec la théologie de la Libération. D'où la forte impression de syncrétisme qui ressort du visionnement de ces films, où se mêlent cultures populaires et ritualisme ancien ou inventé, paganisme et christianisme, pulsions érotiques et cruauté... Le genre canonique du western hollywoodien y est revu et corrigé dans le sens d'un combat à mener contre l'oppression capitaliste. Plutôt que la chasse aux Indiens, le spectateur est invité à prendre part à une exploration toute intérieure, à assumer une errance existentielle, une quête initiatique, avec une certaine propension à la contemplation mystique qui fait que, devant de tels films, le spectateur est maintenu dans un état de lévitation...

Quand Jodorowsky ne médite pas dans le désert, il se projette dans l'espace de la science-fiction, un genre qu'il connaît bien et qu'il cultive depuis *L'Incal*. Ainsi débute l'entreprise *Dune*, d'après le roman éponyme de Frank Herbert dont David Lynch tirera au début des années 1980 une adaptation. Après l'échec rencontré par *Tusk* (1980), un film qui déconcerta ses fans parce qu'il y abandonne provisoirement son inclinaison psychédélique, commence pour le cinéaste franco-chilien le projet (avorté) d'une vie. Devaient participer à *Dune* la plupart des acolytes de l'auteur, comme Moebius et Hans Ruedi Giger, ainsi que des stars comme Salvador Dalí ou Orson Welles. Aujourd'hui, ce « non-film » fait l'objet d'un culte parmi les idoles du cinéaste, si bien qu'un documentaire est paru sur les écrans français en 2016 à partir de son *storyboard* (*Jodorowsky's Dune*, Frank Pavich).

Exposition

Figures d'enfermement (2)

Lucien Kayser

Wols, de son vrai nom Wolf Schulze, qu'une standardiste un jour a écorché, est né à Berlin, comme Unica Zürn (voir *d'Land* 16/20), en 1913, à trois ans de distance. Comme elle, mais une vingtaine d'années plus tôt, au début des années trente, il s'en va à Paris, dans une voiture où il emporte tout un équipement photographique. Destin allemand, il y en eut tant d'autres, qui ont fui le nazisme, se sont retrouvés dans les camps où l'on mit ceux qu'on prit pour des apatrides, ont eu tant de mal à se retrouver dans la vie, n'y ont pas réussi, et cela finit trop souvent par le suicide, ou la mort plus lente, non moins radicale, dans l'addiction. Wols est mort à 38 ans, à Paris. Et comme si la réclusion lui collait à la peau, voici son exposition *Histoires naturelles*, au Centre Pompidou, momentanément fermée ; elle était prévue initialement jusqu'au 18 mai, il faut souhaiter qu'elle soit prolongée, le plus longtemps possible.

Depuis la mort de son père, plus rien ne pouvait retenir Wolf Schulze à Berlin ; ce qu'il en retint, son banjo, l'enseignement musical qu'il avait eu, et dès l'âge de onze ans, on lui avait fait cadeau de son premier appareil photographique. Et dès 1933, il décide de ne plus remettre les pieds dans son pays natal. Quitte à se condamner à l'errance, après Paris, c'est l'Espagne, et la prison déjà, puis le retour en France où ses amis comme Fernand Léger lui permettent d'avoir un permis de séjour. Et Wols y impose son talent, avec ses photos justement, du Pavillon de l'Élégance et de la Parure, de l'Exposition internationale de 1937.

Le décor y est surréaliste, des fois comme sorti d'un Chirico, et les silhouettes des mannequins ont des gestes qui disent la surprise, l'effroi. Wols put faire des cartes postales, elles assurèrent le succès, les photographies passèrent dans des dessins, l'exposition du Centre dont les deux premières sections (sur cinq) s'intitulent : piéger, transmuier, saisit cette mutation, nous invite à la confrontation, des deux côtés se trouve vérifié ce qui restera toujours au centre de la création de Wols, comme son credo, qui veut que « l'insaisissable pénètre tout ».

Des photographies, des dessins, des peintures, mais l'œuvre de Wols est réduit en nombre. Des peintures, il n'en fit qu'après la guerre. Avant, ce fut le repli à Dieulefit, dans la Drôme, et sans atelier, c'est couché dans son lit qu'il trace avec minutie ses dessins, accumulant les entrelacs de ses microcosmes. Dans une lettre à Camille Bryen, en 1953, Gréty Wols, sa compagne, son épouse, précisera qu'il peignait (vers la fin de sa vie) de préférence la nuit, à la lumière d'une ampoule de 25 watts suspendue au plafond.

Troisième section de l'exposition : concentrer, et c'est chose vraie à tous les égards. Une fois que Wols s'est éloigné des paysages plus ou moins fantastiques qui le rattachaient encore à Klee, il ramène le dessin au centre, et c'est là, avec plus ou moins de déploiement, que les traits font surgir et vivre un univers. Wols est ainsi l'artiste, ses dessins le moment où les deux infinis pascaliens se rejoignent, s'entremêlent ; lui-même disant qu'« une toute petite feuille peut contenir le monde ». Cela prend forme, unité, mais c'est les traits qu'il faut suivre, qu'il faut traquer, comment ils se prolongent, se rejoignent, s'adjoignent, s'opposent ; il est là un art à découvrir dans son travail.

Après les dessins, encres, aquarelles, gouaches, où une quatrième section suit le mouvement opposé : décomposer, après la guerre, ayant à sa disposition le matériel nécessaire, Wols se met à la peinture, dite à l'huile, selon lui. Avec son épaisseur, ses tonalités nouvelles, dans l'exposition, c'est intitulé : éclabousser ; ça palpite dans telle toile, prise entre le vert et le rouge, qui atteint maintenant des dimensions, inhabituelles, de 145 sur 130 cm, ça éclate de tous les côtés dans telle autre, encore du vert, et du rose plutôt cette fois-ci, comme un cœur dans un battement trop violent, ça s'appelle *l'Inachevée*. La peinture date d'août 1951, un empoisonnement alimentaire emporte Wols le 1^{er} septembre. On le rattachera à l'absorption lyrique, à l'art informel, au tachisme, il y échappe, « Wols a tout pulvérisé... après Wols tout est à refaire », disait Georges Mathieu.

centrepompidou.fr

Après ces quelques déconvenues, la *Santa Sagre* (1989) signe le grand retour de Jodorowsky au cinéma. Inspiré de *Freaks* (1932), de Tod Browning, le cinéaste donne libre cours à ses obsessions tout en rendant hommage au mime Marceau, auprès duquel il prit des cours à son arrivée en France au début des années 50. Les années 2000 verront la parution, sous une forme illustrée, d'une suite à *El Topo* (*Les Fils d'El Topo*, 2006), suivi de deux films plus personnels dans lesquels le cinéaste revient sur son enfance chilienne, dans *La danza de la realidad*, en 2013, et *Poesia sin fin* (2016). La dernière édition du Luxembourg City Film Festival nous aura donné l'occasion de voir en avant-première

« ...autre que soi jusqu'au fond de lui-même, l'être de Wols est son être-autre. » Jean-Paul Sartre



Wols : Autoportrait, 1937-1938

Wols, comme son credo, qui veut que « l'insaisissable pénètre tout ».

son dernier film, le documentaire *Psychomagie, un art pour guérir*. Docteur Jodo livre aux ciné-patients ses derniers enseignements thérapeutiques, recourant pour l'occasion à toutes les techniques qu'il n'aura cessé de mobiliser toute sa vie – le théâtre, la magie, les rites, mais aussi le tarot divinatoire de Marseille dont il est un fervent adepte. Poudre aux yeux ou géniale envolée lyrique ? Au spectateur confiné d'en juger.

Cinq films d'Alejandro Jodorowsky sont disponibles sur la plateforme vod.lu : *Fando y Lis* (1967), *El Topo* (1970), *La montagne sacrée* (1973), *Santa Sagre* (1989) et *Jodorowsky's Dune* (2013).

STIL

Cyril B.

On n'est pas encore tout à fait certain de voir le bout du tunnel mais, soyons francs, les bonnes nouvelles semblent s'accumuler. Vous commencez à vous accoutumer à votre emploi du temps surréaliste, mélange de séances tutos en tous genres sur *YouTube*, d'espoirs déçus d'obtenir un *slot* chez Auchan-Drive, de visio-conférences foireuses avec vos collègues, de réapprentissage des tâches ménagères oubliées, de révision de listes de verbes irréguliers allemands avec vos enfants et, bien sûr, de séances de couture désespérées visant à fabriquer un masque FFP-2 à partir d'un chiffon microfibre, d'un vieux T-shirt et d'une culotte de votre femme (pour l'élastique, pas pour la dentelle). Le taux de pollution atmosphérique n'a

jamais été aussi bas depuis l'invention du moteur diesel. Les habitants du Limpertsberg n'auront pas à supporter la *Schueberfourer* cette année.

Enfin, il ne faut pas désespérer de l'humanité. Il est probable que le reste de nos existences ne ressembleront pas à une nouvelle de Philip K. Dick. On devrait échapper à l'histoire d'une humanité enfermée pendant des mois, puis des années : nous n'aurons pas décidé de sacrifier toutes nos libertés individuelles contre une promesse de vie éternelle. Poussée jusqu'à l'absurde, on pouvait assez bien craindre de finir tous enfermés dans un caisson, isolés, sous oxygène et perfusion, dans une vie végétative qui vise-

rait à réduire à néant tout risque de maladie, pour repousser l'échéance inéluctable de la mort. À part quelques masochistes (ou amoureux des verbes irréguliers allemands, ce qui semble une catégorie assez proche) qui préfèrent garder leurs enfants à la maison jusque septembre, la majeure partie de la population semble prête à accepter le risque raisonnable comme une composante normale de la vie, un prix à payer en échange de l'accès à l'éducation, des relations sociales ou des échanges économiques.

À l'heure où l'on craint les menaces de prochaines vagues, on pourrait encore craindre de basculer dans une histoire à la *Underground* de Kusturica : il suf-



Aux masques citoyens !

Sven Becker

La meilleure nouvelle, d'ailleurs, c'est le masque



Le secours

Il est un des bars-clubs les plus prisés de la capitale. Avec son programme bien chargé en temps normaux, le **Gudde Wëllen** (photo : Sven Becker) dans la vieille ville a un succès constant auprès des jeunes (et quelques moins jeunes). Mais voilà, l'endroit est géré par une bande d'idéalistes qui sont loin d'être des investisseurs-requins. Ce qui explique les prix modestes pour les entrées aux concerts ou pour les boissons. Mais une petite aide institutionnelle ne suffira pas à garantir la survie en cas de confinement de plusieurs mois. Même à loyer bas, il faut bien rémunérer les free-lances qui s'occupent du local. Voilà pourquoi, pour le maintien de club, ces gentils bougres font appel à notre générosité dans un appel aux dons dont une partie de l'argent collecté sera rétrocédée à un projet de réfugiés par le biais de l'Asbl « Catch a smile ». En temps normal, les volontaires de « Catch a smile » se rendent eux-mêmes dans des camps de réfugiés pour aider sur place, en leur apportant du matériel basique ou en permettant le financement de projets. Une douzaine de convois sont déjà partis ainsi vers les Balkans, la Grèce ou à Dunkerque. Les frontières étant impossibles à passer en cette période, seule une transmission de fonds est possible. Plus de 20 000 euros ont déjà été virés par le Gudde Wëllen à Catch a smile. Les dons se font sur gofundme.com. En tapant « gudde wëllen catch a smile » dans le moteur de recherche, on trouvera le projet. Ainsi qu'un autre, identique, lancé par le Café Steiler, également avec Catch a smile. GD

Le mag

Confinement oblige, le tourisme est tombé au plus bas, vu que les frontières se ferment même à l'intérieur de Schengen, que les hôtels servent surtout à loger du personnel soignant frontalier alors que maints restaurateurs et cafetiers ont été obligés de mettre leur personnel en chômage partiel. En espérant un minimum de faillites ou abandons dans les branches afférentes au domaine des loisirs, les responsables de « Visit Luxembourg » ont créé un support pour faire revenir en masses les touristes dès que les barrières se rouvriront pour les pigeons voyageurs. **Luci**, tel le nom enjoué du magazine en question, est édité en plusieurs langues et se veut plutôt jeune et dynamique. Sauf qu'il s'agit là de deux qualités difficiles à atteindre quand le tout se fabrique sous contrôle institutionnel. Ainsi, avant de parcourir les différentes étapes touristiques proposées, on lit dans le texte d'intro que *Luci* invite à un voyage « imaginaire ». Par définition, ce qui est imaginaire ne fait pas partie de la réalité. Or, le mag veut avant tout montrer aux futurs visiteurs des sites existants. De la Vallée des sept Châteaux au village de Lasauvage dans le sud, les endroits sont décrits avec une approche spéculative, parlant d'arbres chuchotants et de parcours vertigineux. Tout cela sur fond d'images léchées, d'un habillage des plus conventionnels et d'une typo qui pourrait être celle d'un rapport annuel de société. Malgré son ambition, pas sûr que *Luci* va casser la baraque et provoquer des voyages en masses. GD

Le projet

Ils sont sept élèves du Lycée Robert Schuman et participent cette année à un projet de jeunes entrepreneurs concernant la création d'une mini entreprise. Leur micro projet **Frëschkëscht** (boîte fraîcheur) consiste dans la vente de produits frais et de saison émanant exclusivement de cultures locales. Deux boîtes sont proposées : une normale avec fruits, légumes, lait et oeufs, et une végane proposant uniquement fruits et légumes. Une ferme, un élevage de volailles, ainsi que Luxlait et Biogros font partie des premiers partenaires. Avoir choisi un projet écologique est en soi déjà une intention louable. De plus, histoire de réduire au max l'émission de CO₂, un rendez-vous est fixé à un point précis pour récupérer ses vivres dans un lieu aussi peu éloigné que possible. Sur le blog freschescht.lu on trouve les détails concernant la façon dont les jeunes fournis procèdent pour subvenir aux besoins de leur clientèle. Le vendredi, ils se rassemblent pour aller récupérer la marchandise chez les fournisseurs et ensuite constituer les caisses commandées sous les conditions hygiéniques les plus strictes. Selon besoin, une partie des produits sera stockée dans des frigos. La société Michel Greco s'occupera dès le lundi suivant d'une partie de la distribution, la seconde se fera par remise à un point déterminé avec les autres clients. Tout cela est, certes, encore un peu brouillon, mais le cœur y est et la direction prise est à soutenir. Il serait appréciable de voir une agence de comm' ou un coach donner, par une participation bénévole, encore plus d'envergure au projet. GD

frait de bien cacher la future découverte d'un traitement d'un vaccin, d'en réserver l'usage à une élite ou à certains pays, pour que des millions de familles continuent à vivre terrées chez elles, par crainte d'une maladie mortelle, pendant que des privilégiés profiteraient, en cachette, d'une planète moins polluée et de destinations touristiques enfin libérées du fléau du tourisme de masse et de la surpopulation. Vu le niveau de compétence des plus grands dirigeants mondiaux actuels, on peut sans doute écarter cette hypothèse, au moins tant que des cocktails à l'eau de javel constituent la meilleure idée de Donald Trump.

Le temps du déconfinement permet surtout de considérer la situation sous un angle moins anxiogène. Les consignes des différents gouvernements ont permis d'organiser le plus grand jeu scout de tous les temps : une version planétaire, à trois milliards de personnes, du « Jacques a dit » (alias « Simon says » ou « Pitty seet »). Au début c'est facile : Jacques a dit « restez chez vous ». Jacques a dit « personne ne va à l'école ». Jacques a dit « toussiez dans votre coude ». Jacques a dit « n'approchez personne à moins de 1,5 mètre ». Après ça se complique un peu : Jacques a dit « les enfants de six à douze ans vont à l'école une semaine sur deux ». Jacques a dit « allez travailler » (mais Jacques n'a pas encore dit que vous aviez le droit de sortir de chez vous). Jacques a dit « ne portez pas un masque, ça ne sert à rien ». Jacques a dit « finalement, portez un masque, on vient d'en acheter sept millions ».

La meilleure nouvelle, d'ailleurs, c'est le masque. Passons la réussite logistique au terme de laquelle chaque résident en a reçu cinq exemplaires bien emballés, dès la semaine dernière. Tous se couvrir le visage, c'est surtout fédérateur. C'est une excellente idée au moment où la tendance est plutôt au repli sur soi, au décompte quotidien des morts par pays comme pour une macabre coupe du monde, où chacun espérerait finir avec un meilleur score que son voisin. Peut-être que les protections buccales nous

aideront à perdre ce réflexe vite acquis, consistant à considérer toute personne susceptible de croiser votre chemin comme un danger qui vous pousse à changer de trottoir ou à marcher sur la route. Même si cela vous donne l'impression de vous préparer à braquer votre boulangerie lorsque vous vous couvrez le nez de votre foulard avant d'entrer dans son magasin, se protéger les voies respiratoires n'est pas forcément une mauvaise habitude.

Si, il y a encore six mois, vous n'auriez jamais espéré passer le printemps enfermé, ou imaginé sortir un jour dans la rue le visage couvert d'un masque chirurgical ou, pire, d'un masque de plongée Décathlon, c'est que vous faites partie des privilégiés qui ne vivent pas un enfer tous les ans, entre le 15 avril et le 15 mai (voire entre le 15 mars et le 15 juillet pour les moins chanceux). Avoir l'impression que votre gorge s'est transformée en râpe à fromage, que vos narines sont devenues une succursale de Bétons Feidt, que vos yeux pleurent comme si vous aviez participé au Guinness Book de la plus grande tarte à l'oignon du monde, que les aliments n'ont plus de goût, ou que votre peau a été soigneusement passée au papier de verre, ce n'est pas une liste des nouveaux symptômes bizarres du coronavirus. C'est le sort de quinze à vingt pour cent des personnes depuis des années. Ce sont les signes d'une maladie, classée quatrième maladie chronique mondiale par l'OMS, qui peut vous faire passer l'envie d'une promenade en forêt ou d'un barbecue entre amis, confinement ou pas : les allergies respiratoires.

Alors que les voitures sont transformées en Wiener Schnitzel sous une couche de pollen rendue encore plus épaisse par l'absence de pluie depuis un mois, les allergiques peuvent enfin, cette année, rester chez eux fenêtres fermées, sans passer pour des asociaux, ou sortir avec un masque sur le visage sans crainte des regards étonnés. En ce moment, nous partageons au moins un point commun : on est tous ridicules. La bonne nouvelle c'est que ça ne tue pas !

d'Land méi mobil

Désormais, les abonnés peuvent lire le Lëtzebuerger Land sur leurs iPad et iPhone, ainsi que sur leurs portables et tablettes pourvus du système d'exploitation Android. Il suffit de télécharger l'application dans l'App Store de Apple ou dans le Play Store de Google.

www.land.lu

